

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES	TARIF DES ABONNEMENTS				ANNONCES ET AVIS DIVERS		
Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'Imprimerie nationale à Rufisque.	VOIE NORMALE		VOIE AERIEENNE		La ligne 1.000 francs		
	Six mois	Un an	Six mois	Un an			
Les annonces doivent être remises à l'imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance.	Sénégal et autres Etats de la CEDEAO		15.000f	31.000f.	-	-	Chaque annonce répétéeMoitié prix
	Etranger : France, RDC R.C.A. Gabon, Maroc.						
Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs	Algérie, Tunisie.		-	-	20.000f.	40.000f	(Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces).
	Etranger : Autres Pays				23.000f	46.000f	
	Prix du numéro		Année courante 600 f		Année ant.	700f.	Compte bancaire B.I.C.I.S. n° 9520 790 630/81
	Par la poste :		Majoration de 130 f		par numéro		
	Journal légalisé		900 f	-	Par la poste	-	

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

LOI

2018	
14 juin	Loi n° 2018-17 autorisant le Président de la République à ratifier la Convention n° 188 de l'OIT sur le travail dans la pêche, 2007..... 1361

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces	1380
----------------	------

PARTIE OFFICIELLE

LOI

Loi n° 2018-17 du 14 juin 2018 autorisant le président de la République à ratifier la Convention n°188 de l'OIT sur le travail dans la pêche, 2007.

EXPOSE DES MOTIFS

Considérant la pêche comme une activité dangereuse, la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail (OIT) a adopté, le 14 juin 2007, la Convention sur le travail dans la pêche destinée à assurer une plus grande protection aux pêcheurs et à promouvoir leurs droits.

En effet, des dizaines de millions de personnes travaillent dans la pêche de capture à travers le monde. Celles-ci sont souvent exposées à une grande précarité liée à leurs conditions de travail, la saisonnalité et les conditions météorologiques qui rendent leur travail dangereux. Le travail forcé, la traite des êtres humains et l'exploitation de la main-d'œuvre immigrée représentent également des maux particuliers de la pêche à l'échelle planétaire.

En permettant l'élaboration de conditions de travail décentes à bord des bateaux de pêche et l'application d'exigences minimales en matière de sécurité au travail, de soins médicaux en mer et à terre, la Convention sur le travail dans la pêche constitue une étape importante pour l'industrie de la pêche.

Alors que les conventions successives en la matière visaient principalement les gros navires de 24 mètres ou plus, les nouvelles normes introduites par la Convention n°188 s'appliquent à bord de tous les bâtiments de pêche commerciale dont la grande majorité font moins de 12 mètres.

En outre, la Convention permet de garantir que les bateaux de pêche soient construits et entretenus de manière à assurer aux travailleurs des conditions de travail décentes à bord et adaptées aux longues périodes fréquemment passées en mer. Elle instaure également un mécanisme en vue de garantir le respect et l'application de ses dispositions par les Etats Parties et de s'assurer que les gros bateaux et navires de pêche effectuant de longs parcours internationaux puissent faire l'objet d'inspections du travail dans les ports étrangers.

Ces normes sont complétées par deux séries de directives pour les Etats du pavillon et pour les Etats du port qui effectuent des inspections au titre de la convention.

Le Sénégal, en ratifiant la Convention de l'OIT sur le travail dans la pêche, réaffirmera son engagement en faveur de la promotion du travail décent dans l'industrie de la pêche. Sa ratification permettra, surtout, aux pêcheurs sénégalais de bénéficier d'une meilleure protection contre certaines formes de travail et les violations inacceptables de leurs droits.

Telle est l'économie du présent projet de loi.

L'Assemblée nationale a adopté en sa séance du vendredi 1^{er} juin 2018, Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique. - Le Président de la République est autorisé à ratifier la Convention n° 188 de l'OIT sur le travail dans la pêche, 2007.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar, le 14 juin 2018.

Macky SALL

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Mahammed Boun Abdallah DIONNE

C188 Convention sur le travail dans la pêche, 2007

Convention concernant le travail dans le secteur de la pêche (Note : Date d'entrée en vigueur:

00:00:0000)

Lieu : Genève

Date d'adoption :14:06:2007

Session de la Conférence : 96

Sujet : Pêcheurs

Statut : Instrument à jour cette Convention a été adoptée depuis 1985 et est considérée à jour.

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 30 mai 2007, en sa quatre-vingt-seizième session ;

Reconnaissant que la mondialisation a un impact profond sur le secteur de la pêche ;

Notant la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail, 1998 ;

Tenant compte des droits fondamentaux énoncés dans les conventions internationales du travail suivantes: la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949, la convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951, la convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957, la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958, la convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973, et la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999;

Notant les instruments pertinents de l'Organisation internationale du Travail, en particulier la convention (n° 155) et la recommandation (n° 164) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981, ainsi que la convention (n° 161) et la recommandation (n° 171) sur les services de santé au travail, 1985; Notant en outre la convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952, et considérant que les dispositions de l'article 77 de ladite convention ne devraient pas faire obstacle à la protection offerte aux pêcheurs par les Membres dans le cadre des systèmes de sécurité sociale;

Reconnaissant que l'Organisation internationale du Travail considère la pêche comme une activité dangereuse par rapport à d'autres ;

Notant également le paragraphe 3 de l'article 1 de la convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003 ;

Consciente que l'Organisation a pour mandat fondamental de promouvoir des conditions de travail décentes ;

Consciente de la nécessité de protéger et de promouvoir les droits des pêcheurs en la matière ; Rappelant la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, 1982 ;

Tenant compte de la nécessité de réviser les conventions internationales suivantes adoptées par la Conférence internationale du Travail concernant spécifiquement le secteur de la pêche, à savoir la convention (n° 112) sur l'âge minimum (pêcheurs), 1959, la convention (n° 113) sur l'examen médical des pêcheurs, 1959, la convention (n° 114) sur le contrat d'engagement des pêcheurs, 1959, et la convention (n° 126) sur le logement à bord des bateaux de pêche, 1966, afin de mettre à jour ces instruments et d'atteindre un plus grand nombre de pêcheurs dans le monde, en particulier ceux travaillant à bord de navires plus petits ;

Notant que l'objectif de la présente convention est d'assurer que les pêcheurs bénéficient de conditions décentes pour travailler à bord des navires de pêche en ce qui concerne les conditions minimales requises pour le travail à bord, les conditions de service, le logement et l'alimentation, la protection de la sécurité et de la santé au travail, les soins médicaux et la sécurité sociale ; Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives au travail dans le secteur de la pêche, question qui constitue le quatrième point à l'ordre du jour de la session ;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale,

adopte, ce quatorzième jour de juin deux mille sept, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur le travail dans la pêche, 2007.

Partie I. Définitions et champ d'application

Définitions

Article 1. -

Aux fins de la présente convention :

a) les termes *pêche commerciale* désignent toutes les opérations de pêche, y compris les opérations de pêche dans les cours d'eau, les lacs ou les canaux, à l'exception de la pêche de subsistance et de la pêche de loisir ;

b) les termes *autorité compétente* désignent le ministre, le service gouvernemental ou toute autre autorité habilités à édicter et à faire respecter les règlements, arrêtés ou autres instructions ayant force obligatoire dans le domaine visé par la disposition de la convention ;

c) le terme *consultation* désigne la consultation par l'autorité compétente des organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs intéressées, et en particulier les organisations représentatives d'armateurs à la pêche et de pêcheurs, s'il en existe ;

d) les termes *armateur à la pêche* désignent le propriétaire du navire ou toute autre entité ou personne, telle que le gérant, l'agent ou l'affrètement coque nue, à laquelle le propriétaire a confié la responsabilité de l'exploitation du navire et qui, en assumant cette responsabilité, a accepté de se charger des tâches et obligations incombant aux armateurs à la pêche aux termes de la présente convention, indépendamment du fait que d'autres entités ou personnes s'acquittent en son nom de certaines de ces tâches ou responsabilités ;

e) le terme *pêcheur* désigne toute personne employée ou engagée à quelque titre que ce soit ou exerçant une activité professionnelle à bord d'un navire de pêche, y compris les personnes travaillant à bord qui sont rémunérées à la part, mais à l'exclusion des pilotes, des équipages de la flotte de guerre, des autres personnes au service permanent du gouvernement, des personnes basées à terre chargées d'effectuer des travaux à bord d'un navire de pêche et des observateurs des pêches ;

f) les termes *accord d'engagement du pêcheur* désignent le contrat d'emploi, le contrat d'engagement ou autre accord similaire ainsi que tout autre contrat régissant les conditions de vie et de travail du pêcheur à bord du navire ;

g) les termes *navire de pêche* ou *navire* désignent tout bateau ou embarcation, quelles qu'en soient la nature et la forme de propriété, affecté ou destiné à être affecté à la pêche commerciale ;

h) les termes *jauge brute* désignent le tonnage brut d'un navire évalué conformément aux dispositions de l'annexe I à la Convention internationale de 1969 sur le jaugeage des navires ou de tout instrument l'amendant ou la remplaçant ;

i) le terme *longueur (L)* désigne 96 pour cent de la longueur totale à la flottaison située à une distance de la ligne de quille égale à 85 pour cent du creux minimal sur quille, ou encore à la distance entre la face avant de l'étrave et l'axe de la mèche du gouvernail à cette flottaison, si cette valeur est supérieure. Pour les navires conçus pour naviguer avec une quille inclinée, la flottaison servant à mesurer cette longueur doit être parallèle à la flottaison en charge ;

j) les termes *longueur hors tout* (LHT) désignent la distance mesurée en ligne droite parallèlement à la flottaison en charge prévue de l'extrémité avant de la proue à l'extrémité arrière de la poupe ;

k) les termes *service de recrutement et de placement* désignent toute personne, société, institution, agence ou autre organisation du secteur public ou privé exerçant des activités relatives au recrutement de pêcheurs pour le compte, ou au placement de pêcheurs auprès, d'armateurs à la pêche ;

l) le terme *patron* désigne le pêcheur chargé du commandement d'un navire de pêche.

Champ d'application

Article 2. -

1. Sauf disposition contraire de la présente convention, celle-ci s'applique à tous les pêcheurs et à tous les navires de pêche engagés dans des opérations de pêche commerciale.

2. En cas de doute sur l'affectation d'un navire à la pêche commerciale, il appartient à l'autorité compétente de déterminer son type d'affectation après consultation.

3. Tout Membre peut, après consultation, étendre totalement ou en partie la protection prévue par la convention pour les pêcheurs travaillant sur des navires d'une longueur égale ou supérieure à 24 mètres à ceux travaillant sur des navires plus petits.

Article 3. -

1. Lorsque l'application de la convention soulève des problèmes particuliers d'une importance significative compte tenu des conditions spécifiques de service des pêcheurs ou des opérations des navires de pêche considérés, un Membre peut, après consultation, exclure des prescriptions de la présente convention, ou de certaines de ses dispositions :

a) les navires de pêche engagés dans des opérations de pêche sur les cours d'eau, les lacs ou les canaux ;

b) des catégories limitées de pêcheurs ou de navires de pêche.

2. En cas d'exclusion visée au paragraphe précédent, et lorsque cela est réalisable, l'autorité compétente prend, si besoin est, des mesures pour étendre progressivement les prescriptions prévues par la présente convention aux catégories de pêcheurs ou de navires de pêche concernées.

3. Tout Membre qui ratifie la présente convention doit :

a) dans son premier rapport sur l'application de la convention présenté en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail :

i) indiquer les catégories de pêcheurs ou de navires de pêche qui sont exclues en application du paragraphe 1 ;

ii) donner les motifs de ces exclusions en exposant les positions respectives des organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs intéressées, en particulier des organisations représentatives d'armateurs à la pêche et de pêcheurs, s'il en existe ;

iii) décrire toute mesure prise pour octroyer une protection équivalente aux catégories exclues ;

b) dans ses rapports ultérieurs sur l'application de la convention, décrire toute mesure prise conformément au paragraphe 2.

Article 4. -

1. Lorsqu'il n'est pas immédiatement possible pour un Membre de mettre en œuvre l'ensemble des mesures prévues par la présente convention en raison de problèmes particuliers d'une importance significative compte tenu des infrastructures ou institutions insuffisamment développées, le Membre peut, conformément à un plan établi en consultation, mettre en œuvre progressivement tout ou partie des dispositions suivantes :

a) article 10, paragraphe 1 ;

b) article 10, paragraphe 3, dans la mesure où il s'applique aux navires passant plus de trois jours en mer ;

c) article 15 ;

d) article 20 ;

e) article 33 ;

f) article 38.

2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas aux navires de pêche :

a) d'une longueur égale ou supérieure à 24 mètres ; ou

b) passant plus de sept jours en mer ; ou

c) naviguant habituellement à plus de 200 milles nautiques de la côte de l'Etat du pavillon ou au-delà du rebord externe du plateau continental, si celui-ci est plus éloigné de la côte ; ou

d) soumis au contrôle de l'Etat du port tel que prévu à l'article 43 de la convention, sauf lorsque le contrôle par l'Etat du port découle d'un cas de force majeure, ni aux pêcheurs qui travaillent sur ces navires.

3. Tout Membre qui se prévaut de la possibilité prévue au paragraphe 1 doit :

a) dans son premier rapport sur l'application de la convention présenté en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail :

i) indiquer les dispositions de la convention devant être mises en œuvre progressivement ;

ii) en préciser les motifs et exposer les positions respectives des organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs intéressées, en particulier des organisations représentatives d'armateurs à la pêche et de pêcheurs, s'il en existe ;

iii) décrire le plan de mise en œuvre progressive ;

b) dans ses rapports ultérieurs sur l'application de la convention, décrire les mesures prises en vue de donner effet à l'ensemble des dispositions de la convention.

Article 5. -

1. Aux fins de la présente convention, l'autorité compétente peut, après consultation, décider d'utiliser la longueur hors tout (LHT) à la place de la longueur (L) comme critère de mesure, conformément à l'équivalence établie à l'annexe I. En outre, aux fins des paragraphes spécifiés à l'annexe III de la présente convention, l'autorité compétente peut, après consultation, décider d'utiliser la jauge brute à la place de la longueur (L) ou de la longueur hors tout (LHT) comme critère de mesure, conformément à l'équivalence établie à l'annexe III.

2. Dans les rapports présentés en vertu de l'article 22 de la Constitution, le Membre communiquera les raisons de la décision prise en vertu du présent article et les observations faites lors de la consultation.

Partie II. Principes généraux

Mise en œuvre

Article 6. -

1. Tout Membre doit mettre en œuvre et faire respecter les lois, règlements ou autres mesures qu'il a adoptés afin de s'acquitter de ses obligations aux termes de la présente convention en ce qui concerne les pêcheurs et les navires de pêche relevant de sa compétence. Les autres mesures peuvent comprendre des conventions collectives, des décisions judiciaires, des sentences arbitrales et autres moyens conformes à la législation et à la pratique nationale.

2. Aucune des dispositions de la présente convention n'affecte les lois, sentences, coutumes ou accords entre armateurs à la pêche et pêcheurs qui assurent des conditions plus favorables que celles prévues par la convention.

Autorité compétente et coordination

Article 7. -

Tout Membre doit :

a) désigner l'autorité compétente ou les autorités compétentes ;

b) établir des mécanismes de coordination entre les autorités concernées pour le secteur de la pêche aux niveaux national et local, selon le cas, et définir leurs fonctions et responsabilités en tenant compte de leur complémentarité ainsi que des conditions et de la pratique nationales.

Responsabilités des armateurs à la pêche, des patrons et des pêcheurs

Article 8. -

1. L'armateur à la pêche a la responsabilité globale de veiller à ce que le patron dispose des ressources et moyens nécessaires pour s'acquitter des obligations de la présente convention.

2. La responsabilité de la sécurité des pêcheurs à bord et du fonctionnement sûr du navire incombe au patron, notamment, mais non exclusivement, dans les domaines suivants :

a) la supervision, qui doit être exercée de façon à ce que les pêcheurs puissent, dans la mesure du possible, exécuter leur travail dans les meilleures conditions de sécurité et de santé ;

b) l'organisation du travail des pêcheurs, qui doit respecter la sécurité et la santé, y compris la prévention de la fatigue ;

c) la mise à disposition à bord d'une formation de sensibilisation à la sécurité et à la santé au travail ;

d) le respect des normes de sécurité de la navigation et de veille et des bonnes pratiques maritimes y relatives.

3. L'armateur à la pêche ne doit pas entraver la liberté du patron de prendre toute décision qui, de l'avis professionnel de ce dernier, est nécessaire pour la sécurité du navire, de sa navigation ou de son exploitation, ou pour la sécurité des pêcheurs qui sont à bord.

4. Les pêcheurs doivent respecter les ordres légaux du patron et les mesures de sécurité et de santé applicables.

Partie III. Conditions minimales requises pour le travail à bord des navires de pêche

Âge minimum

Article 9. -

1. L'âge minimum pour le travail à bord d'un navire de pêche est de 16 ans. Toutefois, l'autorité compétente peut autoriser un âge minimum de 15 ans pour les personnes qui ne sont plus soumises à l'obligation de scolarité imposée par la législation nationale et suivent une formation professionnelle en matière de pêche.

2. L'autorité compétente peut, conformément à la législation et à la pratique nationales, autoriser des personnes âgées de 15 ans à exécuter des travaux légers lors des vacances scolaires. Dans ces cas, elle déterminera, après consultation, les types de travail autorisés et prescrira les conditions dans lesquelles ce travail sera entrepris et les périodes de repos requises.

3. L'âge minimum d'affectation à des activités à bord d'un navire de pêche qui, par leur nature ou les conditions dans lesquelles elles s'exercent, sont susceptibles de compromettre la santé, la sécurité ou la moralité des jeunes gens ne doit pas être inférieur à 18 ans.

4. Les types d'activités visés au paragraphe 3 du présent article sont déterminés par la législation nationale ou l'autorité compétente, après consultation, en tenant compte des risques qu'ils comportent et des normes internationales applicables.

5. L'exécution des activités visées au paragraphe 3 du présent article dès l'âge de 16 ans peut être autorisée par la législation nationale ou par une décision de l'autorité compétente, après consultation, à condition que la santé, la sécurité et la moralité des jeunes gens soient pleinement garanties, qu'ils aient reçu une instruction ou une formation professionnelle spécifiques et adéquates et qu'ils aient suivi une formation de base aux questions de sécurité préalable à l'embarquement.

6. Il est interdit d'engager un pêcheur de moins de 18 ans pour un travail de nuit. Aux fins du présent article, le terme "nuit" est défini conformément à la législation et à la pratique nationales. Il couvre une période de neuf heures consécutives au moins, commençant au plus tard à minuit et se terminant au plus tôt à 5 heures du matin. Une dérogation à la stricte observation de la restriction concernant le travail de nuit peut être décidée par l'autorité compétente quand :

a) la formation effective des pêcheurs concernés dans le cadre de programmes et plans d'études établis pourrait en être compromise ; ou

b) la nature particulière de la tâche ou un programme de formation agréé exige que les pêcheurs visés par la dérogation travaillent la nuit et l'autorité décide, après consultation, que ce travail ne portera pas préjudice à leur santé ou à leur bien-être.

7. Aucune des dispositions du présent article n'a d'incidence sur les obligations souscrites par le Membre en vertu de la ratification d'autres conventions internationales du travail.

Examen médical

Article 10. -

1. Aucun pêcheur ne doit travailler à bord d'un navire de pêche sans disposer d'un certificat médical valide attestant de son aptitude à exécuter ses tâches.

2. L'autorité compétente peut, après consultation, octroyer des dérogations à l'application du paragraphe 1 du présent article, compte tenu de la sécurité et de la santé des pêcheurs, de la taille du navire, de la disponibilité de l'assistance médicale et des moyens d'évacuation, de la durée du voyage, de la zone d'opération et du type d'activité de pêche.

3. Les dérogations visées au paragraphe 2 du présent article ne s'appliqueront pas à un pêcheur travaillant sur un navire de pêche d'une longueur égale ou supérieure à 24 mètres ou qui passe normalement plus de trois jours en mer. Dans les cas urgents, l'autorité compétente peut autoriser un pêcheur à travailler sur un tel navire pour une période d'une durée limitée et spécifiée en attendant qu'il puisse obtenir un certificat médical, sous réserve que ce pêcheur soit en possession d'un certificat médical expiré depuis peu.

Article 11. -

Tout Membre doit adopter des lois, règlements ou autres mesures concernant :

a) la nature des examens médicaux ;

b) la forme et le contenu des certificats médicaux ;

c) la délivrance du certificat médical par du personnel médical dûment qualifié ou, dans le cas d'un certificat concernant seulement la vue, par une personne habilitée par l'autorité compétente à délivrer un tel certificat ; ces personnes doivent jouir d'une totale indépendance lorsqu'elles exercent leur jugement professionnel ;

d) la fréquence des examens médicaux et la durée de validité des certificats médicaux ;

e) le droit pour une personne d'être réexaminée par du personnel médical indépendant différent au cas où elle se verrait refuser un certificat ou imposer des limitations au travail qu'elle peut effectuer ;

f) les autres conditions requises.

Article 12. -

Outre les prescriptions énoncées aux articles 10 et 11, sur un navire de pêche d'une longueur égale ou supérieure à 24 mètres ou passant normalement plus de trois jours en mer :

1. Le certificat médical du pêcheur doit au minimum indiquer :

a) que l'ouïe et la vue de l'intéressé sont satisfaisantes compte tenu de ses tâches sur le navire ; et

b) que l'intéressé n'a aucun problème médical de nature à être aggravé par le service en mer ou à le rendre inapte à ce service ou à mettre en danger la sécurité ou la santé d'autres personnes à bord.

2. Le certificat médical est valide pendant deux ans au maximum à moins que le pêcheur soit âgé de moins de 18 ans, auquel cas la durée maximale de validité est d'un an.

3. Si la période de validité du certificat expire au cours d'un voyage, le certificat reste valide jusqu'à la fin du voyage.

Partie IV. Conditions de service

Équipage et durée du repos

Article 13. -

Tout Membre doit adopter des lois, règlements ou autres mesures prévoyant que les armateurs de navires de pêche battant son pavillon veillent à ce que :

a) leurs navires soient dotés d'effectifs suffisants en nombre et en qualité pour assurer la sécurité de navigation et de fonctionnement du navire sous le contrôle d'un patron compétent ;

b) soient octroyées aux pêcheurs des périodes de repos régulières d'une durée suffisante pour préserver leur sécurité et leur santé.

Article 14. -

1. Outre les prescriptions énoncées à l'article 13, l'autorité compétente doit :

a) pour les navires d'une longueur égale ou supérieure à 24 mètres, fixer l'effectif minimal propre à garantir la sécurité de navigation du navire et préciser le nombre de pêcheurs requis et les qualifications qu'ils doivent posséder ;

b) pour les navires de pêche passant plus de trois jours en mer, quelle que soit leur taille, fixer, après consultation et en vue de limiter la fatigue, une durée minimum de repos pour les pêcheurs. Cette durée ne doit pas être inférieure à :

i) dix heures par période de 24 heures ;

ii) 77 heures par période de sept jours.

2. L'autorité compétente peut, pour des raisons limitées et précises, autoriser qu'il soit dérogé temporairement aux durées de repos fixées à l'alinéa b) du paragraphe 1 du présent article. Dans ces cas, elle doit toutefois exiger que des périodes de repos compensatoires soient accordées aux pêcheurs dès que possible.

3. L'autorité compétente peut, après consultation, établir des prescriptions remplaçant celles fixées aux paragraphes 1 et 2 du présent article. Toutefois, lesdites prescriptions doivent être équivalentes dans l'ensemble et ne pas mettre en danger la sécurité et la santé des pêcheurs.

4. Aucune des dispositions du présent article n'affecte le droit du patron d'un navire d'exiger d'un pêcheur les heures de travail nécessaires pour assurer la sécurité immédiate du navire, des personnes à bord ou des captures ou pour porter secours à d'autres embarcations ou aux personnes en détresse en mer. Le cas échéant, le patron peut suspendre les horaires normaux de repos et exiger qu'un pêcheur accomplisse les heures de travail nécessaires jusqu'au retour à une situation normale. Dès que cela est réalisable après le retour à une situation normale, le patron doit faire en sorte que tout pêcheur ayant effectué un travail alors qu'il était en période de repos selon l'horaire normal bénéficie d'une période de repos adéquate.

Liste d'équipage

Article 15. -

Tout navire de pêche doit avoir à bord une liste d'équipage, dont un exemplaire est fourni aux personnes autorisées à terre avant le départ du navire ou communiqué à terre immédiatement après. L'autorité compétente doit déterminer à qui, à quel moment et à quelles fins cette information doit être fournie.

Accord d'engagement du pêcheur

Article 16. -

Tout Membre doit adopter des lois, règlements ou autres mesures :

a) prévoyant que les pêcheurs travaillant à bord des navires battant son pavillon soient protégés par un accord d'engagement qui soit conforme aux dispositions de la présente convention et qui leur soit compréhensible ;

b) indiquant les mentions minimales à inclure dans les accords d'engagement des pêcheurs, conformément aux dispositions de l'annexe II.

Article 17. -

Tout Membre doit adopter des lois, règlements ou autres mesures concernant :

a) les procédures garantissant que le pêcheur a la possibilité d'examiner les clauses de son accord d'engagement et de demander conseil à ce sujet avant de le conclure ;

b) s'il y a lieu, la tenue des états de service du pêcheur dans le cadre de cet accord ;

c) les moyens de régler les différends relatifs à l'accord d'engagement du pêcheur.

Article 18. -

L'accord d'engagement du pêcheur, dont un exemplaire lui est remis, est disponible à bord, à la disposition du pêcheur et, conformément à la législation et à la pratique nationales, de toute autre partie concernée qui en fait la demande.

Article 19. -

Les articles 16 à 18 et l'annexe II ne s'appliquent pas au propriétaire de navire qui exploite celui-ci seul.

Article 20. -

Il incombe à l'armateur à la pêche de veiller à ce que chaque pêcheur soit en possession d'un accord d'engagement de pêcheur écrit, signé à la fois par le pêcheur et l'armateur à la pêche, ou par un représentant autorisé de celui-ci (ou, lorsque le pêcheur n'est pas employé ou engagé par l'armateur à la pêche, l'armateur à la pêche doit avoir une preuve d'un arrangement contractuel ou équivalent), prévoyant des conditions de vie et de travail décentes à bord du navire, conformément aux dispositions de la présente convention.

Rapatriement**Article 21. -**

1. Les Membres doivent veiller à ce que les pêcheurs à bord d'un navire de pêche battant leur pavillon et qui entre dans un port étranger aient le droit d'être rapatriés lorsque l'accord d'engagement du pêcheur a expiré, ou lorsque le pêcheur ou l'armateur à la pêche y a mis fin pour des raisons justifiées, ou lorsque le pêcheur n'est plus en mesure de s'acquitter des tâches qui lui incombent en vertu de l'accord d'engagement ou qu'on ne peut attendre de lui qu'il les exécute compte tenu des circonstances. La présente disposition s'applique également aux pêcheurs de ce navire qui sont transférés pour les mêmes raisons du navire vers un port étranger.

2. Les frais du rapatriement visé au paragraphe 1 du présent article doivent être pris en charge par l'armateur à la pêche, sauf si le pêcheur a été reconnu, conformément à la législation nationale ou à d'autres dispositions applicables, coupable d'un manquement grave aux obligations de son accord d'engagement.

3. Les Membres doivent déterminer, par voie de législation ou autre, les circonstances précises donnant droit à un rapatriement, la durée maximale des périodes d'embarquement au terme desquelles les pêcheurs visés au paragraphe 1 du présent article ont droit au rapatriement, et les destinations vers lesquelles ils peuvent être rapatriés.

4. Si l'armateur à la pêche omet de pourvoir au rapatriement visé au présent article, le Membre dont le navire bat pavillon doit organiser le rapatriement du pêcheur concerné et a le droit de recouvrer les frais auprès de l'armateur à la pêche.

5. La législation nationale ne doit pas faire obstacle au droit de l'armateur à la pêche de recouvrer le coût du rapatriement au titre d'arrangements contractuels avec des tiers.

Recrutement et placement**Article 22. -****Recrutement et placement des pêcheurs**

1. Tout Membre qui a mis en place un service public de recrutement et de placement de pêcheurs doit s'assurer que ce service fait partie du service public de l'emploi ouvert à l'ensemble des travailleurs et des employeurs ou qu'il agit en coordination avec celui-ci.

2. Les services privés de recrutement et de placement de pêcheurs qui sont établis sur le territoire d'un Membre doivent exercer leur activité en vertu d'un système de licence ou d'agrément normalisé ou d'une autre forme de réglementation, lesquels ne seront établis, maintenus ou modifiés qu'après consultation.

3. Tout Membre doit, par voie de législation ou autres mesures :

a) interdire aux services de recrutement et de placement d'avoir recours à des moyens, mécanismes ou listes visant à empêcher ou à dissuader les pêcheurs d'obtenir un engagement ;

b) interdire que des honoraires ou autres frais soient supportés par les pêcheurs, directement ou indirectement, en tout ou en partie, pour le recrutement ou le placement ;

c) fixer les conditions dans lesquelles une licence, un agrément ou toute autre autorisation d'un service privé de recrutement et de placement peuvent être suspendus ou retirés en cas d'infraction à la législation pertinente et préciser les conditions dans lesquelles lesdits services privés peuvent exercer leurs activités.

Agences d'emploi privées

4. Tout Membre qui a ratifié la convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997, peut confier certaines des responsabilités découlant de la présente convention à des agences d'emploi privées qui fournissent les services visés à l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 1 de la convention précitée. Les responsabilités respectives de ces agences d'emploi privées et des armateurs à la pêche, qui sont « les entreprises utilisatrices » au sens de ladite convention, sont déterminées et réparties conformément à l'article 12 de cette même convention. Un tel Membre doit adopter des lois, des règlements ou d'autres mesures pour faire en sorte que l'attribution des responsabilités ou obligations respectives des agences d'emploi privées prestataires du service et de « l'entreprise utilisatrice » conformément à la présente convention n'empêche pas le pêcheur de faire valoir un droit de privilège sur un navire de pêche.

5. Nonobstant les dispositions du paragraphe 4, l'armateur à la pêche est responsable si l'agence d'emploi privée manque aux obligations qui lui incombent à l'égard du pêcheur pour lequel, dans le cadre de la convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997, l'armateur à la pêche est « l'entreprise utilisatrice ».

6. Aucune des dispositions de la présente convention ne saurait être interprétée comme imposant à un Membre l'obligation d'autoriser dans son secteur de pêche le recours à des agences d'emploi privées telles que visées au paragraphe 4 du présent article.

Paiement des pêcheurs**Article 23. -**

Tout Membre adopte, après consultation, une législation ou d'autres mesures prescrivant que les pêcheurs qui perçoivent un salaire seront payés mensuellement ou à d'autres intervalles réguliers.

Article 24. -

Tout Membre doit exiger que tous les pêcheurs travaillant à bord de navires de pêche aient les moyens de faire parvenir à leur famille et sans frais tout ou partie des paiements reçus, y compris les avances.

Partie V. Logement et alimentation

Article 25. -

Tout Membre doit adopter une législation ou d'autres mesures relatives au logement, à la nourriture et à l'eau potable à bord des navires de pêche battant son pavillon.

Article 26. -

Tout Membre doit adopter une législation ou d'autres mesures prévoyant que le logement à bord des navires de pêche battant son pavillon sera d'une qualité et d'une taille suffisantes et qu'il sera équipé de façon adaptée au service du navire et à la durée du séjour des pêcheurs à bord. En particulier, ces mesures règlent, selon le cas, les questions suivantes :

a) approbation des plans de construction ou de modification des navires de pêche en ce qui concerne le logement ;

b) maintien du logement et de la cuisine dans des conditions générales d'hygiène, de sécurité, de santé et de confort ;

c) ventilation, chauffage, refroidissement et éclairage ;

d) réduction des bruits et vibrations excessifs ;

e) emplacement, taille, matériaux de construction, ameublement et équipement des cabines, réfectoires et autres espaces de logement ;

f) installations sanitaires, comprenant des toilettes et des moyens de lavage, et fourniture d'eau chaude et froide en quantité suffisante ;

g) procédures d'examen des plaintes concernant des conditions de logement qui ne satisfont pas aux prescriptions de la présente convention.

Article 27. -

Tout Membre doit adopter une législation ou d'autres mesures prévoyant que :

a) la nourriture transportée et servie à bord doit être d'une valeur nutritionnelle, d'une qualité et d'une quantité suffisantes ;

b) l'eau potable doit être d'une qualité et d'une quantité suffisantes ;

c) la nourriture et l'eau potable doivent être fournies par l'armateur à la pêche sans frais pour le pêcheur. Toutefois, conformément à la législation nationale, les frais peuvent être recouverts sous forme de coûts d'exploitation pour autant qu'une convention collective régissant un système de rémunération à la part ou que l'accord d'engagement du pêcheur le prévoie.

Article 28. -

1. La législation ou les autres mesures adoptées par le Membre conformément aux articles 25 à 27 doivent donner pleinement effet à l'annexe III concernant le logement à bord des navires de pêche. L'annexe III peut être amendée de la façon prévue à l'article 45.

2. Un Membre qui n'est pas en mesure d'appliquer les dispositions de l'annexe III peut, après consultation, adopter dans sa législation des dispositions ou d'autres mesures équivalentes dans l'ensemble aux dispositions énoncées à l'annexe III, à l'exception des dispositions se rapportant à l'article 27.

Partie VI. Soins médicaux, protection de la santé et sécurité sociale**Soins médicaux**

Article 29. -

Tout Membre doit adopter une législation ou d'autres mesures prévoyant que :

a) les navires de pêche soient dotés de fournitures et d'un matériel médicaux adaptés au service du navire, compte tenu du nombre de pêcheurs à bord, de la zone d'opération et de la durée du voyage ;

b) les navires de pêche aient à leur bord au moins un pêcheur qualifié ou formé pour donner les premiers secours et autres formes de soins médicaux, qui sache utiliser les fournitures et le matériel médicaux dont est doté le navire, compte tenu du nombre de pêcheurs à bord, de la zone d'opération et de la durée du voyage ;

c) les fournitures et le matériel médicaux présents à bord soient accompagnés d'instructions ou d'autres informations dans une langue et une présentation compréhensibles au pêcheur ou aux pêcheurs visés à l'alinéa b) ;

d) les navires de pêche soient équipés d'un système de communication par radio ou par satellite avec des personnes ou services à terre pouvant fournir des consultations médicales, compte tenu de la zone d'opération et de la durée du voyage ;

e) les pêcheurs aient le droit de bénéficier d'un traitement médical à terre et d'être débarqués à cet effet en temps voulu en cas de lésion ou de maladie graves.

Article 30. -

Pour les navires de pêche d'une longueur égale ou supérieure à 24 mètres, compte tenu du nombre de pêcheurs à bord, de la zone d'opération et de la durée du voyage, tout Membre doit adopter une législation ou d'autres mesures prévoyant que :

a) l'autorité compétente prescrive le matériel médical et les fournitures médicales devant être disponibles à bord ;

b) le matériel médical et les fournitures médicales disponibles à bord soient entretenus de façon adéquate et inspectés à des intervalles réguliers, fixés par l'autorité compétente, par des responsables désignés ou agréés par celle-ci ;

c) les navires soient pourvus d'un guide médical de bord adopté ou approuvé par l'autorité compétente ou de l'édition la plus récente du Guide médical international de bord ;

d) les navires en mer aient accès à un dispositif organisé de consultations médicales par radio ou par satellite, y compris à des conseils de spécialistes, à toute heure du jour ou de la nuit ;

e) les navires conservent à bord une liste de stations de radio ou de satellite par l'intermédiaire desquelles des consultations médicales peuvent être obtenues ;

f) dans une mesure conforme à la législation et à la pratique du Membre, les soins médicaux dispensés au pêcheur lorsqu'il est à bord ou débarqué dans un port étranger lui soient fournis gratuitement.

Sécurité et santé au travail et prévention des accidents du travail

Article 31. -

Tout Membre doit adopter une législation ou d'autres mesures concernant :

a) la prévention des accidents du travail, des maladies professionnelles et des risques liés au travail à bord des navires, notamment l'évaluation et la gestion des risques, la formation des pêcheurs et l'instruction à bord ;

b) la formation des pêcheurs à l'utilisation des engins de pêche dont ils se serviront et à la connaissance des opérations de pêche qu'ils auront à effectuer ;

c) les obligations des armateurs à la pêche, des pêcheurs et autres personnes intéressées, compte dûment tenu de la sécurité et de la santé des pêcheurs âgés de moins de 18 ans ;

d) la déclaration des accidents survenant à bord des navires de pêche battant son pavillon et la réalisation d'enquêtes sur ces accidents ;

e) la constitution de comités paritaires de sécurité et de santé au travail ou, après consultation, d'autres organismes qualifiés.

Article 32. -

1. Les prescriptions du présent article s'appliquent aux navires d'une longueur égale ou supérieure à 24 mètres passant habituellement plus de trois jours en mer et, après consultation, à d'autres navires, compte tenu du nombre de pêcheurs à bord, de la zone d'opération et de la durée du voyage.

2. L'autorité compétente doit :

a) après consultation, faire obligation à l'armateur à la pêche d'établir, conformément à la législation, aux conventions collectives et à la pratique nationales, des procédures à bord visant à prévenir les accidents du travail et les lésions et maladies professionnelles, compte tenu des dangers et risques spécifiques du navire de pêche concerné ;

b) exiger que les armateurs à la pêche, les patrons, les pêcheurs et les autres personnes concernées reçoivent suffisamment de directives et de matériel de formation appropriés ainsi que toute autre information pertinente sur la manière d'évaluer et de gérer les risques en matière de sécurité et de santé à bord des navires de pêche.

3. Les armateurs à la pêche doivent :

a) veiller à ce que tous les pêcheurs à bord reçoivent des vêtements et équipements de protection individuelle appropriés ;

b) veiller à ce que tous les pêcheurs à bord aient reçu une formation de base en matière de sécurité, approuvée par l'autorité compétente ; cette dernière peut cependant accorder une dérogation écrite dans le cas des pêcheurs qui démontrent qu'ils possèdent des connaissances et une expérience équivalentes ;

c) veiller à ce que les pêcheurs soient suffisamment et convenablement familiarisés avec l'équipement et son utilisation, y compris avec les mesures de sécurité s'y rapportant, avant d'utiliser cet équipement ou de participer aux opérations concernées.

Article 33. -

L'évaluation des risques concernant la pêche est effectuée, selon le cas, avec la participation de pêcheurs ou de leurs représentants.

Sécurité sociale

Article 34. -

Tout Membre veille à ce que les pêcheurs résidant habituellement sur son territoire et, dans la mesure prévue par la législation nationale, les personnes à leur charge bénéficient de la sécurité sociale à des conditions non moins favorables que celles qui s'appliquent aux autres travailleurs, y compris les personnes salariées ou indépendantes, résidant habituellement sur son territoire.

Article 35. -

Tout Membre s'engage à prendre des mesures, en fonction de la situation nationale, pour assurer progressivement une protection complète de sécurité sociale à tous les pêcheurs résidant habituellement sur son territoire.

Article 36. -

Les Membres doivent coopérer, dans le cadre d'accords bilatéraux ou multilatéraux ou d'autres arrangements, en conformité avec la législation ou la pratique nationales, en vue :

a) d'assurer progressivement une protection complète de sécurité sociale aux pêcheurs, sans considération de nationalité, en tenant compte du principe d'égalité de traitement ;

b) de garantir le maintien des droits en matière de sécurité sociale acquis ou en cours d'acquisition par tous les pêcheurs, indépendamment de leur lieu de résidence.

Article 37. -

Nonobstant l'attribution des responsabilités prévues aux articles 34, 35 et 36, les Membres peuvent établir, par des accords bilatéraux ou multilatéraux ou par des dispositions adoptées dans le cadre d'organisations régionales d'intégration économique, d'autres règles relatives à la législation en matière de sécurité sociale applicable aux pêcheurs.

**Protection en cas de maladie, lésion
ou décès liés au travail**

Article 38. -

1. Tout Membre prend des mesures en vue d'assurer aux pêcheurs une protection, conformément à la législation et à la pratique nationales, en cas de maladie, de lésion ou de décès liés au travail.

2. En cas de lésion provoquée par un accident du travail ou une maladie professionnelle, le pêcheur doit :

- a) avoir accès à des soins médicaux appropriés ;
- b) bénéficier d'une indemnisation correspondante conformément à la législation nationale.

3. Compte tenu des caractéristiques du secteur de la pêche, la protection visée au paragraphe 1 du présent article pourra être assurée :

- a) soit par un régime reposant sur la responsabilité de l'armateur à la pêche ;
- b) soit par un régime d'assurance obligatoire d'indemnisation des travailleurs ou d'autres régimes.

Article 39. -

1. En l'absence de dispositions nationales applicables aux pêcheurs, tout Membre adopte une législation ou d'autres mesures visant à garantir que les armateurs à la pêche assurent la protection de la santé et les soins médicaux des pêcheurs lorsque ces derniers sont employés ou engagés ou travaillent à bord d'un navire battant son pavillon, en mer ou dans un port étranger. Cette législation ou ces autres mesures doivent garantir que les armateurs à la pêche acquittent les frais des soins médicaux, y compris l'aide et le soutien matériels correspondants pendant la durée des traitements médicaux dispensés à l'étranger jusqu'au rapatriement du pêcheur.

2. La législation nationale peut prévoir de décharger l'armateur à la pêche de sa responsabilité dans le cas où l'accident n'est pas survenu au service du navire de pêche ou si la maladie ou l'infirmité a été dissimulée lors de l'engagement ou si l'accident ou la maladie est imputable à une faute intentionnelle du pêcheur.

Partie VII. Respect et application**Article 40. -**

Tout Membre exerce effectivement sa juridiction et son contrôle sur les navires battant son pavillon en se dotant d'un système propre à garantir le respect des prescriptions de la présente convention, notamment en prévoyant, s'il y a lieu, la conduite d'inspections, l'établissement de rapports, une procédure de règlement des plaintes, un suivi et la mise en œuvre de sanctions et mesures correctives appropriées conformément à la législation nationale.

Article 41. -

1. Les Membres doivent exiger que les navires de pêche qui passent plus de trois jours en mer et qui :

- a) ont une longueur égale ou supérieure à 24 mètres, ou ;
- b) naviguent habituellement à plus de 200 milles nautiques de la côte de l'Etat du pavillon ou au-delà du rebord externe du plateau continental, si celui-ci est plus éloigné,

aient à bord un document valide délivré par l'autorité compétente, indiquant qu'ils ont été inspectés par l'autorité compétente ou en son nom, en vue de déterminer leur conformité avec les dispositions de la présente convention concernant les conditions de vie et de travail à bord.

2. La durée de validité de ce document peut coïncider avec celle d'un certificat national ou international de sécurité des navires de pêche mais ne dépasse en aucun cas cinq ans.

Article 42. -

1. L'autorité compétente désigne des inspecteurs qualifiés en nombre suffisant pour assumer les responsabilités qui lui incombent en vertu de l'article 41.

2. Aux fins de l'instauration d'un système efficace d'inspection des conditions de vie et de travail à bord des navires de pêche, un Membre peut, s'il y a lieu, autoriser des institutions publiques ou d'autres organismes dont il reconnaît la compétence et l'indépendance à réaliser des inspections et à délivrer des certificats. Dans tous les cas, le Membre demeure entièrement responsable de l'inspection et de la délivrance des certificats correspondants relatifs aux conditions de vie et de travail des pêcheurs à bord des navires battant son pavillon.

Article 43. -

1. Si un Membre reçoit une plainte ou acquiert la preuve qu'un navire battant son pavillon ne se conforme pas aux prescriptions de la convention, il prend les dispositions nécessaires pour enquêter et s'assurer que des mesures sont prises pour remédier aux manquements constatés.

2. Si un Membre dans le port duquel un navire de pêche fait escale dans le cours normal de son activité ou pour une raison inhérente à son exploitation reçoit une plainte ou acquiert la preuve que ce navire de pêche n'est pas conforme aux prescriptions de la présente convention, il peut adresser un rapport au gouvernement de l'Etat du pavillon, avec copie au Directeur général du Bureau international du Travail, et prendre les mesures nécessaires pour redresser toute situation à bord qui constitue manifestement un danger pour la sécurité ou la santé.

3. S'il prend les mesures mentionnées au paragraphe 2 du présent article, le Membre doit en informer immédiatement le plus proche représentant de l'Etat du pavillon et demander à celui-ci d'être présent si possible. Il ne doit pas retenir ou retarder indûment le navire.

4. Aux fins du présent article, une plainte peut être soumise par un pêcheur, un organisme professionnel, une association, un syndicat ou, de manière générale, toute personne ayant un intérêt à la sécurité du navire, y compris en ce qui concerne les risques relatifs à la sécurité ou à la santé des pêcheurs à bord.

5. Cet article ne s'applique pas aux plaintes qu'un Membre considère manifestement infondées.

Article 44. -

Tout Membre appliquera la présente convention de manière à garantir que les navires de pêche battant pavillon de tout Etat qui n'a pas ratifié la convention ne bénéficient pas d'un traitement plus favorable que celui accordé aux navires battant pavillon de tout Membre qui l'a ratifiée.

**Partie VIII. Amendements
des annexes I, II et III**

Article 45. -

1. Sous réserve des dispositions pertinentes de la présente convention, la Conférence internationale du Travail peut amender les annexes I, II et III. Le Conseil d'administration du Bureau international du Travail peut inscrire à l'ordre du jour de la Conférence une question concernant des propositions d'amendements établies par une réunion tripartite d'experts. La majorité des deux tiers des voix des délégués présents à la Conférence, comprenant au moins la moitié des Membres ayant ratifié cette convention, est requise pour l'adoption d'amendements.

2. Tout amendement adopté conformément au paragraphe 1 du présent article entre en vigueur six mois après la date de son adoption pour tout Membre ayant ratifié la présente convention, à moins que le Membre en question n'ait adressé au Directeur général du Bureau international du Travail une notification écrite précisant que cet amendement n'entrera pas en vigueur à son égard ou n'entrera en vigueur qu'ultérieurement à la suite d'une nouvelle notification.

Partie IX. Dispositions finales

Article 46. -

La présente convention révisé la convention (n° 112) sur l'âge minimum (pêcheurs), 1959, la convention (n° 113) sur l'examen médical des pêcheurs, 1959, la convention (n° 114) sur le contrat d'engagement des pêcheurs, 1959, et la convention (n° 126) sur le logement à bord des bateaux de pêche, 1966.

Article 47. -

Les ratifications formelles de la présente convention sont communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail aux fins d'enregistrement.

Article 48. -

1. La présente convention ne lie que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification a été enregistrée par le Directeur général du Bureau international du Travail.

2. Elle entre en vigueur 12 mois après que les ratifications de dix Membres comprenant huit Etats côtiers ont été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, la convention entre en vigueur pour chaque Membre 12 mois après la date de l'enregistrement de sa ratification.

Article 49. -

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail aux fins d'enregistrement. La dénonciation prend effet une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans l'année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne se prévaut pas de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention dans la première année de chaque nouvelle période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

Article 50. -

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications, déclarations, et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la dernière ratification nécessaire à l'entrée en vigueur de la présente convention, le Directeur général appelle l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la convention entrera en vigueur.

Article 51. -

Le Directeur général du Bureau international du Travail communique au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications, déclarations et dénonciations enregistrées par le Directeur général.

Article 52. -

Chaque fois qu'il le juge nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présente à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examine s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle, prenant également en considération les dispositions de l'article 45.

Article 53. -

1. Au cas où la Conférence adopte une nouvelle convention portant révision de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention n'en dispose autrement :

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraîne de plein droit, nonobstant les dispositions de l'article 49 ci-dessus, la dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur ;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesse d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeure en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

Article 54. -

Les versions française et anglaise de la présente convention font également foi.

ANNEXES**Annexe I****Equivalence pour le mesurage**

Aux fins de la présente convention, lorsque l'autorité compétente, après consultation, décide d'utiliser la longueur hors tout (LHT) comme critère de mesure plutôt que la longueur (L) :

a) une longueur hors tout (LHT) de 16,5 mètres sera considérée comme équivalente à une longueur (L) de 15 mètres ;

b) une longueur hors tout (LHT) de 26,5 mètres sera considérée comme équivalente à une longueur (L) de 24 mètres ;

c) une longueur hors tout (LHT) de 50 mètres sera considérée comme équivalente à une longueur (L) de 45 mètres.

Annexe II**Accord d'engagement du pêcheur**

L'accord d'engagement du pêcheur devra comporter les mentions suivantes, sauf dans les cas où l'inclusion de l'une de ces mentions ou de certaines d'entre elles est inutile, la question étant déjà réglée d'une autre manière par la législation nationale ou, le cas échéant, par une convention collective :

a) les nom et prénoms du pêcheur, la date de naissance ou l'âge, ainsi que le lieu de naissance ;

b) le lieu et la date de la conclusion de l'accord ;

c) la désignation du ou des navires de pêche et le numéro d'immatriculation du ou des navires de pêche à bord duquel ou desquels le pêcheur s'engage à travailler ;

d) le nom de l'employeur ou de l'armateur à la pêche ou autre partie à l'accord ;

e) le voyage ou les voyages à entreprendre, s'ils peuvent être déterminés au moment de l'engagement ;

f) la fonction pour laquelle le pêcheur doit être employé ou engagé ;

g) si possible, la date à laquelle et le lieu où le pêcheur sera tenu de se présenter à bord pour le commencement de son service ;

h) les vivres à allouer au pêcheur, sauf si la législation nationale prévoit un système différent ;

i) le montant du salaire du pêcheur ou, s'il est rémunéré à la part, le pourcentage de sa part et le mode de calcul de celle-ci, ou encore, si un système mixte de rémunération est appliqué, le montant du salaire, le pourcentage de sa part et le mode de calcul de celle-ci, ainsi que tout salaire minimum convenu ;

j) l'échéance de l'accord et les conditions y relatives, soit :

i) si l'accord a été conclu pour une durée déterminée, la date fixée pour son expiration ;

ii) si l'accord a été conclu au voyage, le port de destination convenu pour la fin de l'accord et l'indication du délai à l'expiration duquel le pêcheur sera libéré après l'arrivée à cette destination ;

iii) si l'accord a été conclu pour une durée indéterminée, les conditions dans lesquelles chaque partie pourra dénoncer l'accord ainsi que le délai de préavis requis, lequel n'est pas plus court pour l'employeur, l'armateur à la pêche ou autre partie que pour le pêcheur ;

k) la protection en cas de maladie, de lésion ou de décès du pêcheur lié à son service ;

l) le congé payé annuel ou la formule utilisée pour le calculer, le cas échéant ;

m) les prestations en matière de protection de la santé et de sécurité sociale qui doivent être assurées au pêcheur par l'employeur, l'armateur à la pêche ou autre partie à l'accord d'engagement du pêcheur, selon le cas ;

n) le droit du pêcheur à un rapatriement ;

o) la référence à la convention collective, le cas échéant ;

p) les périodes minimales de repos conformément à la législation nationale ou autres mesures ;

q) toutes autres mentions que la législation nationale peut exiger.

Annexe III

Logement à bord des navires de pêche

Dispositions générales

1. Aux fins de la présente annexe :

a) les termes "navire de pêche neuf" désignent un navire pour lequel :

i) le contrat de construction ou de transformation importante a été passé à la date d'entrée en vigueur de la convention pour le Membre concerné ou après cette date ; ou

ii) le contrat de construction ou de transformation importante a été passé avant la date d'entrée en vigueur de la convention pour le Membre concerné, et qui est livré trois ans ou plus après cette date ; ou

iii) en l'absence d'un contrat de construction, à la date d'entrée en vigueur de la convention pour le Membre concerné ou après cette date :

- la quille est posée ; ou

- une construction permettant d'identifier un navire particulier a commencé ; ou

- le montage a commencé, employant au moins 50 tonnes ou 1 pour cent de la masse estimée de tous les matériaux de structure, si cette dernière valeur est inférieure ;

b) les termes "navire existant" désignent un navire qui n'est pas un navire de pêche neuf.

2. Les dispositions suivantes s'appliquent à tous les nouveaux navires de pêche pontés, sauf exclusions autorisées aux termes de l'article 3 de la convention. L'autorité compétente peut également, après consultation, appliquer les prescriptions de la présente annexe aux navires existants, dès lors que et dans la mesure où elle décide que cela est raisonnable et réalisable.

3. L'autorité compétente peut, après consultation, autoriser des dérogations aux dispositions de la présente annexe pour des navires de pêche ne restant normalement en mer que pour des durées inférieures à 24 heures si les pêcheurs ne vivent pas à bord du navire lorsqu'il est au port. Dans le cas de tels navires, l'autorité compétente doit veiller à ce que les pêcheurs concernés aient à leur disposition des installations adéquates pour leurs repos, alimentation et hygiène.

4. Toute dérogation faite par un Membre en vertu du paragraphe 3 de la présente annexe doit être communiquée au Bureau international du Travail conformément à l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail.

5. Les prescriptions valables pour les navires d'une longueur égale ou supérieure à 24 mètres peuvent s'appliquer aux navires d'une longueur comprise entre 15 et 24 mètres si l'autorité compétente décide, après consultation, que cela est raisonnable et réalisable.

6. Les pêcheurs travaillant à bord de navires nourrices dépourvus de logements et d'installations sanitaires appropriés pourront utiliser ceux du navire mère.

7. Les Membres peuvent étendre les dispositions de la présente annexe relatives au bruit et aux vibrations, à la ventilation, au chauffage et à la climatisation, à l'éclairage aux lieux de travail clos et aux espaces servant à l'entreposage si, après consultation, cette extension est considérée appropriée et n'influe pas négativement sur les conditions de travail ou sur le traitement ou la qualité des captures.

8. L'utilisation de la jauge brute visée à l'article 5 de la convention est limitée aux paragraphes de la présente annexe spécifiés ci-après : 14, 37, 38, 41, 43, 46, 49, 53, 55, 61, 64, 65 et 67. A ces fins, lorsque l'autorité compétente, après consultation, décide d'utiliser la jauge brute comme critère de mesure :

a) une jauge brute de 75 sera considérée comme équivalente à une longueur (L) de 15 mètres, ou à une longueur hors tout (LHT) de 16,5 mètres ;

b) une jauge brute de 300 sera considérée comme équivalente à une longueur (L) de 24 mètres, ou à une longueur hors tout (LHT) de 26,5 mètres ;

c) une jauge brute de 950 sera considérée comme équivalente à une longueur (L) de 45 mètres, ou à une longueur hors tout (LHT) de 50 mètres.

Planification et contrôle

9. L'autorité compétente doit vérifier que, chaque fois qu'un navire vient d'être construit, ou que le logement de l'équipage à bord du navire a été refait à neuf, ledit navire est conforme aux prescriptions de la présente annexe. L'autorité compétente doit, dans la mesure du possible, exiger qu'un navire dont le logement de l'équipage a été substantiellement modifié soit conforme aux prescriptions de la présente annexe et qu'un navire qui remplace son pavillon par le pavillon du Membre soit conforme aux prescriptions de la présente annexe applicables conformément au paragraphe 2 de ladite annexe.

10. Dans les situations visées au paragraphe 9 de la présente annexe, pour les navires d'une longueur égale ou supérieure à 24 mètres, l'autorité compétente doit demander que les plans détaillés du logement de l'équipage et des informations à son sujet soient soumis pour approbation à l'autorité compétente ou à une entité qu'elle a habilitée à cette fin.

11. Pour les navires d'une longueur égale ou supérieure à 24 mètres, l'autorité compétente doit contrôler, chaque fois que le logement de l'équipage a été refait à neuf ou substantiellement modifié, que celui-ci est conforme aux prescriptions de la convention, et lorsque le navire remplace son pavillon par le pavillon du Membre, contrôler qu'il est conforme aux prescriptions de la présente annexe applicables conformément au paragraphe 2 de ladite annexe. L'autorité compétente peut réaliser, lorsqu'elle le juge opportun, des inspections complémentaires du logement de l'équipage.

12. Lorsqu'un navire change de pavillon, toute prescription que l'autorité compétente du Membre dont le navire battait précédemment pavillon peut avoir adoptée conformément aux dispositions des paragraphes 15, 39, 47 ou 62 de la présente annexe cesse de s'appliquer au navire.

Conception et construction

Hauteur sous barrot

13. Tous les logements doivent avoir une hauteur sous barrot adéquate. L'autorité compétente doit prescrire la hauteur sous barrot minimale des locaux où les pêcheurs doivent se tenir debout pendant de longues périodes.

14. Sur les navires d'une longueur égale ou supérieure à 24 mètres, la hauteur sous barrot minimale autorisée dans tous les logements où les pêcheurs doivent pouvoir jouir d'une entière liberté de mouvement ne doit pas être inférieure à 200 centimètres.

15. Nonobstant les dispositions du paragraphe 14, l'autorité compétente peut, après consultation, décider que la hauteur sous barrot minimale autorisée ne doit pas être inférieure à 190 centimètres dans tout logement, ou partie de logement, où elle s'est assurée que cela est raisonnable et ne causera pas d'inconfort aux pêcheurs.

Ouvertures donnant sur les locaux d'habitation et entre eux

16. Les ouvertures directes entre les postes de couchage et les cales à poissons et salles des machines doivent être proscrites, sauf lorsqu'il s'agit d'issues de secours. Dans la mesure où cela est raisonnable et réalisable, les ouvertures directes entre les postes de couchage et les cuisines, cambuses, séchoirs ou installations sanitaires communes doivent être évitées, à moins qu'il n'en soit expressément disposé autrement.

17. Sur les navires d'une longueur égale ou supérieure à 24 mètres, il ne doit y avoir aucune ouverture reliant directement les postes de couchage aux cales à poissons, salles des machines, cuisines, cambuses, séchoirs ou installations sanitaires communes, sauf lorsqu'il s'agit d'issues de secours; la partie de la cloison séparant ces locaux des postes de couchage et des cloisons externes doit être convenablement construite en acier ou autre matériau homologué et être étanche à l'eau et aux gaz. La présente disposition n'exclut pas la possibilité d'un partage d'installations sanitaires entre deux cabines.

Isolation

18. L'isolation du logement de l'équipage doit être adéquate ; les matériaux employés pour construire les cloisons, les panneaux et les vaigrages intérieurs, ainsi que les revêtements de sol et les joints doivent être adaptés à leur emploi et de nature à garantir un environnement sain. Des dispositifs d'écoulement des eaux suffisants doivent être prévus dans tous les logements.

Autres

19. Tous les moyens possibles doivent être mis en œuvre pour empêcher que les mouches et autres insectes ne pénètrent dans les locaux d'habitation de l'équipage des navires de pêche, en particulier lorsque ceux-ci opèrent dans des zones infestées de moustiques.

20. Tous les logements d'équipage doivent être dotés des issues de secours nécessaires.

Bruits et vibrations

21. L'autorité compétente doit prendre des mesures pour réduire les bruits et vibrations excessifs dans les locaux d'habitation, si possible en conformité avec les normes internationales pertinentes.

22. Sur les navires d'une longueur égale ou supérieure à 24 mètres, l'autorité compétente doit adopter des normes réglementant les niveaux de bruit et de vibrations dans les locaux d'habitation de manière à protéger adéquatement les pêcheurs des effets nocifs de ces bruits et vibrations, notamment de la fatigue qu'ils induisent.

Ventilation

23. Les locaux d'habitation doivent être ventilés en fonction des conditions climatiques. Le système de ventilation doit permettre une aération satisfaisante des locaux lorsque les pêcheurs sont à bord.

24. Le système de ventilation doit être conçu ou d'autres mesures doivent être prises de manière à protéger les non-fumeurs de la fumée de tabac.

25. Les navires d'une longueur égale ou supérieure à 24 mètres doivent être équipés d'un système de ventilation réglable des locaux d'habitation, de façon à maintenir l'air dans des conditions satisfaisantes et à en assurer une circulation suffisante par tous les temps et sous tous les climats. Les systèmes de ventilation doivent fonctionner en permanence lorsque les pêcheurs sont à bord.

Chauffage et climatisation

26. Les locaux d'habitation doivent être chauffés de manière adéquate en fonction des conditions climatiques.

27. Sur les navires d'une longueur égale ou supérieure à 24 mètres, un chauffage adéquat fourni par un système de chauffage approprié doit être prévu sauf sur les navires de pêche opérant exclusivement en zone tropicale. Le système de chauffage doit fournir de la chaleur dans toutes les conditions, suivant les besoins, et fonctionner lorsque les pêcheurs séjournent ou travaillent à bord et que les conditions l'exigent.

28. Sur les navires d'une longueur égale ou supérieure à 24 mètres, à l'exception de ceux opérant dans des zones où les conditions climatiques tempérées ne l'exigent pas, les locaux d'habitation, la passerelle, les salles de radio et toute salle de contrôle des machines centralisée doivent être équipés d'un système de climatisation.

Eclairage

29. Tous les locaux d'habitation doivent bénéficier d'un éclairage adéquat.

30. Dans la mesure du possible, les locaux d'habitation doivent, outre un éclairage artificiel, être éclairés par la lumière naturelle. Lorsque les postes de couchage sont éclairés par la lumière naturelle, un moyen de l'occulter doit être prévu.

31. Chaque couchette doit être dotée d'un éclairage de chevet en complément de l'éclairage normal du poste de couchage.

32. Les postes de couchage doivent être équipés d'un éclairage de secours.

33. Si à bord d'un navire les réfectoires, les coursives et les locaux qui sont ou peuvent être traversés comme issues de secours ne sont pas équipés d'un éclairage de secours, un éclairage permanent doit y être prévu pendant la nuit.

34. Sur les navires d'une longueur égale ou supérieure à 24 mètres, les locaux d'habitation doivent être éclairés conformément à une norme établie par l'autorité compétente. En tous points du local d'habitation où l'on peut circuler librement, la norme minimale de cet éclairage doit être telle qu'une personne dotée d'une acuité visuelle normale puisse lire, par temps clair, un journal imprimé ordinaire.

Postes de couchage

Dispositions générales

35. Lorsque la conception, les dimensions ou l'usage même du navire le permettent, les postes de couchage doivent être situés de telle manière que les mouvements et l'accélération du navire soient ressentis le moins possible mais ils ne doivent être situés en aucun cas en avant de la cloison d'abordage.

Superficie au sol

36. Le nombre de personnes par poste de couchage ainsi que la superficie au sol par personne, déduction faite de la superficie occupée par les couchettes et les armoires, doivent permettre aux pêcheurs de disposer de suffisamment d'espace et de confort à bord, compte tenu de l'utilisation du navire.

37. Sur les navires d'une longueur égale ou supérieure à 24 mètres, mais inférieure à 45 mètres, la superficie au sol par occupant d'un poste de couchage, déduction faite de la superficie occupée par les couchettes et les armoires, ne doit pas être inférieure à 1,5 mètre carré.

38. Sur les navires d'une longueur égale ou supérieure à 45 mètres, la superficie au sol par occupant d'un poste de couchage, déduction faite de la superficie occupée par les couchettes et les armoires, ne doit pas être inférieure à 2 mètres carrés.

39. Nonobstant les dispositions des paragraphes 37 et 38, l'autorité compétente peut, après consultation, décider que la superficie au sol minimale autorisée par occupant d'un poste de couchage, déduction faite de la superficie occupée par les couchettes et les armoires, ne doit pas être inférieure à 1,0 et 1,5 mètre carré respectivement, si elle s'est assurée que cela est raisonnable et ne causera pas d'inconfort aux pêcheurs.

Nombre de personnes par poste de couchage

40. Dans la mesure où il n'en est pas expressément disposé autrement, le nombre de personnes autorisées à occuper un poste de couchage ne doit pas être supérieur à six.

41. Sur les navires d'une longueur égale ou supérieure à 24 mètres, le nombre de personnes autorisées à occuper un poste de couchage ne doit pas être supérieur à quatre. L'autorité compétente peut accorder des dérogations à cette prescription dans certains cas si la taille et le type du navire ou son utilisation la rendent déraisonnable ou irréalisable.

42. Dans la mesure où il n'en est pas expressément disposé autrement, une ou plusieurs cabines séparées doivent être réservées aux officiers, lorsque cela est possible.

43. Sur les navires d'une longueur égale ou supérieure à 24 mètres, les postes de couchage réservés aux officiers doivent accueillir une seule personne dans la mesure du possible et ne doivent en aucun cas contenir plus de deux couchettes. L'autorité compétente peut accorder des dérogations aux prescriptions de ce paragraphe dans certains cas si la taille et le type du navire ou son utilisation les rendent déraisonnables ou irréalisables.

Autres

44. Le nombre maximal de personnes autorisées à occuper un poste de couchage doit être inscrit de manière lisible et indélébile à un endroit où il peut se lire facilement.

45. Des couchettes individuelles de dimensions suffisantes doivent être prévues. Les matelas doivent être d'un matériau adéquat.

46. Sur les navires d'une longueur égale ou supérieure à 24 mètres, les dimensions internes minimales des couchettes ne doivent pas être inférieures à 198 centimètres sur 80 centimètres.

47. Nonobstant les dispositions du paragraphe 46, l'autorité compétente peut, après consultation, décider que les dimensions internes minimales des couchettes ne doivent pas être inférieures à 190 centimètres par 70 centimètres, si elle s'est assurée que cela est raisonnable et ne causera pas d'inconfort aux pêcheurs.

48. Les postes de couchage doivent être conçus et équipés de manière à garantir aux occupants un confort raisonnable et à faciliter leur maintien en ordre. Les équipements fournis doivent comprendre des couchettes, des armoires individuelles suffisamment grandes pour contenir des vêtements et autres effets personnels et une surface plane adéquate où il est possible d'écrire.

49. Sur les navires d'une longueur égale ou supérieure à 24 mètres, un bureau pour écrire et une chaise adaptée doivent être fournis.

50. Les postes de couchage doivent, dans la mesure du possible, être situés ou équipés de telle manière que tant les hommes que les femmes puissent convenablement préserver leur intimité.

Réfectoires

51. Les réfectoires doivent être aussi proches que possible de la cuisine, mais en aucun cas en avant de la cloison d'abordage.

52. Les navires doivent posséder un réfectoire adapté à leur utilisation. Le local du réfectoire doit être si possible à l'écart des postes de couchage, dans la mesure où il n'en est pas expressément disposé autrement.

53. Sur les navires d'une longueur égale ou supérieure à 24 mètres, le réfectoire doit être séparé des postes de couchage.

54. Les dimensions et l'aménagement de chaque réfectoire doivent être suffisants pour qu'il puisse accueillir le nombre de personnes susceptibles de l'utiliser en même temps.

55. Sur les navires d'une longueur égale ou supérieure à 24 mètres, les pêcheurs doivent à tout moment avoir accès à un réfrigérateur d'un volume suffisant et avoir la possibilité de se préparer des boissons chaudes ou froides.

Baignoires ou douches, toilettes et lavabos

56. Des installations sanitaires appropriées à l'utilisation du navire, qui comprennent des toilettes, lavabos, baignoires ou douches, doivent être prévues pour toutes les personnes à bord. Ces installations doivent correspondre aux normes minimales en matière de santé et d'hygiène et offrir un niveau de qualité raisonnable.

57. Les installations sanitaires doivent être conçues de manière à éliminer dans la mesure où cela est réalisable la contamination d'autres locaux. Les installations sanitaires doivent préserver un degré d'intimité raisonnable.

58. Tous les pêcheurs et toute autre personne à bord doivent avoir accès à de l'eau douce froide et chaude en quantité suffisante pour assurer une hygiène convenable. L'autorité compétente peut déterminer, après consultation, le volume d'eau minimal nécessaire.

59. Lorsque des installations sanitaires sont prévues, elles doivent être ventilées vers l'extérieur et situées à l'écart de tout local d'habitation.

60. Toutes les surfaces des installations sanitaires doivent être faciles à nettoyer correctement. Les sols doivent être recouverts d'un revêtement antidérapant.

61. Sur les navires d'une longueur égale ou supérieure à 24 mètres, tous les pêcheurs n'occupant pas un poste doté d'installations sanitaires doivent avoir accès au moins à une baignoire ou une douche, ou les deux, une toilette et un lavabo pour quatre personnes ou moins.

62. Nonobstant les dispositions du paragraphe 61, l'autorité compétente peut, après consultation, décider de prévoir au moins une baignoire ou une douche, ou les deux, et un lavabo pour six personnes ou moins, et au moins une toilette pour huit personnes ou moins, si elle s'est assurée que cela est raisonnable et ne causera pas d'inconfort aux pêcheurs.

Buanderies

63. Dans la mesure où il n'en est pas expressément disposé autrement, des installations appropriées pour le lavage et le séchage des vêtements doivent être prévues selon les besoins, en tenant compte des conditions d'utilisation du navire.

64. Sur les navires d'une longueur égale ou supérieure à 24 mètres, des installations adéquates pour le lavage, le séchage et le repassage des vêtements doivent être prévues.

65. Sur les navires d'une longueur égale ou supérieure à 45 mètres, ces installations doivent être adéquates et situées dans des locaux séparés des postes de couchage, des réfectoires et des toilettes qui soient suffisamment ventilés, chauffés et pourvus de cordes à linge ou autres moyens de séchage.

Installations pour les pêcheurs malades ou blessés

66. Chaque fois que nécessaire, une cabine doit être mise à la disposition d'un pêcheur blessé ou malade.

67. Sur les navires d'une longueur égale ou supérieure à 45 mètres, une infirmerie séparée doit être prévue. Ce local doit être correctement équipé et maintenu dans un état hygiénique.

Autres installations

68. Un endroit approprié à l'extérieur des postes de couchage et aisément accessible à partir de ces derniers doit être prévu pour pendre les vêtements de gros temps et autre équipement de protection personnel.

Literie, vaisselle et couverts et fournitures diverses

69. Tous les pêcheurs à bord doivent avoir à leur disposition de la vaisselle, du linge de lit et autres linges appropriés. Toutefois, les frais de linge peuvent être recouverts sous forme de coûts d'exploitation pour autant qu'une convention collective ou que l'accord d'engagement du pêcheur le prévoient.

Installations de loisirs

70. A bord des navires d'une longueur égale ou supérieure à 24 mètres, tous les pêcheurs doivent avoir accès à des installations, des équipements et des services de loisirs. Le cas échéant, les réfectoires peuvent être utilisés comme installations de loisirs.

Installations de communications

71. Dans la mesure du possible, tous les pêcheurs à bord du navire doivent avoir raisonnablement accès à des équipements pour effectuer leurs communications à un coût raisonnable n'excédant pas le coût total facturé à l'armateur à la pêche.

Cuisine et cambuse

72. Des équipements doivent être prévus pour la préparation des aliments. Dans la mesure où il n'en est pas expressément disposé autrement, ces équipements sont installés, si possible, dans une cuisine séparée.

73. La cuisine, ou coin cuisine lorsqu'il n'existe pas de cuisine séparée, doit être d'une dimension adéquate, être bien éclairée et ventilée et être correctement équipée et entretenue.

74. Les navires d'une longueur égale ou supérieure à 24 mètres doivent être équipés d'une cuisine séparée.

75. Les bouteilles de gaz butane ou propane utilisés à des fins de cuisine doivent être placées sur le pont découvert, dans un lieu abrité conçu pour les protéger contre les sources extérieures de chaleur et les chocs.

76. Un emplacement adéquat pour les provisions, d'un volume suffisant, doit être prévu et pouvoir être maintenu sec, frais et bien aéré pour éviter que les provisions ne se gâtent. Dans la mesure où il n'en est pas expressément disposé autrement, des réfrigérateurs ou autres moyens de stockage à basse température sont si possible utilisés.

77. Pour les navires d'une longueur égale ou supérieure à 24 mètres, une cambuse et un réfrigérateur ou autre local d'entreposage à basse température doivent être utilisés.

Nourriture et eau potable

78. L'avitaillement doit être suffisant compte tenu du nombre de pêcheurs à bord ainsi que de la durée et de la nature du voyage. Il doit être en outre d'une valeur nutritionnelle, d'une qualité, d'une quantité et d'une variété satisfaisantes eu égard également aux exigences de la religion des pêcheurs et à leurs habitudes culturelles en matière alimentaire.

79. L'autorité compétente peut établir des prescriptions concernant les normes minimales et la quantité de nourriture et d'eau devant être disponible à bord. Conditions de salubrité et de propreté.

80. Le logement des pêcheurs doit être maintenu dans un état de propreté et de salubrité et ne doit contenir ni bien ni marchandise qui ne soit pas la propriété personnelle des occupants ou destiné à leur sécurité ou sauvetage.

81. La cuisine et les installations d'entreposage des aliments doivent être maintenues dans des conditions hygiéniques.

82. Les déchets doivent être gardés dans des conteneurs fermés et hermétiques qui sont retirés, quand il y a lieu, des espaces de manutention des vivres.

Inspections effectuées par le patron ou sous son autorité

83. Sur les navires d'une longueur égale ou supérieure à 24 mètres, l'autorité compétente doit exiger que des inspections fréquentes soient conduites par le patron ou sous son autorité pour assurer que:

a) les logements sont propres, décemment habitables, sûrs et maintenus en bon état;

b) les provisions d'eau et de nourriture sont suffisantes ;

c) la cuisine, la cambuse et les équipements servant à l'entreposage de la nourriture sont hygiéniques et bien entretenus.

Les résultats de ces inspections ainsi que les mesures prises pour remédier à tout manquement sont consignés et sont disponibles pour consultation.

Déroptions

84. L'autorité compétente peut, après consultation, permettre des dérogations aux dispositions de la présente annexe pour tenir compte, sans discrimination, des intérêts des pêcheurs ayant des pratiques religieuses et sociales différentes et particulières, sous réserve qu'il n'en résulte pas des conditions qui, dans l'ensemble, seraient moins favorables que celles qui auraient découlé de l'application de l'annexe.

Cross references

Revision : C112 Cette convention révisé la convention sur l'âge minimum (pêcheurs), 1959

Revision : C113 Cette convention révisé la convention sur l'examen médical des pêcheurs, 1959

Revision : C114 Cette convention révisé la convention sur le contrat d'engagement des pêcheurs, 1959

Revision : C126 Cette convention révisé la convention sur le logement à bord des bateaux de pêche, 1966

Conventions : C029 Convention sur le travail forcé, 1930

Conventions : C087 Convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948

Conventions : C098 Convention sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949

Conventions : C100 Convention sur l'égalité de rémunération, 1951

Conventions : C102 Convention concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952

Conventions : C105 Convention sur l'abolition du travail forcé, 1957

Conventions : C111 Convention concernant la discrimination (emploi et profession), 1958

Conventions : C138 Convention sur l'âge minimum, 1973

Conventions : C155 Convention sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981

Conventions : C182 Convention sur les pires formes de travail des enfants, 1999

Conventions : C185 Convention sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003

Recommandations : R164 Recommandation sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981

Reconunandations : R171 Recommandation sur les services de santé au travail, 1985 Constitution : Article 22 : article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES

(L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers)

Etude de M^e Cheikh Balla Nar DIENG,
notaire à Ziguinchor
132, rue Lemoine - BP. 576 Ziguinchor

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 487/
BC de la Basse Casamance appartenant à Monsieur
Robert SAGNA. 2-2

GENI & KEBE SCP D'AVOCATS
47, Bd de la République - BP. 14392 / 15023
Dakar - SENEGAL

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 434
Niani Ouli, consistant à un terrain d'une superficie de
400 m² lot 161-Est, situé à Tambacounda. 2-2

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE BIGNONA
BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	ACTIF	N		N-1		CODES	PASSIF	MONTANTS	
		BRUT	AMT/PROV	NET	NET			N	N-1
010	CAISSE	23.133.030	0	23.133.030	27.923.660	300	DETTES A L'EGARD DES INSTITUTIONS FINANCIERES	36.340.091	69.585.583
014	CREANCES SUR INSTITUTIONS FINANCIERES	1.617.038.884	0	1.617.038.884	1.296.156.505	310	- A vue	0	0
015	- A vue	1.617.038.884	0	1.617.038.884	1.296.156.505	311	- Trésor public, CCP	0	0
016	- Banque centrale					312	- Autres institutions financières	36.340.091	69.585.583
017	- Trésor public, CCP					320	- A terme	0	0
018	- Autres institutions financières	0	0	0	0		Dettes rattachées	0	0
019	- A terme	0	0	0	0	330	DETTES A L'EGARD DES MEMBRES BENEFCIAIRES	2.955.697.452	2.772.125.075
030	CREANCES SUR LES MEMBRES	2.029.280.063	43.197.824	1.986.082.239	2.056.757.200	331	- Comptes d'épargne à vue	425.860.231	378.228.290
035	OU BENEFICIAIRES	13.296.685	0	13.296.685	15.607.763	332	- Comptes d'épargne à terme	2.474.704.943	2.352.274.809
037	- Autres Concours aux membres bénéficiaires ou clients					334	- Autres dettes à vue	0	0
051	- Crédits ordinaires	2.015.983.378	43.197.824	1.972.785.554	2.041.149.437	335	- Autres dettes à terme	55.132.278	41.621.976
100	- crédit bail- et opérations assim					345	- Autres passifs	13.497.212	21.252.090
110	- Titres de placement					350	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	22.428.578	23.622.554
120	IMMOBILISA. FINANCIERES	2 100 000	100 000	2 000 000	1 000 000	355	ECART D'ACQUISITION	0	0
140	IMMOBILISA. FINANCIERES	1.193.920	0	1.193.920	1.193.920	360	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	143.241.287	128.150.051
145	IMMOBILISA. FINANCIERES	192.808.197	153.652.877	39.155.320	40.728.068	362	EMPRUNTS ET TITRES EMISS SUBORDONNES	0	0
150	MISES EN EQUIVALENCE	0	0	0	0	365	PROVISION REGLEMENT	0	0
155	OU MEMBRES	94.500	0	94.500	94.500	370	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	25.523.850	25.523.850
160	Autres actifs	1.113.412	0	1.113.412	6.901.584	375	FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	81.889.000	52.572.000
165	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS					380	CAPITAL	0	0
	ECART D'ACQUISITION					385	PRIMES LIEES AU CAPITAL	0	0
							Reserves consolidées, écart de revaluation, écart de conversion, différences sur titres mis en équivalence	45.453.599	38.783.341
						390	Part du groupe	0	0
						391	Part des intérêts minoritaires	0	0
						392	Report a nouveau (+/-)	292.470.635	254.672.505
						400	Excédent ou déficit de l'exercice (+/-)	53.269.601	44.468.388
						420	Part du groupe	0	0
						421	Part des intérêts minoritaires	0	0
						422		0	0
50	TOTAL ACTIF	3.866.762.006	196.950.701	3.669.811.305	3.430.755.437	450	TOTAL DU PASSIF	3.669.811.305	3.430.755.437

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE BIGNONA
BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	CHARGE	MONTANT		CODES	PRODUITS	MONTANTS	
		N	N-1			N	N-1
600	INTERETS ET CHARGES ASSI	100.622.183	85.615.852	700	INTERETS ET PRODUITS ASSI	264.487.553	284.771.053
601	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des institutions financières	5.161.469	12.195.002	701	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les institutions financières	0	0
602	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des membres bénéficiaire ou clients	95.460.714	73.420.850	702	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les membres, bénéficiaires ou clients	262.168.352	281.815.577
605	- Autres intérêts et charges assim.	0	0	704	- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	0	0
607	CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0	705	- Autres intérêts et produits assi	2.319.021	2.955.476
608	COMMISSIONS	0	0	707	PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
609	CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0	708	COMMISSIONS	109.291.545	118.894.451
610	- Charges sur titres de placement	0	0	709	PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0
611	- Charges sur opérations de change	0	0	710	- Produits sur titres de placement	0	0
612	- Charges sur opéra. de hors bilan	0	0	711	- Dividendes et produits assimilés	0	0
613	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés	0	0	712	- Produits sur opérations de change	0	0
615	charges diverses d'exploitation financière	0	268	713	- Produits sur opérations de hors bilan	0	0
620	ACHATS DE MARCHANDISES	0	0	714	Produits sur prêt et titres émis subordonnés	0	0
621	STOCKS VENDUS	0	185.500	715	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION FINANCIERE	41.916.788	26.967.260
622	VARIATIONS POSITIVES DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0	720	MARGES COMMERCIALES	0	362.414
630	FRAIS GENERAUX D'EXPLOI.	197.565.018	255.661.174	721	VENTES DE MARCHANDISES	0	0
631	- Frais de personnel	38.503.243	39.925.689	722	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0
632	- Autres frais généraux	159.061.775	215.735.485	730	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	0	0
640	DOTATIONS AUX AMORTIS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	4.411.420	8.416.703	740	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	0	0
645	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANDE	85.743.246	45.884.988	745	REPRISES SUR PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CR	54.977.472	33.606.088
650	SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN	0	0	750	SOLDE EN BENEFICE DES CORRECT. DE VALEUR SUR CREAN. ET DU HORS BILAN	0	0
655	EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS. GENE. CHARGES EXCEPTIONNELLES	41.321.382	22.584.920	755	EXCEDENT DES REPRISES SUR LES REPRISES DU FONDS	0	0
660	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	6.432.153	2.941.624	760	POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	17.356.651	7.049
670	IMPOT SUR LES EXCEDENTS	0	0	765	PRODUITS EXCEPTIONNELS	1.334.994	1.151.102
690	TOTAL DES CHARGES	436.095.402	421.291.029	780	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	0	0
				781	QUOTE-PART DANS LE RESULTAT	0	0
				782	D'ENTREPRISE MISES EN EQUIVALENCE	0	0
					RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	53.269.601	44.468.388
					Part du Groupe		
					Part des intérêts minoritaires		
				790	TOTAL DES PRODUITS	436.095.402	421.291.029

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE BOURGUIBA
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	ACTIF	N			N-1	CODES	PASSIF	MONTANTS	
		BRUT	AMT/PROV	NET				N	N-1
010	CAISSE	53.830.460	0	53.830.460	82.659.870	300	DETTES A L'EGARD DES INSTITUTIONS FINANCIERES	1	3.836.814
014	CREANCES SUR INSTITUTIONS FINANCIERES	3.291.953.994	0	3.291.953.994	143.268.716	310	- A vue	0	0
015	- A vue	2.510.366.049	0	2.510.366.049	2.667.145.428	311	- Trésor public, CCP	0	0
016	- Banque centrale					312	- Autres institutions financières	1	3.836.814
017	- Trésor public, CCP					320	- A terme	0	0
018	- Autres institutions financières	0	0	0	0	330	Dettes rattachées	0	0
019	- A terme	720.000.000	0	720.000.000	460.000.000	331	DETTES A L'EGARD DES MEMBRES OU BENEFICIAIRES	4.893.427.703	4.879.699.469
030	CREANCES SUR LES MEMBRES OU BENEFICIAIRES	61.587.945	0	61.587.945	15.123.288	332	- Comptes d'épargne à vue	1.163.594.992	1.178.967.474
035	- Autres Concours aux membres bénéficiaires ou clients	2.630.358.728	53.645.769	2.576.712.959	2.563.786.241	334	- Comptes d'épargne à terme	3.631.505.474	3.595.063.778
037	- Crédits ordinaires	20.257.028	0	20.257.028	33.136.126	335	- Autres dettes à vue	0	2.000
051	- crédit bail- et opérations assim					345	- Autres dettes à terme	98.327.237	105.666.217
100	- Titres de placement					350	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	16.315.158	6.739.486
110	IMMOBILISA. FINANCIERES	7 000 000				355	ECART D'ACQUISITION	18.122.008	27.429.250
120	IMMOBILISA. FINANCIERES					360	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	0	1.564.224
140	MISES EN EQUIVALENCE					362	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	0	0
145	IMMOBIL. INCORPORELLES	601 830	0	601 830	1 000 000	365	PROVISION REGLEMENT	0	0
150	ACTIONNAIRES, ASSOCIES	155.633.757	146.173.966	9.459.791	13.016.033	370	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	27.750.579	27.750.579
155	OU MEMBRES					375	FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	104.435.000	72.192.000
160	Autres actifs	22.780.521	0	22.780.521	406.000	380	CAPITAL	0	0
165	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	96.835.236	0	96.835.236	72.597.679	385	PRIMES LIEES AU CAPITAL	148.885.204	127.927.462
	ECART D'ACQUISITION					390	Reserves consolidées, écart de revaluation, écart de conversion, différences sur titres mis en équivalence	0	0
						391	Part du groupe	0	0
						392	Part des intérêts minoritaires	0	0
						400	Report à nouveau (+/-)	708.239.343	589.478.804
						420	Excédent ou déficit de l'exercice (+/-)	114.628.274	139.718.280
						421	Part du groupe	0	0
						422	Part des intérêts minoritaires	0	0
50	TOTAL ACTIF	6.258.994.526	227.191.256	6.031.803.270	5.876.336.369	450	TOTAL DU PASSIF	6.031.803.270	5.876.336.368

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE BOURGUIBA **COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017**

(en francs CFA)

CODE	CHARGE	MONTANT		CODES	PRODUITS	MONTANTS	
		N	N-1			N	N-1
600	INTERETS ET CHARGES ASSI	199.247.358	117.901.376	700	INTERETS ET PRODUITS ASSI	366.895.300	364.465.837
601	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des institutions financières	218.221	544.951	701	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les institutions financières	39.961.644	15.123.288
602	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des membres bénéficiaire ou clients	199.029.137	117.356.425	702	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les membres, bénéficiaires ou clients	317.376.475	341.597.635
605	- Autres intérêts et charges assim.	0	0	704	- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	0	0
607	CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0	705	- Autres intérêts et produits assi	9.557.181	7.744.914
608	COMMISSIONS	0	0	707	PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
609	CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0	708	COMMISSIONS	122.727.428	130.329.074
610	- Charges sur titres de placement	0	0	709	PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0
611	- Charges sur opérations de change	0	0	710	- Produits sur titres de placement	0	0
612	- Charges sur opéra. de hors bilan	0	0	711	- Dividendes et produits assimilés	0	0
613	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés	0	0	712	- Produits sur opérations de change	0	0
615	charges diverses d'exploitation financière	6	13	713	- Produits sur opérations de hors bilan	0	0
620	ACHATS DE MARCHANDISES	0	0	714	Produits sur prêt et titres émis subordonnés	0	0
621	STOCKS VENDUS	77.000	864.500	715	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION FINANCIERE	101.725.994	21.302.803
622	VARIATIONS POSITIVES DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0	720	MARGES COMMERCIALES	150.436	1.688.986
630	FRAIS GENERAUX D'EXPL.	239.081.395	303.592.587	721	VENTES DE MARCHANDISES	0	0
631	- Frais de personnel	63.750.764	74.264.795	722	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0
632	- Autres frais généraux	175.330.631	229.327.792	730	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	0	0
640	DOTATIONS AUX AMORTIS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	3.594.917	4.418.917	740	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	0	0
645	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCE	185.830.424	179.404.748	745	REPRISES SUR PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CR	192.999.426	269.690.880
650	SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN	0	0	750	SOLDE EN BENEFICE DES CORRECT. DE VALEUR SUR CREAN. ET DU HORS BILAN	0	0
655	EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS. GENE.	42.061.797	29.807.096	755	EXCEDENT DES REPRISES SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	0	0
660	CHARGES EXCEPTIONNELLES	0	0	760	PRODUITS EXCEPTIONNELS	0	3.540
670	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	22.044.421	37.346.438	765	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	22.067.008	25.572.836
690	IMPOT SUR LES EXCEDENTS	0	0	780	QUOTE-PART DANS LE RESULTAT D'ENTREPRISE MISES EN EQUIVALENCE	0	0
695	TOTAL DES CHARGES	691.937.318	673.335.675	781	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	114.628.274	139.718.281
699	TOTAL DES CHARGES	691.937.318	673.335.675	782	Part du Groupe	0	0
699	TOTAL DES CHARGES	691.937.318	673.335.675	782	Part des intérêts minoritaires	0	0
699	TOTAL DES CHARGES	691.937.318	673.335.675	790	TOTAL DES PRODUITS	691.937.318	673.335.675

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE COLOBANE BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	ACTIF	N			CODES	PASSIF	MONTANTS	
		BRUT	AMT/PROV	NET			N	N-1
010	CAISSE	61.867.405	0	61.867.405	300	DETTES A L'EGARD DES INSTITUTIONS FINANCIERES	72.457.471	156.914.752
014	CREANCES SUR INSTITUTIONS FINANCIERES	1.907.839.428	0	1.907.839.428	310	- A vue	0	0
015	- A vue	1.907.839.428	0	1.907.839.428	311	- Trésor public, CCP	0	0
016	- Banque centrale				312	- Autres institutions financières	72.457.471	156.914.752
017	- Trésor public, CCP				320	- A terme	0	0
018	- Autres institutions financières	0	0	0		Dettes rattachées	0	0
019	- A terme	0	0	0	330	DETTES A L'EGARD DES MEMBRES BENEVOLES	3.507.539.626	3.031.595.826
030	CREANCES RATACHEES	2.268.897.145	68.574.782	2.200.322.363	331	- Comptes d'épargne à vue	1.070.747.836	989.678.305
035	CREANCES SUR LES MEMBRES OU BENEFICIAIRES	12.219.705	0	12.219.705	332	- Comptes d'épargne à terme	2.404.472.689	2.016.501.293
037	- Autres Concours aux membres bénéficiaires ou clients				334	- Autres dettes à vue	10	1.500
051	- Crédits ordinaires				335	- Autres dettes à terme	32.319.101	25.414.728
100	- crédit bail- et opérations assim				345	- Autres passifs	19.261.686	29.106.470
110	- Titres de placement				350	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	8.538.574	7.460.946
120	IMMOBILISA. FINANCIERES	7 000 000	5 000 000	2 000 000	355	ECART D'ACQUISITION	0	0
140	IMMOBIL. INCORPORELLES	8.553.809	0	8.553.809	360	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	17.204.634	0
145	IMMOBIL. CORPORELLES	343.788.628	236.149.189	107.639.439	362	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	0	0
150	ACTIONNAIRES, ASSOCIES	0	0	0	365	PROVISION REGLEMENT	0	0
155	OU MEMBRES	0	0	0	370	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	32.678.915	32.678.915
160	Autres actifs	376.000	0	376.000	375	FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	146.565.000	64.482.000
165	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	26.379.611	0	26.379.611	380	CAPITAL	0	0
	ECART D'ACQUISITION				385	PRIMES LIEES AU CAPITAL	89.514.171	89.514.171
250	TOTAL ACTIF	4.624.702.026	309.723.971	4.314.978.055	450	Reserves consolidées, écart de revaluation, écart de conversion, différences sur titres mis en équivalence	0	0
					390	Part du groupe	0	0
					391	Part des intérêts minoritaires	0	0
					392	Report à nouveau (+/-)	429.864.357	436.619.522
					400	Excédent ou déficit de l'exercice (+/-)	-8.646.379	-6.755.165
					420	Part du groupe	0	0
					421	Part des intérêts minoritaires	0	0
					422		0	0
						TOTAL DU PASSIF	4.314.978.055	3.841.617.437

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE COLOBANE
BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	CHARGE	MONTANT		CODES	PRODUITS	MONTANTS	
		N	N-1			N	N-1
600	INTERETS ET CHARGES ASSI	68.182.503	65.358.725	700	INTERETS ET PRODUITS ASSI.	290.813.941	301.592.324
601	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des institutions financières	11.324.741	23.963.600	701	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les membres, bénéficiaires ou clients	0	0
602	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des membres bénéficiaire ou clients	56.857.762	41.395.125	702	- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	285.559.757	296.778.626
605	- Autres intérêts et charges assim.	0	0	704	- Autres intérêts et produits assi	5.254.184	4.813.698
607	CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0	705	PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
608	COMMISSIONS	0	0	707	COMMISSIONS	107.127.844	107.880.359
609	CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0	708	PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0
610	- Charges sur titres de placement	0	0	709	- Produits sur titres de placement	0	0
611	- Charges sur opérations de change	0	0	710	- Dividendes et produits assimilés	0	0
612	- Charges sur opéra. de hors bilan	0	0	711	- Produits sur opérations de change	0	0
613	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés	20	1	712	- Produits sur opérations de hors bilan	0	0
615	charges diverses d'exploitation financière	0	0	713	Produits sur prêt et titres émis subordonnés	0	0
620	ACHATS DE MARCHANDISES	0	0	714	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION FINANCIERE	26.787.482	15.457.658
621	STOCKS VENDUS	3.500	658.000	715	MARGES COMMERCIALES	6.838	1.285.544
622	VARIATIONS POSITIVES DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0	720	VENTES DE MARCHANDISES	0	0
630	FRAIS GENERAUX D'EXPLOI.	277.822.078	320.814.365	721	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0
631	- Frais de personnel	68.313.174	68.937.897	722	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	0	0
632	- Autres frais généraux	209.508.904	251.876.468	730	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	0	0
640	DOTATIONS AUX AMORTIS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	17.253.769	20.812.257	740	REPRISES SUR PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CR	165.640.700	214.019.230
645	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCE	213.460.039	220.205.636	745	SOLDE EN BENEFICE DES CORRECT. DE VALEUR SUR CREAN. ET DU HORS BILAN	0	0
650	SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN	0	0	750	EXCEDENT DES REPRISES SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	0	0
655	EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS. GENE.	48.418.238	25.560.493	755	PRODUITS EXCEPTIONNELS	29.805.101	2.993
660	CHARGES EXCEPTIONNELLES	5.322.032	3.249.198	760	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	1.633.894	9.665.402
670	IMPOT SUR LES EXCEDENTS	0	0	765	QUOTE-PART DANS LE RESULTAT D'ENTREPRISE MISES EN EQUIVALENCE	0	0
				780	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	-8.646.379	-6.755.165
				781	Part du Groupe		
				782	Part des intérêts minoritaires		
690	TOTAL DES CHARGES	630.462.179	656.658.675	790	TOTAL DES PRODUITS	630.462.179	656.658.675

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE DAKAR PLATEAU

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	ACTIF	N			N-1	CODES	PASSIF	MONTANTS	
		BRUT	AMT/PROV	NET				N	N-1
010	CAISSE	44.105.095	0	44.105.095	56.366.700	300	DETTES A L'EGARD DES INSTITUTIONS FINANCIERES	0	26.875.657
014	CREANCES SUR INSTITUTIONS FINANCIERES	1.658.130.740	0	1.658.130.740	1564.190.033	310	- A vue	0	0
015	- A vue	1.022.732.110	0	1.022.732.110	970.285.923	311	- Trésor public, CCP	0	0
016	- Banque centrale					312	- Autres institutions financières	0	26.875.657
017	- Trésor public, CCP					320	- A terme	0	0
018	- Autres institutions financières	0	0	0	0		Dettes rattachées	0	0
019	- A terme	575.000.000	0	575.000.000	575.000.000	330	DETTES A L'EGARD DES MEMBRES OUBENEFICIAIRES	2.988.227.147	3.023.545.528
030	CREANCES SUR LES MEMBRES OU BENEFICIAIRES	60.398.630	0	60.398.630	18.904.110	331	- Comptes d'épargne à vue	961.189.295	807.518.667
035	- Autres Concours aux membres bénéficiaires ou clients	1.832.387.042	153.293.900	1.679.093.142	1.926.851.060	332	- Comptes d'épargne à terme	1.984.948.637	2.124.746.227
037	- Crédits ordinaires	14.782.339	0	14.782.339	19.007.816	334	- Autres dettes à vue	0	0
051	- crédit bail- et opérations assim	1.817.604.703	153.293.900	1.664.310.803	1.907.843.244	335	- Autres dettes à terme	42.089.215	91.280.634
100	- Titres de placement					345	- Autres passifs	9.931.146	4.817.179
110	IMMOBILISA. FINANCIERES	2 000 000	0	2 000 000	1 000 000	350	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	11.207.977	31.845.112
120	IMMOBILISA. FINANCIERES					355	ECART D'ACQUISITION	0	0
140	MISES EN EQUIVALENCE	66.836.000	0	66.836.000	66.836.000	360	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	61.035.527	121.466.741
145	IMMOBILI. INCORPORELLES	130.589.226	64.669.702	65.919.524	9.322.218	362	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	0	0
150	ACTIONNAIRES, ASSOCIES	0	0	0	0	365	PROVISION REGLEMENT	0	0
155	Autres actifs	509.500	0	509.500	409.500	370	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	23.245.414	23.245.414
160	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	15.231.848	0	15.231.848	15.005.847	375	FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	56.718.501	34.769.000
165	ECART D'ACQUISITION					380	CAPITAL	0	0
250	TOTAL ACTIF	3.749.789.451	217.963.602	3.531.825.849	3.639.981.358	385	PRIMES LIEES AU CAPITAL	46.832.171	45.849.855
						390	Reserves consolidées, écart de revaluation, écart de conversion, différences sur titres mis en équivalence	0	0
						391	Part du groupe	0	0
						392	Part des intérêts minoritaires	0	0
						400	Report à nouveau (+/-)	327.800.557	322.234.101
						420	Excédent ou déficit de l'exercice (+/-)	6.827.409	5.332.771
						421	Part du groupe	0	0
						422	Part des intérêts minoritaires	0	0
						450	TOTAL DU PASSIF	3.531.825.849	3.639.981.358

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE DAKAR PLATEAU
BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	CHARGE	MONTANT		CODES	PRODUITS	MONTANTS	
		N	N-1			N	N-1
600	INTERETS ET CHARGES ASSI	139.016.804	92.244.434	700	INTERETS ET PRODUITS ASSI	266.949.145	311.764.886
601	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des institutions financières	2.743.239	11.118.009	701	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les institutions financières	34.405.479	18.904.110
602	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des membres bénéficiaire ou clients	136.273.565	81.126.425	702	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les membres, bénéficiaires ou clients	226.823.387	284.727.974
605	- Autres intérêts et charges assim.	0	0	704	- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	0	0
607	CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0	705	- Autres intérêts et produits assi	5.720.279	8.132.802
608	COMMISSIONS	0	0	707	PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
609	CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0	708	COMMISSIONS	72.517.261	80.458.132
610	- Charges sur titres de placement	0	0	709	PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0
611	- Charges sur opérations de change	0	0	710	- Produits sur titres de placement	0	0
612	- Charges sur opéra. de hors bilan	0	0	711	- Dividendes et produits assimilés	0	0
613	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés	0	0	712	- Produits sur opérations de change	0	0
615	charges diverses d'exploitation financière	0	724	713	- Produits sur opérations de hors bilan	0	0
620	ACHATS DE MARCHANDISES	0	0	714	Produits sur prêt et titres émis subordonnés	0	0
621	STOCKS VENDUS	0	672.000	715	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION FINANCIERE	91.954.245	28.757.596
622	VARIATIONS POSITIVES DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0	720	MARGES COMMERCIALES	0	1.312.896
630	FRAIS GENERAUX D'EXPLOI.	177.835.316	240.841.049	721	VENTES DE MARCHANDISES	0	0
631	- Frais de personnel	36.931.203	41.320.703	722	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0
632	- Autres frais généraux	140.904.113	199.520.346	730	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	0	0
640	DOTATIONS AUX AMORTIS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	3.381.551	2.659.820	740	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	0	0
645	SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN	382.521.946	224.336.956	745	REPRISES SUR PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CR	281.044.075	172.988.719
650	EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS, GENE.	0	0	750	SOLDE EN BENEFICE DES CORRECT. DE VALEUR SUR CREA. ET DU HORS BILAN	0	0
655	CHARGES EXCEPTIONNELLES	12.684.704	16.162.230	755	EXCEDENT DES REPRISES SUR LES REPRISES DU FONDS	0	0
660	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	746.441	14.141.005	760	POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	0	0
670	IMPOT SUR LES EXCEDENTS	0	0	765	PRODUITS EXCEPTIONNELS	0	2.008
690	TOTAL DES CHARGES	716.186.762	591.058.218	780	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	10.549.445	1.106.752
				781	QUOTE-PART DANS LE RESULTAT	0	0
				782	D'ENTREPRISE MISES EN EQUIVALENCE	0	0
					RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	6.827.409	5.332.771
					Part du Groupe		
					Part des intérêts minoritaires		
				790	TOTAL DES PRODUITS	716.186.762	591.058.218

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE FATICK
BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	ACTIF	N			CODES	PASSIF	MONTANTS	
		BRUT	AMT/PROV	NET			N	N-1
010	CAISSE	6.568.650	0	6.568.650	300	DETTES A L'EGARD DES INSTITUTIONS FINANCIERES	130.116.720	249.153.135
014	CREANCES SUR INSTITUTIONS FINANCIERES	1.174.512.941	0	1.174.512.941	310	- A vue	0	0
015	- A vue	1.174.512.941	0	1.174.512.941	311	- Trésor public, CCP	0	0
016	- Banque centrale				312	- Autres institutions financières	30.116.720	249.153.135
017	- Trésor public, CCP				320	- A terme	0	0
018	- Autres institutions financières	0	0	0		Dettes rattachées	0	0
019	- A terme	0	0	0	330	DETTES A L'EGARD DES MEMBRES OU BENEFICIAIRES	2.164.277.003	2.338.240.698
	CREANCES RATACHEES	0	0	0	331	- Comptes d'épargne à vue	395.905.665	361.349.949
	CREANCES SUR LES MEMBRES	1.612.850.365	19.224.928	1.593.625.437	332	- Comptes d'épargne à terme	1.752.429.813	1.957.555.445
030	OU BENEFICIAIRES				334	- Autres dettes à vue	0	1.070
035	- Autres Concours aux membres bénéficiaires ou clients	17.502.246	0	17.502.246	335	- Autres dettes à terme	15.941.525	19.334.234
037	- Crédits ordinaires	1.595.348.119	19.224.928	1.576.123.191	345	- Autres passifs	13.510.008	7.144.801
051	- crédit bail- et opérations assim				350	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	9.275.783	6.822.848
100	-Tires de placement				355	ECART D'ACQUISITION	0	0
110	IMMOBILISA. FINANCIERES	7 100 000	5.100 000	2 000 000	360	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	0	0
120	IMMOBILISA. FINANCIERES				362	EMPRUNTS ET TITRES EMISS SUBORDONNES	0	0
	MISES EN EQUIVALENCE				365	PROVISION REGLEMENT	0	0
140	IMMOBIL. INCORPORELLES	410.053	0	410.053	370	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	0	0
145	IMMOBIL. CORPORELLES	151.290.193	122.953.651	28.336.542	375	FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	21.947.709	21.943.534
150	ACTIONNAIRES, ASSOCIES				380	CAPITAL	57.989.000	40.473.000
	OU MEMBRES				385	PRIMES LIEES AU CAPITAL	0	0
155	Autres actifs	0	0	0		Reserves consolidées, écart de reevaluation, écart de conversion, différences sur titres mis en équivalence	43.648.277	39.129.470
160	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	1.979.682	0	1.979.682	390	Part du groupe	0	0
165	ECART D'ACQUISITION				391	Part des intérêts minoritaires	0	0
					392	Report à nouveau (+/-)	305.660.813	280.054.238
					400	Excédent ou déficit de l'exercice (+/-)	58.186.419	30.125.382
					420	Part du groupe	0	0
					421	Part des intérêts minoritaires	0	0
250	TOTAL ACTIF	2.954.711.884	147.278.579	2.807.433.305	450	TOTAL DU PASSIF	2.805.121.732	3.013.087.106

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE FATICK
BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	CHARGE	MONTANT		CODES	PRODUITS	MONTANTS	
		N	N-1			N	N-1
600	INTERETS ET CHARGES ASSI	57.895.637	64.374.147	700	INTERETS ET PRODUITS ASSI.	197.836.144	197.420.330
601	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des institutions financières	18.527.733	31.752.425	701	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les membres, bénéficiaires ou clients	0	0
602	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des membres bénéficiaire ou clients	39.367.904	32.621.722	702	- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	195.590.762	195.505.968
605	- Autres intérêts et charges assim.	0	0	704	- Autres intérêts et produits assi	0	0
607	CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0	705	PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	2.245.382	1.914.362
608	COMMISSIONS	0	0	707	COMMISSIONS	0	0
609	CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0	708	PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES	91.796.951	93.659.801
610	- Charges sur titres de placement	0	0	709	- Produits sur titres de placement	0	0
611	- Charges sur opérations de change	0	0	710	- Dividendes et produits assimilés	0	0
612	- Charges sur opéra. de hors bilan	0	0	711	- Produits sur opérations de change	0	0
613	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés	0	0	712	- Produits sur opérations de hors bilan	0	0
615	charges diverses d'exploitation financière	2	0	713	Produits sur prêt et titres émis subordonnés	0	0
620	ACHATS DE MARCHANDISES	0	0	714	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION FINANCIERE	20.219.621	9.349.857
621	STOCKS VENDUS	0	0	715	MARGES COMMERCIALES	0	0
622	VARIATIONS POSITIVES DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0	720	VENTES DE MARCHANDISES	0	0
630	FRAIS GENERAUX D'EXPLOI.	151.695.332	163.027.178	721	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0
631	- Frais de personnel	34.410.653	33.369.833	722	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	0	0
632	- Autres frais généraux	117.284.679	129.657.345	730	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	0	0
640	DOTATIONS AUX AMORTIS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	5.122.405	5.924.461	740	REPRISES SUR PROVISIONS ET RECOUPERTIONS SUR CR	55.686.112	79.176.598
645	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCE	64.672.630	81.781.041	745	SOLDE EN BENEFICE DES CORRECT. DE VALEUR SUR CREA. ET DU HORS BILAN	0	0
650	SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN	0	0	750	EXCEDENT DES REPRISES SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	0	0
655	EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS. GENE. CHARGES EXCEPTIONNELLES	31.961.132	31.190.261	755	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	3.670.243	53.285
660	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	2.471.645	3.339.713	760	QUOTE-PART DANS LE RESULTAT D'ENTREPRISE MISES EN EQUIVALENCE	2.796.131	102.312
670	IMPOT SUR LES EXCEDENTS	0	0	765	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	58.186.419	30.125.382
690	TOTAL DES CHARGES	313.818.783	349.636.801	780	Part du Groupe		
				781	Part des intérêts minoritaires		
				782	TOTAL DES PRODUITS	313.818.783	349.636.801
				790			

22 septembre 2018

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

1391

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE GRAND YOFF
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	ACTIF	N		CODES	PASSIF	MONTANTS	
		BRUT	AMT/PROV			N	N-1
010	CAISSE	51.108.520	0	300	DETTES A L'EGARD DES INSTITUTIONS FINANCIERES	1	20.505.761
014	CREANCES SUR INSTITUTIONS FINANCIERES	3.010.783.560	0	310	- A vue	0	0
015	- A vue	2.610.980.547	0	311	- Trésor public, CCP	0	0
016	- Banque centrale			312	- Autres institutions financières	1	20.505.761
017	- Trésor public, CCP			320	- A terme	0	0
018	- Autres institutions financières				Dettes rattachées	0	0
019	- A terme	375.000.000	0	330	DETTES A L'EGARD DES MEMBRES BENEFICIAIRES	4.783.358.422	4.542.512.626
030	CREANCES RATTACHEES	24.803.013	0	331	- Comptes d'épargne à vue	1.069.036.413	912.052.827
035	CREANCES SUR LES MEMBRES	2.408.659.675	88.539.561	332	- Comptes d'épargne à terme	3.664.307.510	3.576.986.060
037	OU BENEFICIAIRES	15.857.949	0	334	- Autres dettes à vue	0	0
051	- Autres Concours aux membres bénéficiaires ou clients			335	- Autres dettes à terme	50.014.499	53.473.739
057	- Crédits ordinaires	2.392.801.726	88.539.561	345	- Autres passifs	22.359.279	209.550.401
100	- crédit bail - et opérations assim			350	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	16.486.976	24.643.435
110	- Titres de placement	2 000 000	0	362	ECART D'ACQUISITION	1.265.652	1.265.652
120	IMMOBILISA. FINANCIERES			365	PROVISIONS POUR RISQUES	560.232.323	360.208.045
140	IMMOBILISA. FINANCIERES	5.429.190	0	370	ET CHARGES	0	0
145	MISES EN EQUIVALENCE	296.509.154	258.201.132	375	EMPRUNTS ET TITRES EMISS SUBORDONNES	0	0
150	OU MEMBRES	744.375	0	380	PROVISIONS D'INVESTISSEMENT	34.556.948	34.556.948
155	Autres actifs	0	0	385	FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	205.348.000	128.389.000
160	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	131.184.929	0	390	CAPITAL	0	0
165	ECART D'ACQUISITION			391	PRIMES LIEES AU CAPITAL	30.300.284	30.300.284
250	TOTAL ACTIF	5.906.419.403	346.740.693	450	Reserves consolidées, écart de revaluation, écart de conversion, différences sur titres mis en équivalence	0	0
				392	Part du groupe	0	0
				400	Part des intérêts minoritaires	0	0
				420	Report à nouveau (+/-)	-42.933.596	-27.136.220
				421	Excédent ou déficit de l'exercice (+/-)	-51.295.579	-15.797.377
				422	Part du groupe	0	0
					Part des intérêts minoritaires	0	0
					TOTAL DU PASSIF	5.559.678.710	5.308.998.555

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE GRAND YOFF
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	CHARGE	MONTANT		CODES	PRODUITS	MONTANTS	
		N	N-1			N	N-1
600	INTERETS ET CHARGES ASSI	107.287.160	81.621.330	700	INTERETS ET PRODUITS ASSI	313.418.371	317.595.390
601	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des institutions financières	1.166.280	5.017.269	701	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les institutions financières	19.378.356	3.886.027
602	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des membres bénéficiaire ou clients	106.120.880	76.604.061	702	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les membres, bénéficiaires ou clients	289.051.073	306.818.077
605	- Autres intérêts et charges assim.	0	0	704	- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	0	0
607	CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0	705	- Autres intérêts et produits assi	4.988.942	6.891.286
608	COMMISSIONS	0	0	707	PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
609	CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0	708	COMMISSIONS	148.628.758	151.835.425
610	- Charges sur titres de placement	0	0	709	PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0
611	- Charges sur opérations de change	0	0	710	- Produits sur titres de placement	0	0
612	- Charges sur opéra. de hors bilan	0	0	711	- Dividendes et produits assimilés	0	0
613	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés	0	0	712	- Produits sur opérations de change	0	0
615	charges diverses d'exploitation financière	30	196	713	- Produits sur opérations de hors bilan	0	0
620	ACHATS DE MARCHANDISES	0	0	714	Produits sur prêt et titres émis subordonnés	0	0
621	STOCKS VENDUS	14.000	917.000	715	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION FINANCIERE	54.807.004	25.121.686
622	VARIATIONS POSITIVES DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0	720	MARGES COMMERCIALES	27.352	1.791.556
630	FRAIS GENERAUX D'EXPLOI.	337.810.097	404.043.132	721	VENTES DE MARCHANDISES	0	0
631	- Frais de personnel	84.116.587	79.588.593	722	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	5.990.850	0
632	- Autres frais généraux	253.693.510	324.454.539	730	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	0	0
640	DOTATIONS AUX AMORTIS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	17.159.212	14.018.366	740	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	0	0
645	SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN	224.289.991	207.518.382	745	REPRISES SUR PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CR	161.684.561	244.584.190
650	EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS. GENE.	0	0	750	SOLDE EN BENEFICE DES CORRECT. DE VALEUR SUR CREA. ET DU HORS BILAN	0	0
655	CHARGES EXCEPTIONNELLES	48.348.302	44.947.435	755	EXCEDENT DES REPRISES SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	0	0
660	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	15.447.421	7.336.704	760	PRODUITS EXCEPTIONNELS	3	57
670	IMPOT SUR LES EXCEDENTS	0	0	765	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	14.503.736	3.706.864
				780	QUOTE-PART DANS LE RESULTAT		
				781	D'ENTREPRISE MISES EN EQUIVALENCE		
				782	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	-51.295.578	-15.797.377
					Part du Groupe		
					Part des intérêts minoritaires		
690	TOTAL DES CHARGES	750.356.213	760.432.545	790	TOTAL DES PRODUITS	750.356.213	760.432.545

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE KAFFRINE

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	ACTIF	N			CODES	PASSIF	MONTANTS	
		BRUT	AMT/PROV	NET			N	N-1
010	CAISSE	59.184.325	0	59.184.325	300	DETTES A L'EGARD DES INSTITUTIONS FINANCIERES	0	0
014	CREANCES SUR INSTITUTIONS FINANCIERES	615.185.181	0	615.185.181	310	- A vue	0	0
015	- A vue	576.508.742	0	576.508.742	311	- Trésor public, CCP	0	0
016	- Banque centrale				312	- Autres institutions financières	0	0
017	- Trésor public, CCP				320	- A terme	0	0
018	- Autres institutions financières	0	0	0	330	Dettes rattachées	0	0
019	- A terme	35.000.000	0	35.000.000	330	DETTES A L'EGARD DES MEMBRES BENEFCIAIRES	2.060.290.633	2.370.481.590
030	CREANCES SUR LES MEMBRES	3.676.439	0	3.676.439	331	- Comptes d'épargne à vue	537.405.254	558.684.315
030	OU BENEFCIAIRES	1.970.398.562	193.017.135	1.777.381.427	332	- Comptes d'épargne à terme	1.505.744.132	1.793.705.649
035	- Autres Concours aux membres bénéficiaires ou clients	58.710.222	0	58.710.222	334	- Autres dettes à vue	0	0
037	- Crédits ordinaires	1.911.688.340	193.017.135	1.718.671.205	335	- Autres dettes à terme	17.141.247	18.091.626
051	- crédit bail- et opérations assim				345	- Autres passifs	23.303.209	18.943.240
100	- Titres de placement				350	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	10.944.836	15.067.595
110	IMMOBILISA. FINANCIERES	92.100.000	100.000	92.000.000	355	ECART D'ACQUISITION	0	0
120	IMMOBILISA. FINANCIERES				360	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	0	0
140	MISES EN EQUIVALENCE				362	EMPRUNTS ET TITRES EMISS SUBORDONNES	5.216.723	0
145	IMMOBIL. INCORPORELLES	1.159.766	0	1.159.766	365	PROVISION REGLEMENT	0	0
150	IMMOBIL. CORPORELLES	272.516.781	178.293.576	94.223.205	370	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	0	0
155	ACTIONNAIRES, ASSOCIES				375	FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	39.448.680	39.318.387
160	OU MEMBRES				380	CAPITAL	131.106.000	56.139.000
165	Autres actifs	0	0	0	385	PRIMES LIEES AU CAPITAL	0	0
165	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	3.882.786	0	3.882.786	390	Reserves consolidées, écart de revaluation, écart de conversion, différences sur titres mis en équivalence	60.801.673	60.801.673
165	ECART D'ACQUISITION				391	Part du groupe	0	0
250	TOTAL ACTIF	3.014.427.401	371.410.711	2.643.016.690	450	Part des intérêts minoritaires	380.246.922	382.718.807
					400	Report à nouveau (+/-)	-68.341.986	-2.471.8861
					420	Excédent ou déficit de l'exercice (+/-)	0	0
					421	Part du groupe	0	0
					422	Part des intérêts minoritaires	0	0
						TOTAL DU PASSIF	2.643.016.690	2.940.998.406

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE KAFFRINE
BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	CHARGE	MONTANT		CODES	PRODUITS	MONTANTS	
		N	N-1			N	N-1
600	INTERETS ET CHARGES ASSI	47.725.688	55.313.371	700	INTERETS ET PRODUITS ASSI	235.808.190	280.997.438
601	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des institutions financières	0	0	701	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les institutions financières	2.094.247	1.098.904
602	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des membres bénéficiaire ou clients	47.725.688	55.313.371	702	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les membres, bénéficiaires ou clients	222.118.179	273.319.777
605	- Autres intérêts et charges assim.	0	0	704	- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	0	0
607	CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0	705	- Autres intérêts et produits assi	11.595.764	6.578.757
608	COMMISSIONS	0	0	707	PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
609	CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0	708	COMMISSIONS	110.708.966	133.865.463
610	- Charges sur titres de placement	0	0	709	PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0
611	- Charges sur opérations de change	0	0	710	- Produits sur titres de placement	0	0
612	- Charges sur opéra. de hors bilan	0	0	711	- Dividendes et produits assimilés	0	0
613	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés	0	0	712	- Produits sur opérations de change	0	0
615	charges diverses d'exploitation financière	55	23	713	- Produits sur opérations de hors bilan	0	0
620	ACHATS DE MARCHANDISES	0	0	714	Produits sur prêt et titres émis subordonnés	0	0
621	STOCKS VENDUS	0	0	715	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION FINANCIERE	24.960.755	22.861.201
622	VARIATIONS POSITIVES DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0	720	MARGES COMMERCIALES	0	0
630	FRAIS GENERAUX D'EXPLOI.	215.967.418	280.132.794	721	VENTES DE MARCHANDISES	0	0
631	- Frais de personnel	57.999.500	64.757.527	722	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0
632	- Autres frais généraux	157.967.918	215.375.267	730	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	0	0
640	DOTATIONS AUX AMORTIS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	22.577.506	22.584.522	740	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	0	0
645	SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN	407.828.150	293.457.160	745	REPRISES SUR PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CR	279.977.617	235.941.326
650	EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS. GENE	0	0	750	SOLDE EN BENEFICE DES CORRECT. DE VALEUR SUR CREA. ET DU HORS BILAN	0	0
655	CHARGES EXCEPTIONNELLES	37.327.847	24.997.665	755	EXCEDENT DES REPRISES SUR LES REPRISES DU FONDS	0	0
660	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	8.729.605	2.994.926	760	POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	17.288.992	3.038
670	IMPOT SUR LES EXCEDENTS	0	0	765	PRODUITS EXCEPTIONNELS	3.069.764	3.340.109
690	TOTAL DES CHARGES	740.156.269	679.480.461	780	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	-68.341.985	-24.718.861
				781	QUOTE-PART DANS LE RESULTAT		
				782	D'ENTREPRISE MISES EN EQUIVALENCE		
					RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)		
					Part du Groupe		
					Part des intérêts minoritaires		
				790	TOTAL DES PRODUITS	740.156.269	679.480.461

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE KAOLACK

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	ACTIF	N		N-1		CODES	PASSIF	MONTANTS	
		BRUT	AMT/PROV	NET	NET			N	N-1
010	CAISSE	40.817.000	0	40.817.000	54.173.940	300	DETTES A L'EGARD DES INSTITUTIONS FINANCIERES	0	0
014	CREANCES SUR INSTITUTIONS FINANCIERES	1.712.833.831	0	1.712.833.831	2.180.431.595	310	- A vue	0	0
015	- A vue	1.702.789.995	0	1.702.789.995	2.177.356.636	311	- Trésor public, CCP	0	0
016	- Banque centrale					312	- Autres institutions financières	0	0
017	- Trésor public, CCP					320	- A terme	0	0
018	- Autres institutions financières	0	0	0	0	330	Dettes rattachées	0	0
019	- A terme	0	0	0	0	330	DETTES A L'EGARD DES MEMBRES SOUS BENEFICIAIRES	3.310.021.892	3.413.070.498
030	CREANCES SUR LES MEMBRES	10.043.836	0	10.043.836	3.074.959	331	- Comptes d'épargne à vue	942.096.588	1.100.535.744
035	OU BENEFICIAIRES	2.457.822.527	100.857.017	2.356.965.510	2.274.720.671	332	- Comptes d'épargne à terme	2.333.010.080	2.273.761.737
037	- Autres Concours aux membres	26.649.843	0	26.649.843	33.836.122	334	- Autres dettes à vue	0	2.500
051	- Crédits ordinaires	2.431.172.684	100.857.017	2.330.315.667	2.240.884.549	335	- Autres dettes à terme	34.915.224	38.770.517
100	- crédit bail - et opérations assim					345	- Autres passifs	19.292.034	8.786.819
110	- Titres de placement	403 000 000	5 000 000	398 000 000	1 000 000	350	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	25.848.415	24.118.696
120	IMMOBILISA. FINANCIERES					355	ECART D'ACQUISITION		
140	IMMOBIL. INCORPORELLES	1.480.886	0	1.480.886	1.480.886	360	PROVISIONS POUR RISQUES		
145	IMMOBIL. CORPORELLES	135.778.251	120.541.311	15.236.940	21.101.237	362	ET CHARGES	0	0
150	ACTIONNAIRES, ASSOCIES					365	EMPRUNTS ET TITRES		
155	OU MEMBRES					370	EMIS SUBORDONNES		
160	Autres actifs	87.500	0	87.500	87.500	375	PROVISION REGLEMENT	37.871.649	37.869.562
165	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	13.600.409	0	13.600.409	4.740.505	380	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	105.237.000	65.073.000
	ECART D'ACQUISITION					385	FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	0	0
						390	CAPITAL		
						391	PRIMES LIEES AU CAPITAL		
						392	Reserves consolidées, écart de réévaluation, écart de conversion, différences sur titres mis en équivalence		
						393	Part du groupe	132.139.939	132.139.939
						394	Part des intérêts minoritaires	0	0
						395	Report à nouveau (+/-)	950.677.821	975.195.372
						396	Excédent ou déficit de l'exercice (+/-)	51.933.327	-24.517.552
						397	Part du groupe	0	0
						398	Part des intérêts minoritaires	0	0
250	TOTAL ACTIF	4.765.420.404	226.398.328	4.539.022.076	4.537.736.334	450	TOTAL DU PASSIF	4.633.022.077	4.631.736.334

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE KAOLACK
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	CHARGE	MONTANT		CODES	PRODUITS	MONTANTS	
		N	N-1			N	N-1
600	INTERETS ET CHARGES ASSI	86.128.752	69.368.236	700	INTERETS ET PRODUITS ASSI.	303.202.206	307.527.796
601	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des institutions financières	0	0	701	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les institutions financières	5.624.548	3.074.959
602	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des membres bénéficiaire ou clients	86.128.752	69.368.236	702	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les membres, bénéficiaires ou clients	291.825.518	298.858.931
605	- Autres intérêts et charges assim.	0	0	704	- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	0	0
607	CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0	705	- Autres intérêts et produits assi	5.752.140	5.593.906
608	COMMISSIONS	0	0	707	PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
609	CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0	708	COMMISSIONS	136.250.094	141.527.336
610	- Charges sur titres de placement	0	0	709	PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0
611	- Charges sur opérations de change	0	0	710	- Produits sur titres de placement	0	0
612	- Charges sur opéra. de hors bilan	0	0	711	- Dividendes et produits assimilés	0	0
613	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés	0	0	712	- Produits sur opérations de change	0	0
615	charges diverses d'exploitation financière	0	39	713	- Produits sur opérations de hors bilan	0	0
620	ACHATS DE MARCHANDISES	0	0	714	Produits sur prêt et titres émis subordonnés	0	0
621	STOCKS VENDUS	0	339.500	715	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION FINANCIERE	55.187.147	21.843.169
622	VARIATIONS POSITIVES DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0	720	MARGES COMMERCIALES	0	683.800
630	FRAIS GENERAUX D'EXPLOI.	277.114.284	343.665.211	721	VENTES DE MARCHANDISES	0	0
631	- Frais de personnel	82.297.123	84.302.213	722	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0
632	- Autres frais généraux	194.817.161	259.362.998	730	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	0	0
640	DOTATIONS AUX AMORTIS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	7.569.710	7.730.243	740	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	0	0
645	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCE SUR CREANCES ET DU HORS BILAN	290.817.051	252.065.345	745	REPRISES SUR PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CR	248.936.464	211.757.851
650	EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS. GENE.	0	0	750	SOLDE EN BENEFICE DES CORRECT. DE VALEUR SUR CREAM. ET DU HORS BILAN	0	0
655	CHARGES EXCEPTIONNELLES	52.805.237	26.674.212	755	EXCEDENT DES REPRISES SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	0	0
660	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	1.829.660	10.210.055	760	PRODUITS EXCEPTIONNELS	21.868.280	55.926
670	IMPOT SUR LES EXCEDENTS	0	0	765	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	2.753.831	2.139.410
690	TOTAL DES CHARGES	716.264.697	710.052.841	780	QUOTE-PART DANS LE RESULTAT D'ENTREPRISE MISES EN EQUIVALENCE	51.933.325	-24.517.553
				781	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)		
				782	Part du Groupe		
					Part des intérêts minoritaires		
				790	TOTAL DES PRODUITS	716.264.697	710.052.841

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE KOLDA

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	ACTIF	N			CODES	PASSIF	MONTANTS	
		BRUT	AMT/PROV	NET			N	N-1
010	CAISSE	68.135.335	0	68.135.335	300	DETTES A L'EGARD DES INSTITUTIONS FINANCIERES	145.014.866	314.020.843
014	CREANCES SUR INSTITUTIONS FINANCIERES	157.057.364	0	157.057.364	310	- A vue	0	0
015	- A vue	157.057.364	0	157.057.364	311	- Trésor public, CCP	0	0
016	- Banque centrale				312	- Autres institutions financières	145.014.866	314.020.843
017	- Trésor public, CCP				320	- A terme	0	0
018	- Autres institutions financières	0	0	0		Dettes rattachées	0	0
019	- A terme	0	0	0	330	DETTES A L'EGARD DES MEMBRES OUBENEFICIAIRES	2.098.859.980	2.199.396.959
030	CREANCES SUR LES MEMBRES	3.059.255.002	59.535.224	2.999.719.778	331	- Comptes d'épargne à vue	304.553.980	277.393.225
	OU BENEFICIAIRES				332	- Comptes d'épargne à terme	1.778.073.781	1.899.762.473
035	- Autres Concours aux membres	29.046.519	0	29.046.519	334	- Autres dettes à vue	0	500
	bénéficiaires ou clients				335	- Autres dettes à terme	16.232.219	22.240.761
037	- Crédits ordinaires	3.030.208.483	59.535.224	2.970.673.259	345	- Autres passifs	22.384.953	14.320.826
051	- crédit bail- et opérations assim				350	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	18.322.731	18.332.884
100	- Titres de placement				355	ECART D'ACQUISITION	0	0
110	IMMOBILISA. FINANCIERES	431.100.000	3 100 000	428.000 000	360	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	0	0
120	IMMOBILISA. FINANCIERES				362	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	0	0
	MISES EN EQUIVALENCE				365	PROVISION REGLEMENT	0	0
140	IMMOBILI. INCORPORELLES	903.222	0	903.222	370	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	34.780.318	34.780.318
145	IMMOBILI. CORPORELLES	246.526.975	171.781.683	74.745.292	375	FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	128.176.500	56.678.000
150	ACTIONNAIRES, ASSOCIES				380	CAPITAL	0	0
	OU MEMBRES				385	PRIMES LIEES AU CAPITAL	0	0
155	Autres actifs	0	0	0		Reserves consolidées, écart de réévaluation, écart de conversion, différences sur titres mis en équivalence	149.852.655	133.500.996
160	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	182.000	0	182.000	390	Part du groupe	0	0
					391	Part des intérêts minoritaires	0	0
165	ECART D'ACQUISITION	3.052.361	0	3.052.361	392	Report a nouveau (+/-)	942.705.501	850.046.097
					400	Excedent ou déficit de l'exercice (+/-)	187.812.969	109.011.062
					420	Part du groupe	0	0
					421	Part des intérêts minoritaires	0	0
					422			
250	TOTAL ACTIF	3.966.212.259	234.416.907	3.731.795.352	450	TOTAL DU PASSIF	3.727.910.473	3.730.087.985

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE KOLDA
BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	CHARGE	MONTANT		CODES	PRODUITS	MONTANTS	
		N	N-1			N	N-1
600	INTERETS ET CHARGES ASSI	70.191.111	79.579.300	700	INTERETS ET PRODUITS ASSI.	386.471.675	381.982.598
601	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des institutions financières	22.744.562	49.871.745	701	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les institutions financières	0	0
602	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des membres bénéficiaire ou clients	47.446.549	29.707.555	702	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les membres, bénéficiaires ou clients	379.417.705	376.350.808
605	- Autres intérêts et charges assim.	0	0	704	- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	0	0
607	CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0	705	- Autres intérêts et produits assi	7.053.970	5.631.790
608	COMMISSIONS	0	0	707	PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
609	CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0	708	COMMISSIONS	155.976.850	159.225.634
610	- Charges sur titres de placement	0	0	709	PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES	16.234.685	0
611	- Charges sur opérations de change	0	0	710	- Produits sur titres de placement	16.234.685	0
612	- Charges sur opéra. de hors bilan	0	0	711	- Dividendes et produits assimilés	0	0
613	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés	0	0	712	- Produits sur opérations de change	0	0
615	charges diverses d'exploitation financière	148	1.034	713	- Produits sur opérations de hors bilan	0	0
620	ACHATS DE MARCHANDISES	0	0	714	Produits sur prêt et titres émis subordonnés	0	0
621	STOCKS VENDUS	0	108.500	715	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION FINANCIERE	23.394.643	6.676.323
622	VARIATIONS POSITIVES DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0	720	MARGES COMMERCIALES	0	211.978
630	FRAIS GENERAUX D'EXPLOI.	258.014.255	308.077.525	721	VENTES DE MARCHANDISES	0	0
631	- Frais de personnel	50.399.655	51.034.462	722	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0
632	- Autres frais généraux	207.614.600	257.043.063	730	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	0	0
640	DOTATIONS AUX AMORTIS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	10.249.779	12.128.764	740	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	0	0
645	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCE	170.730.250	123.118.590	745	REPRISES SUR PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CR	133.283.061	113.944.413
650	SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN	0	0	750	SOLDE EN BENEFICE DES CORRECT. DE VALEUR SUR CREAN. ET DU HORS BILAN	0	0
655	EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS. GENE.	30.112.101	22.519.127	755	EXCEDENT DES REPRISES SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	0	0
660	CHARGES EXCEPTIONNELLES	2.028.208	9.003.155	760	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	8.199.994	78
670	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	0	0	765	QUOTE-PART DANS LE RESULTAT D'ENTREPRISE MISES EN EQUIVALENCE	5.577.913	1.506.033
680	IMPOT SUR LES EXCEDENTS	0	0	780	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	187.812.969	109.011.062
690	TOTAL DES CHARGES	541.325.852	554.535.995	781	Part du Groupe		
				782	Part des intérêts minoritaires		
				790	TOTAL DES PRODUITS	541.325.852	554.535.995

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE MALICK SY
BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	ACTIF	N			CODES	PASSIF	MONTANTS	
		BRUT	AMT/PROV	NET			N	N-1
010	CAISSE	62.519.050	0	62.519.050	300	DETTES A L'EGARD DES INSTITUTIONS FINANCIERES	0	0
014	CREANCES SUR INSTITUTIONS FINANCIERES	4.142.721.114	0	4.142.721.114	310	- A vue	0	0
015	- A vue	3.523.898.101	0	3.523.898.101	311	- Trésor public, CCP	0	0
016	- Banque centrale				312	- Autres institutions financières	0	10
017	- Trésor public, CCP				320	- A terme	0	0
018	- Autres institutions financières	0	0	0		Dettes rattachées	0	0
019	- A terme	560.000.000	0	560.000.000	330	DETTES A L'EGARD DES MEMBRES BENEFICIAIRES	6.105.072.667	5.799.417.186
030	CREANCES SUR LES MEMBRES	58.823.013	0	58.823.013	331	- Comptes d'épargne à vue	1.447.251.288	1.254.504.001
	OU BENEFICIAIRES	3.045.270.823	144.322.518	2.900.948.305	332	- Comptes d'épargne à terme	4.467.766.990	4.344.116.193
035	- Autres Concours aux membres bénéficiaires ou clients	19.561.251	0	19.561.251	334	- Autres dettes à vue	0	24.500
037	- Crédits ordinaires	3.025.709.572	144.322.518	2.881.387.054	335	- Autres dettes à terme	190.054.389	200.772.492
051	- crédit bail- et opérations assim				345	- Autres passifs	15.916.273	7.788.320
100	- Titres de placement				350	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	20.820.057	45.453.777
110	IMMOBILISA. FINANCIERES	7 000 000		2 000 000	355	ECART D'ACQUISITION	0	0
120	IMMOBILISA. FINANCIERES				360	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	22.344.643	44.468.053
	MISES EN EQUIVALENCE				362	EMPRUNTS ET TITRES EN IS SUBORDONNES	0	0
140	IMMOBIL. INCORPORELLES	2.375.578	0	2.375.578	365	PROVISION REGLEMENT	0	0
145	IMMOBIL. CORPORELLES	176.455.599	160.096.187	16.359.412	370	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	33.743.858	33.743.858
150	ACTIONNAIRES, ASSOCIES				375	FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	111.219.000	83.409.000
	OU MEMBRES				380	CAPITAL	0	0
155	Autres actifs	125.500	0	125.500	385	PRIMES LIEES AU CAPITAL	0	0
160	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	4.530.954	0	4.530.954	390	Reserves consolidées, écart de réévaluation, écart de conversion, différences sur titres mis en équivalence	77.440.045	77.440.045
165	ECART D'ACQUISITION				391	Part du groupe	0	0
					392	Part des intérêts minoritaires	0	0
					400	Report à nouveau (+/-)	727.564.340	773.994.378
					420	Excédent ou déficit de l'exercice (+/-)	17.451.030	-46.430.038
					421	Part du groupe	0	0
					422	Part des intérêts minoritaires	0	0
250	TOTAL ACTIF	7.440.998.618	309.418.705	7.131.579.913	450	TOTAL DU PASSIF	7.131.579.913	6.819.284.579

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE MALICK SY
BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	CHARGE	MONTANT		CODES	PRODUITS	MONTANTS	
		N	N-1			N	N-1
600	INTERETS ET CHARGES ASSI	337.795.818	190.690.585	700	INTERETS ET PRODUITS ASSI	364.755.343	395.969.523
601	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des institutions financières	444.681	6.707.123	701	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les institutions financières	33.507.945	16.938.082
602	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des membres bénéficiaire ou clients	337.351.137	183.983.462	702	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les membres, bénéficiaires ou clients	326.746.180	372.752.315
605	- Autres intérêts et charges assim.	0	0	704	- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	0	0
607	CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0	705	- Autres intérêts et produits assi	4.501.218	6.279.126
608	COMMISSIONS	0	0	707	PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
609	CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0	708	COMMISSIONS	123.442.779	138.226.871
610	- Charges sur titres de placement	0	0	709	PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0
611	- Charges sur opérations de change	0	0	710	- Produits sur titres de placement	0	0
612	- Charges sur opér. de hors bilan	0	0	711	- Dividendes et produits assimilés	0	0
613	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés	272	0	712	- Produits sur opérations de change	0	0
615	charges diverses d'exploitation financière	0	0	713	- Produits sur opérations de hors bilan	0	0
620	ACHATS DE MARCHANDISES	0	0	714	Produits sur prêt et titres émis subordonnés	0	0
621	STOCKS VENDUS	0	738.500	715	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION FINANCIERE	201.930.154	47.125.336
622	VARIATIONS POSITIVES DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0	720	MARGES COMMERCIALES	0	1.442.818
630	FRAIS GENERAUX D'EXPLOI.	218.142.955	352.837.719	721	VENTES DE MARCHANDISES	0	0
631	- Frais de personnel	51.578.522	80.223.432	722	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0
632	- Autres frais généraux	166.564.433	272.614.287	730	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	0	0
640	DOTATIONS AUX AMORTIS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	4.585.739	5.197.043	740	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	0	0
645	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCE	320.912.118	208.134.941	745	REPRISES SUR PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CR	231.795.655	195.715.457
650	SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN	0	0	750	SOLDE EN BENEFICE DES CORRECT. DE VALEUR SUR CREAN. ET DU HORS BILAN	0	0
655	EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS. GENE.	42.569.096	33.797.020	755	EXCEDENT DES REPRISES SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	0	0
660	CHARGES EXCEPTIONNELLES	654.215	34.332.313	760	PRODUITS EXCEPTIONNELS	9.982.929	121.937
670	IMPOT SUR LES EXCEDENTS	0	0	765	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	10.204.383	696.141
				780	QUOTE-PART DANS LE RESULTAT D'ENTREPRISE MISES EN EQUIVALENCE	0	0
				781	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	17.451.030	-46.430.038
				782	Part du Groupe	0	0
					Part des intérêts minoritaires	0	0
690	TOTAL DES CHARGES	924.660.213	825.728.121	790	TOTAL DES PRODUITS	924.660.213	825.728.121

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE MBOUR COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	ACTIF	N			CODES	PASSIF	MONTANTS	
		BRUT	AMT/PROV	NET			N	N-1
010	CAISSE	18.612.485	0	18.612.485	300	DETTES A L'EGARD DES INSTITUTIONS FINANCIERES	1	96.755.588
014	CREANCES SUR INSTITUTIONS FINANCIERES	1.993.237.151	0	1.993.237.151	310	- A vue	0	0
015	- A vue	1.844.056.603	0	1.844.056.603	311	- Trésor public, CCP	0	0
016	- Banque centrale				312	- Autres institutions financières	1	96.755.588
017	- Trésor public, CCP				320	- A terme	0	0
018	- Autres institutions financières	0	0	0		Dettes rattachées	0	0
019	- A terme	135.000.000	0	135.000.000	330	DETTES A L'EGARD DES MEMBRES/BENEFICIAIRES	3.284.349.585	3.025.003.697
030	CREANCES RATACHEES	14.180.548	0	14.180.548	331	- Comptes d'épargne à vue	693.335.727	634.937.919
030	CREANCES SUR LES MEMBRES OU BENEFICIAIRES	1.892.182.957	50.910.595	1.841.272.362	332	- Comptes d'épargne à terme	2.554.139.942	2.347.234.942
035	- Autres Concours aux membres bénéficiaires ou clients	12.954.330	0	12.954.330	334	- Autres dettes à vue	0	0
037	- Crédits ordinaires	1.879.228.627	50.910.595	1.828.318.032	335	- Autres dettes à terme	36.873.916	42.830.836
051	- crédit bail- et opérations assim				345	- Autres passifs	14.087.627	6.673.543
100	- Titres de placement				350	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	12.042.923	9.748.067
110	IMMOBILISA. FINANCIERES	219 100 000	5 100 000	214 000 000	355	ECART D'ACQUISITION	0	0
120	IMMOBILISA. FINANCIERES				360	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	596.197	0
140	MISES EN EQUIVALENCE				362	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	0	0
145	IMMOBIL. INCORPORELLES	1.182.126	0	1.182.126	365	PROVISION REGLEMENT	0	0
150	ACTIONNAIRES, ASSOCIES	159.422.252	103.265.568	56.156.684	370	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	24.820.128	24.820.128
155	OU MEMBRES	0	0	0	375	FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	90.947.580	67.148.500
160	Autres actifs	84.000	0	84.000	380	CAPITAL	0	0
165	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	9.304.403	0	9.304.403	385	PRIMES LIEES AU CAPITAL	50.952.869	50.952.869
	ECART D'ACQUISITION				390	Reserves consolidées, écart de réévaluation, écart de conversion, différences sur titres mis en équivalence	0	0
					391	Part du groupe	0	0
					392	Part des intérêts minoritaires	0	0
					400	Report à nouveau (+/-)	604.547.009	636.087.817
					420	Excédent ou déficit de l'exercice (+/-)	51.505.292	-31.540.809
					421	Part du groupe	0	0
					422	Part des intérêts minoritaires	0	0
250	TOTAL ACTIF	4.293.125.374	159.276.163	4.133.849.211	450	TOTAL DU PASSIF	4.133.849.211	3.885.649.400

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE MBOUR
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	CHARGE	MONTANT		CODES	PRODUITS	MONTANTS	
		N	N-1			N	N-1
600	INTERETS ET CHARGES ASSI	94.648.977	66.102.676	700	INTERETS ET PRODUITS ASSI	237.337.626	243.502.852
601	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des institutions financières	5.515.456	13.742.425	701	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les institutions financières	8.077.808	4.238.630
602	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des membres bénéficiaire ou clients	89.133.521	52.360.251	702	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les membres, bénéficiaires ou clients	225.587.848	235.490.777
605	- Autres intérêts et charges assim.	0	0	704	- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	0	0
607	CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0	705	- Autres intérêts et produits assi	3.671.970	3.773.445
608	COMMISSIONS	0	0	707	PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	106.427.467	109.733.902
609	CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0	708	COMMISSIONS	0	0
610	- Charges sur titres de placement	0	0	709	PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0
611	- Charges sur opérations de change	0	0	710	- Produits sur titres de placement	0	0
612	- Charges sur opéra. de hors bilan	0	0	711	- Dividendes et produits assimilés	0	0
613	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés	91	67	712	- Produits sur opérations de change	0	0
615	charges diverses d'exploitation financière	0	0	713	- Produits sur opérations de hors bilan	0	0
620	ACHATS DE MARCHANDISES	0	0	714	Produits sur prêt et titres émis subordonnés	51.459.517	9.614.819
621	STOCKS VENDUS	0	378.000	715	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION FINANCIERE	0	738.504
622	VARIATIONS POSITIVES DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0	720	MARGES COMMERCIALES	0	0
630	FRAIS GENERAUX D'EXPLOI.	196.454.873	248.125.696	721	VENTES DE MARCHANDISES	0	0
631	- Frais de personnel	48.609.282	54.426.173	722	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0
632	- Autres frais généraux	147.845.591	193.699.523	730	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	0	0
640	DOTATIONS AUX AMORTIS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	6.143.283	6.603.471	740	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	174.637.312	201.844.630
645	SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN	191.744.249	239.771.970	745	REPRISES SUR PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CR	0	0
650	EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS. GENE.	0	0	750	SOLDE EN BENEFICE DES CORRECT. DE VALEUR SUR CREAM. ET DU HORS BILAN	0	0
655	CHARGES EXCEPTIONNELLES	33.792.796	30.749.400	755	EXCEDENT DES REPRISES SUR LES REPRISES DU FONDS	0	0
660	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	2.296.260	6.591.846	760	POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	3.243.869	197.058
670	IMPOT SUR LES EXCEDENTS	0	0	765	PRODUITS EXCEPTIONNELS	3.480.029	1.150.553
				780	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	0	0
				781	QUOTE-PART DANS LE RESULTAT	0	0
				782	D'ENTREPRISE MISES EN EQUIVALENCE	0	0
					RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	51.505.291	-31.540.808
					Part du Groupe		
					Part des intérêts minoritaires		
690	TOTAL DES CHARGES	525.080.529	598.323.126	790	TOTAL DES PRODUITS	525.080.529	598.323.126

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE OUAKAM **COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017**

(en francs CFA)

CODE	ACTIF	N			N-1	CODES	PASSIF	MONTANTS	
		BRUT	AMT/PROV	NET				N	N-1
010	CAISSE	102.160.755	0	102.160.755	136.780.910	300	DETTES A L'EGARD DES INSTITUTIONS FINANCIERES	181.700.462	420.608.103
014	CREANCES SUR INSTITUTIONS FINANCIERES	1.745.478.106	0	1.745.478.106	1.558.531.176	310	- A vue	0	0
015	- A vue	1.745.478.106	0	1.745.478.106	1.558.531.176	311	- Trésor public, CCP	0	0
016	- Banque centrale					312	- Autres institutions financières	181.700.462	420.608.103
017	- Trésor public, CCP					320	- A terme	0	0
018	- Autres institutions financières	0	0	0	0	330	Dettes rattachées	0	0
019	- A terme	0	0	0	0	330	DETTES A L'EGARD DES MEMBRES BENEFICIAIRES	5.111.366.223	4.952.739.265
030	CREANCES RATACHEES	0	0	0	0	331	- Comptes d'épargne à vue	1.068.018.591	1.119.138.792
	CREANCES SUR LES MEMBRES	4.474.387.657	118.292.475	4.356.095.182	4.401.180.091	332	- Comptes d'épargne à terme	3.964.415.972	3.764.198.266
	OU BENEFICIAIRES					334	- Autres dettes à vue	31.000	31.000
		28.527.086	0	28.527.086	39.282.946	335	- Autres dettes à terme	78.900.660	69.371.207
035	- Autres Concours aux membres bénéficiaires ou clients					345	- Autres passifs	28.638.085	78.716.555
037	- Crédits ordinaires	4.445.860.571	118.292.475	4.327.568.096	4.361.897.145	350	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	16.413.193	23.006.067
051	- crédit bail- et opérations assim					355	ECART D'ACQUISITION		
100	- Titres de placement					360	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	4.350.000	4.350.000
110	IMMOBILISA. FINANCIERES	2.000.000	0	2.000.000	1.000.000	362	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	75.376.854	40.305.677
120	IMMOBILISA. FINANCIERES					365	PROVISION REGLEMENT	0	0
140	MISES EN EQUIVALENCE					370	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
		2.792.656	0	2.792.656	2.792.656	375	FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	50.499.609	50.499.609
145	IMMOBIL. INCORPORELLES	358.395.871	280.466.684	77.929.187	89.132.897	380	CAPITAL	158.036.728	70.568.500
150	ACTIONNAIRES, ASSOCIES					385	PRIMES LIEES AU CAPITAL	0	0
155	OU MEMBRES	0	0	0	0		Reserves consolidées, écart de réévaluation, écart de conversion, différences sur titres mis en équivalence	106.444.221	106.444.221
	Autres actifs	716.500	0	716.500	488.000	390	Part du groupe	0	0
160	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	13.158.114	0	13.158.114	25.674.788	391	Part des intérêts minoritaires	0	0
165	ECART D'ACQUISITION					392	Report à nouveau (+/-)	468.261.720	510.894.855
						400	Excédent ou déficit de l'exercice (+/-)	99.241.405	-42.633.134
250	TOTAL ACTIF	6.699.089.659	398.759.159	6.300.330.500	6.215.580.518	420	Part du groupe	0	0
						421	Part des intérêts minoritaires	0	0
						422			
						450	TOTAL DU PASSIF	6.300.330.500	6.215.580.518

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE OUAKAM
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	CHARGE	MONTANT		CODES	PRODUITS	MONTANTS	
		N	N-1			N	N-1
600	INTERETS ET CHARGES ASSI	207.975.613	192.544.522	700	INTERETS ET PRODUITS ASSI.	586.758.306	583.958.905
601	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des institutions financières	31.491.941	60.371.558	701	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les institutions financières	0	0
602	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des membres bénéficiaire ou clients	176.483.672	132.172.964	702	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les membres, bénéficiaires ou clients	576.348.861	575.239.984
605	- Autres intérêts et charges assim.	0	0	704	- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	0	0
607	CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0	705	- Autres intérêts et produits assi	10.409.445	8.718.921
608	COMMISSIONS	0	0	707	PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
609	CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0	708	COMMISSIONS	158.250.597	161.895.956
610	- Charges sur titres de placement	0	0	709	PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0
611	- Charges sur opérations de change	0	0	710	- Produits sur titres de placement	0	0
612	- Charges sur opéra. de hors bilan	0	0	711	- Dividendes et produits assimilés	0	0
613	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés	0	0	712	- Produits sur opérations de change	0	0
615	charges diverses d'exploitation financière	186	111.020	713	- Produits sur opérations de hors bilan	0	0
620	ACHATS DE MARCHANDISES	0	0	714	Produits sur prêt et titres émis subordonnés	0	0
621	STOCKS VENDUS	0	616.000	715	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION FINANCIERE	71.142.136	37.832.992
622	VARIATIONS POSITIVES DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0	720	MARGES COMMERCIALES	0	1.203.488
630	FRAIS GENERAUX D'EXPLOI.	421.093.817	489.839.114	721	VENTES DE MARCHANDISES	0	0
631	- Frais de personnel	100.196.406	107.522.515	722	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0
632	- Autres frais généraux	320.897.411	382.316.599	730	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	0	0
640	DOTATIONS AUX AMORTIS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	11.774.334	16.189.227	740	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	0	0
645	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCE	426.863.815	519.515.628	745	REPRISES SUR PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CR	376.714.255	451.726.381
650	SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN	0	0	750	SOLDE EN BENEFICE DES CORRECT. DE VALEUR SUR CREAM. ET DU HORS BILAN	0	0
655	EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS. GENE.	28.674.967	41.342.264	755	EXCEDENT DES REPRISES SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENE	0	0
660	CHARGES EXCEPTIONNELLES	0	0	760	PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	20.972.935	2.598.041
670	Pertes sur exercices antérieurs	18.214.100	21.779.117	765	QUOTE-PART DANS LE RESULTAT D'ENTREPRISE MISES EN EQUIVALENCE	0	0
690	IMPOT SUR LES EXCEDENTS	0	0	780	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	99.241.404	-42.633.135
				781	Part du Groupe		
				782	Part des intérêts minoritaires		
	TOTAL DES CHARGES	1.114.596.632	1.281.936.892	790	TOTAL DES PRODUITS	1.114.596.832	1.281.936.892

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE PARCELLES ASSAINIES
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	ACTIF	N			CODES	PASSIF	MONTANTS	
		BRUT	AMT/PROV	NET			N	N-1
010	CAISSE	34.421.425	0	34.421.425	300	DETTES A L'EGARD DES INSTITUTIONS FINANCIERES	34.654.280	66.357.516
014	CREANCES SUR INSTITUTIONS FINANCIERES	1.871.974.449	0	1.871.974.449	310	- A vue	0	0
015	- A vue	1.871.974.449	0	1.871.974.449	311	- Trésor public, CCP	0	0
016	- Banque centrale				312	- Autres institutions financières	34.654.280	66.357.516
017	- Trésor public, CCP				320	- A terme	0	0
018	- Autres institutions financières					Dettes rattachées	0	0
019	- A terme				330	DETTES A L'EGARD DES MEMBRES BENEFCIAIRES	2.677.944.412	2.699.729.833
030	CREANCES RATACHEES				331	- Comptes d'épargne à vue	564.039.463	561.230.733
	CREANCES SUR LES MEMBRES				332	- Comptes d'épargne à terme	2.081.030.252	2.111.566.504
	OU BENEFICIAIRES	1.281.927.857	28.953.967	1.252.973.890	334	- Autres dettes à vue	66.500	0
035	- Autres Concours aux membres bénéficiaires ou clients	12.593.973	0	12.593.973	335	- Autres dettes à terme	32.808.197	26.932.596
037	- Crédits ordinaires	1.269.333.884	28.953.967	1.240.379.917	345	- Autres passifs	9.932.118	4.560.615
051	- crédit bail- et opérations assim				350	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	9.752.855	18.491.300
100	- Titres de placement				355	ECART D'ACQUISITION	0	0
110	IMMOBILISA. FINANCIERES	2.000.000	0	2.000.000	360	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	0	0
120	IMMOBILISA. FINANCIERES				362	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	96.246.769	96.246.769
140	MISES EN EQUIVALENCE	4.142.390	0	4.142.390	365	PROVISION REGLEMENT	0	0
145	IMMOBIL. CORPORELLES	120.910.476	115.609.681	5.300.795	370	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	0	0
150	ACTIONNAIRES, ASSOCIES				375	FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	18.266.421	18.266.421
155	OU MEMBRES				380	CAPITAL	91.527.000	58.032.000
160	Autres actifs	0	0	0	385	PRIMES LIEES AU CAPITAL	0	0
165	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	2.384.448	0	2.384.448	390	Reserves consolidées, écart de reévaluation, écart de conversion, différences sur titres mis en équivalence	27.718.574	27.718.574
	ECART D'ACQUISITION				391	Part du groupe	0	0
					392	Part des intérêts minoritaires	0	0
					400	Report à nouveau (+/-)	221.377.685	226.913.292
					420	Excedent ou déficit de l'exercice (+/-)	-14.222.717	-5.535.608
					421	Part du groupe	0	0
					422	Part des intérêts minoritaires	0	0
250	TOTAL ACTIF	3.317.761.045	144.563.648	3.173.197.397	450	TOTAL DU PASSIF	3.173.197.397	3.210.780.712

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE PARCELLES ASSAINIES
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	CHARGE	MONTANT		CODES	PRODUITS	MONTANTS	
		N	N-1			N	N-1
600	INTERETS ET CHARGES ASSI	66.086.895	54.828.632	700	INTERETS ET PRODUITS ASSI	164.507.927	169.586.410
601	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des institutions financières	4.922.028	10.143.246	701	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les institutions financières	0	0
602	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des membres bénéficiaire ou clients	61.164.867	44.685.386	702	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les membres, bénéficiaires ou clients	162.383.776	168.275.166
605	- Autres intérêts et charges assim.	0	0	704	- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	0	0
607	CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0	705	- Autres intérêts et produits assi	2.124.151	1.311.244
608	COMMISSIONS	0	0	707	PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
609	CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0	708	COMMISSIONS	92.863.549	94.888.998
610	- Charges sur titres de placement	0	0	709	PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0
611	- Charges sur opérations de change	0	0	710	- Produits sur titres de placement	0	0
612	- Charges sur opéra. de hors bilan	0	0	711	- Dividendes et produits assimilés	0	0
613	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés	0	0	712	- Produits sur opérations de change	0	0
615	charges diverses d'exploitation financière	0	1	713	- Produits sur opérations de hors bilan	0	0
620	ACHATS DE MARCHANDISES	0	0	714	Produits sur prêt et titres émis subordonnés	0	0
621	STOCKS VENDUS	0	0	715	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION FINANCIERE	28.016.943	16.361.430
622	VARIATIONS POSITIVES DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0	720	MARGES COMMERCIALES	0	0
630	FRAIS GENERAUX D'EXPLOI.	164.406.505	191.208.312	721	VENTES DE MARCHANDISES	0	0
631	- Frais de personnel	40.627.020	46.073.213	722	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0
632	- Autres frais généraux	123.779.485	145.135.099	730	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	0	0
640	DOTATIONS AUX AMORTIS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	1.993.911	2.207.692	740	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	0	0
645	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCE	156.260.565	78.277.131	745	REPRISES SUR PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CR	123.679.337	73.773.598
650	SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN	0	0	750	SOLDE EN BENEFICE DES CORRECT. DE VALEUR SUR CREAN. ET DU HORS BILAN	0	0
655	EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS. GENE.	29.023.128	25.977.058	755	EXCEDENT DES REPRISES SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	0	0
660	CHARGES EXCEPTIONNELLES	7.043.026	8.171.768	760	PRODUITS EXCEPTIONNELS	8.472	1.600
670	Pertes sur exercices antérieurs	0	0	765	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	1.515.085	522.950
	IMPOT SUR LES EXCEDENTS	0	0	780	QUOTE-PART DANS LE RESULTAT D'ENTREPRISE MISES EN EQUIVALENCE	0	0
		0	0	781	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	-14.222.717	-5.535.608
		0	0	782	Part du Groupe	0	0
		0	0		Part des intérêts minoritaires	0	0
690	TOTAL DES CHARGES	424.814.030	360.670.594	790	TOTAL DES PRODUITS	424.814.030	360.670.594

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE PIKINE
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	ACTIF	N			CODES	PASSIF	MONTANTS	
		BRUT	AMT/PROV	NET			N	N-I
010	CAISSE	32.348.425	0	32.348.425	300	DETTES A L'EGARD DES INSTITUTIONS FINANCIERES	0	0
014	CREANCES SUR INSTITUTIONS FINANCIERES	2.009.809.385	0	2.009.809.385	310	- A vue	0	0
015	- A vue	1.479.389.659	0	1.479.389.659	311	- Trésor public, CCP	0	0
016	- Banque centrale				312	- Autres institutions financières	0	0
017	- Trésor public, CCP				320	- A terme	0	0
018	- Autres institutions financières	0	0	0		Dettes rattachées	0	0
019	- A terme	480.000.000	0	480.000.000	330	DETTES A L'EGARD DES MEMBRES OU BENEFICIAIRES	3.435.771.585	3.268.556.151
030	CREANCES SUR LES MEMBRES OU BENEFICIAIRES	50.419.726	0	50.419.726	331	- Comptes d'épargne à vue	845.127.500	681.492.790
035	- Autres Concours aux membres bénéficiaires ou clients	2.151.837.834	112.784.112	2.039.053.722	332	- Comptes d'épargne à terme	2.548.245.394	2.545.818.208
037	- Crédits ordinaires				334	- Autres dettes à vue	0	0
051	- crédit bail- et opérations assim	12.778.482	0	12.778.482	335	- Autres dettes à terme	42.398.691	41.245.153
100	- Titres de placement	2.139.059.352	112.784.112	2.026.275.240	345	- Autres passifs	19.058.400	60.784.199
110	IMMOBILISA. FINANCIERES				350	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	8.791.693	11.136.716
120	IMMOBILISA. FINANCIERES	2.000.000	0	2.000.000	355	ECART D'ACQUISITION		
140	MISES EN EQUIVALENCE				360	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
145	IMMOBIL. INCORPORELLES				362	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	0	0
150	ACTIONNAIRES, ASSOCIES	3.420.455	0	3.420.455	365	PROVISION REGLEMENT	144.448.677	92.365.465
155	OU MEMBRES	123.110.889	110.907.165	12.203.724	370	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	0	0
160	Autres actifs	241.500	0	241.500	375	FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	31.853.600	31.853.600
65	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	7.268.571	0	7.268.571	380	CAPITAL	130.078.000	74.985.000
	ECART D'ACQUISITION				385	PRIMES LIEES AU CAPITAL	0	0
50	TOTAL ACTIF	4.330.037.059	223.691.277	4.106.345.782	450	Reserves consolidées, écart de réévaluation, écart de conversion, différences sur titres mis en équivalence	54.978.919	54.978.919
					390	Part du groupe	0	0
					391	Part des intérêts minoritaires	0	0
					392	Report à nouveau (+/-)	281.586.665	292.094.807
					400	Excédent ou déficit de l'exercice (+/-)	-221.757	-10.508.140
					420	Part du groupe	0	0
					421	Part des intérêts minoritaires	0	0
					422		0	0
						TOTAL DU PASSIF	4.106.345.782	3.876.246.717

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE PIKINE
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	CHARGE	MONTANT		CODES	PRODUITS	MONTANTS	
		N	N-1			N	N-1
600	INTERETS ET CHARGES ASSI	85.395.248	75.539.469	700	INTERETS ET PRODUITS ASSI	298.718.510	296.070.510
601	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des institutions financières	0	12.290.074	701	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les institutions financières	28.721.096	15.070.685
602	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des membres bénéficiaire ou clients	85.395.248	63.249.395	702	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les membres, bénéficiaires ou clients	264.671.291	274.349.847
605	- Autres intérêts et charges assim.	0	0	704	- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	0	0
607	CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0	705	- Autres intérêts et produits assi	5.326.123	6.649.978
608	COMMISSIONS	0	0	707	PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
609	CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0	708	COMMISSIONS	132.218.540	143.372.992
610	- Charges sur titres de placement	0	0	709	PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0
611	- Charges sur opérations de change	0	0	710	- Produits sur titres de placement	0	0
612	- Charges sur opéra. de hors bilan	0	0	711	- Dividendes et produits assimilés	0	0
613	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés	35	450	712	- Produits sur opérations de change	0	0
615	charges diverses d'exploitation financière	0	0	713	- Produits sur opérations de hors bilan	0	0
620	ACHATS DE MARCHANDISES	0	0	714	Produits sur prêt et titres émis subordonnés	0	0
621	STOCKS VENDUS	3.500	574.000	715	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION FINANCIERE	42.089.323	21.208.663
622	VARIATIONS POSITIVES DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0	720	MARGES COMMERCIALES	6.838	1.121.432
630	FRAIS GENERAUX D'EXPLOI.	274.320.329	324.424.782	721	VENTES DE MARCHANDISES	0	0
631	- Frais de personnel	84.670.948	91.636.364	722	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0
632	- Autres frais généraux	189.649.381	232.788.418	730	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	0	0
640	DOTATIONS AUX AMORTIS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	4.147.885	5.790.807	740	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	0	0
645	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCE	394.087.909	313.703.534	745	REPRISES SUR PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CR	306.698.394	276.600.635
650	SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN	0	0	750	SOLDE EN BENEFICE DES CORRECT. DE VALEUR SUR CREAM. ET DU HORS BILAN	0	0
655	EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS. GENE.	24.528.701	24.856.778	755	EXCEDENT DES REPRISES SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	0	0
660	Pertes sur exercices antérieurs	6.274.835	14.322.332	760	PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	33	48.051
670	IMPOT SUR LES EXCEDENTS	0	0	765	QUOTE-PART DANS LE RESULTAT D'ENTREPRISE MISES EN EQUIVALENCE	8.805.046	10.281.727
690	TOTAL DES CHARGES	788.758.442	759.212.152	780	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	-221.758	-10.508.142
				781	Part du Groupe		
				782	Part des intérêts minoritaires		
				790	TOTAL DES PRODUITS	788.758.442	759.212.152

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE RUFISQUE

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	ACTIF	N			CODES	PASSIF	MONTANTS	
		BRUT	AMT/PROV	NET			N	N-I
010	CAISSE	109.598.490		109.598.490	300	DETTES AL'EGARD DES INSTITUTIONS FINANCIERES	8.734.422	38.454.382
014	CREANCES SUR INSTITUTIONS FINANCIERES	2.993.563.498	0	2.993.563.498	310	- A vue	0	0
015	- A vue	2.993.563.498	0	2.993.563.498	311	- Trésor public, CCP	0	0
016	- Banque centrale				312	- Autres institutions financières	8.734.422	38.454.382
017	- Trésor public, CCP				320	- A terme	0	0
018	- Autres institutions financières	0	0	0		Dettes rattachées	0	0
019	- A terme	0	0	0	330	DETTES AL'EGARD DES MEMBRES BENEFICIAIRES	6.494.438.243	6.208.388.920
030	CREANCES SUR LES MEMBRES	4.456.128.301	90.427.502	4.365.700.799	331	- Comptes d'épargne à vue	1.482.059.945	1.520.709.207
035	OU BENEFICIAIRES				332	- Comptes d'épargne à terme	4.949.264.994	4.625.849.581
037	- Autres Concours aux membres bénéficiaires ou clients	34.875.547	0	34.875.547	334	- Autres dettes à vue	0	8
051	- Crédits ordinaires	4.421.252.754	90.427.502	4.330.825.252	335	- Autres dettes à terme	63.113.304	61.830.124
100	- Titres de placement				345	- Autres passifs	42.066.530	167.153.298
110	IMMOBILIS. FINANCIERES	7 100 000			350	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	17.113.835	18.977.064
120	IMMOBILIS. FINANCIERES				355	ECART D'ACQUISITION	0	0
140	MISES EN EQUIVALENCE				360	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	134.681.577	18.122.354
145	IMMOBIL. INCORPORELLES	5 948.312	0	5 948.312	362	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	0	0
150	ACTIONNAIRES, ASSOCIES	677.114.714	461.011.024	216.103.690	365	PROVISION REGLEMENT	62.334.308	62.334.308
155	OU MEMBRES	0	0	0	370	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	280.060.000	147.753.000
160	Autres actifs	136.500	0	136.500	375	FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	0	0
165	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	16.426.302	0	16.426.302	380	CAPITAL	99.704.976	99.704.976
250	ECART D'ACQUISITION				385	PRIMES LIEES AU CAPITAL	0	0
						Reserves consolidées, écart de réévaluation, écart de conversion, différences sur titres mis en équivalence	0	0
					390	Part du groupe	0	0
					391	Part des intérêts minoritaires	529.966.758	558.833.968
					392	Report à nouveau (+/-)	40.376.942	-28.867.210
					400	Excédent ou déficit de l'exercice (+/-)	0	0
					420	Part du groupe	0	0
					421	Part des intérêts minoritaires	0	0
					422			
	TOTAL ACTIF	8.266.016.117	556.538.526	7.709.477.591	450	TOTAL DU PASSIF	7.709.477.591	7.290.855.060

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE RUFISQUE
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	CHARGE	MONTANT		CODES	PRODUITS	MONTANTS	
		N	N-1			N	N-1
600	INTERETS ET CHARGES ASSI	134.554.725	115.306.866	700	INTERETS ET PRODUITS ASSI	560.613.956	565.063.212
601	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des institutions financières	5.272.332	24.920.605	701	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les institutions financières	0	0
602	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des membres bénéficiaire ou clients	129.282.393	90.386.261	702	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les membres, bénéficiaires ou clients	552.660.797	557.406.313
605	- Autres intérêts et charges assim.	0	0	704	- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	0	0
607	CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0	705	- Autres intérêts et produits assi	7.953.159	7.656.899
608	COMMISSIONS	0	0	707	PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
609	CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0	708	COMMISSIONS	299.836.807	307.544.040
610	- Charges sur titres de placement	0	0	709	PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0
611	- Charges sur opérations de change	0	0	710	- Produits sur titres de placement	0	0
612	- Charges sur opéra. de hors bilan	0	0	711	- Dividendes et produits assimilés	0	0
613	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés	0	0	712	- Produits sur opérations de change	0	0
615	charges diverses d'exploitation financière	747	174	713	- Produits sur opérations de hors bilan	0	0
620	ACHATS DE MARCHANDISES	0	0	714	Produits sur prêt et titres émis subordonnés	0	0
621	STOCKS VENDUS	80.500	602.000	715	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION FINANCIERE	64.074.141	23.270.785
622	VARIATIONS POSITIVES DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0	720	MARGES COMMERCIALES	157.274	1.176.136
630	FRAIS GENERAUX D'EXPLOI.	546.912.088	653.303.885	721	VENTES DE MARCHANDISES	0	0
631	- Frais de personnel	161.442.429	169.872.898	722	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0
632	- Autres frais généraux	385.469.659	483.430.987	730	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	0	0
640	DOTATIONS AUX AMORTIS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	41.684.526	46.306.094	740	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	0	0
645	SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN	369.772.637	291.187.700	745	REPRISES SUR PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CR	257.818.295	251.714.103
650	EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS. GENE.	0	0	750	SOLDE EN BENEFICE DES CORRECT. DE VALEUR SUR CREAM. ET DU HORS BILAN	0	0
655	CHARGES EXCEPTIONNELLES	62.134.685	52.712.807	755	EXCEDENT DES REPRISES SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	0	0
660	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	14.740.639	22.680.655	760	PRODUITS EXCEPTIONNELS	14.999.997	10.301
670	IMPOT SUR LES EXCEDENTS	0	0	765	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	12.757.019	4.454.378
690	TOTAL DES CHARGES	1.169.880.547	1.182.100.181	780	QUOTE-PART DANS LE RESULTAT D'ENTREPRISE MISES EN EQUIVALENCE	40.376.942	-28.867.210
				781	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)		
				782	Part du Groupe		
					Part des intérêts minoritaires		
				790	TOTAL DES PRODUITS	1.169.880.547	1.182.100.181

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE SAHM
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	ACTIF	N			N-1	CODES	PASSIF	MONTANTS	
		BRUT	AMT/PROV	NET				N	N-1
010	CAISSE	75.577.170	0	75.577.170	92.256.120	300	DETTES A L'EGARD DES INSTITUTIONS FINANCIERES	800.000.000	0
014	CREANCES SUR INSTITUTIONS FINANCIERES	3.869.453.747	0	3.869.453.747	2.953.977.503	310	- A vue	0	0
015	- A vue	3.869.453.747	0	3.869.453.747	2.953.977.503	311	- Trésor public, CCP	0	0
016	- Banque centrale					312	- Autres institutions financières	800.000.000	0
017	- Trésor public, CCP					320	- A terme	0	0
018	- Autres institutions financières	0	0	0	0	330	Dettes rattachées	0	0
019	- A terme	0	0	0	0	330	DETTES A L'EGARD DES MEMBRES BENEFCIAIRES	5.174.186.208	4.627.734.770
030	CREANCES RATACHEES	0	0	0	0	331	- Comptes d'épargne à vue	1.391.878.363	1.296.781.760
030	CREANCES SUR LES MEMBRES OU BENEFICIAIRES	2.883.784.667	55.457.645	2.828.327.022	2.350.329.141	332	- Comptes d'épargne à terme	3.707.559.050	3.276.814.625
035	- Autres Concours aux membres bénéficiaires ou clients	18.107.695	0	18.107.695	24.029.613	334	- Autres dettes à vue	0	2.500
037	- Crédits ordinaires	2.865.676.972	55.457.645	2.810.219.327	2.326.299.528	335	- Autres dettes à terme	74.748.795	54.135.885
051	- crédit bail- et opérations assim					345	- Autres passifs	21.427.585	38.712.471
100	- Titres de placement					350	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	12.982.237	43.062.213
110	IMMOBILISA. FINANCIERES	2 000 000	0	2 000 000	1 000 000	355	ECART D'ACQUISITION PROVISIONS POUR RISQUES	0	0
120	IMMOBILISA. FINANCIERES					360	ET CHARGES	684.127.797	654.915.837
140	MISES EN EQUIVALENCE	7.944.775	0	7.944.775	7.944.775	362	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	0	0
145	IMMOBIL INCORPORELLES	237.791.181	209.206.764	28.584.417	33.454.779	365	PROVISION REGLEMENT	0	0
150	ACTIONNAIRES, ASSOCIES	0	0	0	0	370	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	0	0
155	OU MEMBRES	0	0	0	0	375	FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	31.461.418	31.461.418
160	Autres actifs	317.000	0	317.000	10.500	380	CAPITAL	137.697.000	76.804.000
165	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	6.290.534	0	6.290.534	6.384.201	385	PRIMES LIEES AU CAPITAL	0	0
	ECART D'ACQUISITION					390	Reserves consolidées, écart de revaluation, écart de conversion, différences sur titres mis en équivalence	13.183.187	13.183.187
						391	Part du groupe	0	0
						392	Part des intérêts minoritaires	0	0
						400	Report à nouveau (+/-)	-40.516.875	253.302
						420	Excédent ou déficit de l'exercice (+/-)	-16.053.892	-40.770.177
						421	Part du groupe	0	0
						422	Part des intérêts minoritaires	0	0
50	TOTAL ACTIF	7.083.159.074	264.664.409	6.818.494.665	5.445.357.019	450	TOTAL DU PASSIF	6.818.494.665	5.445.357.021

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE SAHM
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	CHARGE	MONTANT		CODES	PRODUITS	MONTANTS	
		N	N-I			N	N-I
600	INTERETS ET CHARGES ASSI	134.301.049	99.301.970	700	INTERETS ET PRODUITS ASSI	320.275.184	326.358.505
601	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des institutions financières	0	4.176.344	701	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les institutions financières	0	0
602	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des membres bénéficiaire ou clients	134.301.049	95125.626	702	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les membres, bénéficiaires ou clients	314.402.962	321.345.989
605	- Autres intérêts et charges assim.	0	0	704	- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	0	0
607	CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES			705	- Autres intérêts et produits assi	5.872.222	5.012.514
608	COMMISSIONS	0	0	707	PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
609	CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0	708	COMMISSIONS	145.535.877	146.780.266
610	- Charges sur titres de placement	0	0	709	PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0
611	- Charges sur opérations de change	0	0	710	- Produits sur titres de placement	0	0
612	- Charges sur opéra. de hors bilan	0	0	711	- Dividendes et produits assimilés	0	0
613	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés			712	- Produits sur opérations de change	0	0
615	charges diverses d'exploitation financière	446	129	713	- Produits sur opérations de hors bilan	0	0
620	ACHATS DE MARCHANDISES	0	0	714	Produits sur prêt et titres émis subordonnés	0	0
621	STOCKS VENDUS	171.500	1.312.500	715	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION FINANCIERE	55.785.926	24.133.846
622	VARIATIONS POSITIVES DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0	720	MARGES COMMERCIALES	335.062	2.564.250
630	FRAIS GENERAUX D'EXPLOI.	304.189.174	358.327.344	721	VENTES DE MARCHANDISES	0	0
631	- Frais de personnel	74.491.095	88.425.129	722	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0
632	- Autres frais généraux	229.698.079	269.902.215	730	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	0	0
640	DOTATIONS AUX AMORTIS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	7.043.949	8.861.196	740	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	0	0
645	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCE	334.629.697	216.501.842	745	REPRISES SUR PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CR	283.795.868	192.194.552
650	SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN			750	SOLDE EN BENEFICE DES CORRECT. DE VALEUR SUR CREA. ET DU HORS BILAN	0	0
655	EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS. GENE.	0	0	755	EXCEDENT DES REPRISES SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	0	0
660	CHARGES EXCEPTIONNELLES	59.074.463	29.967.606	760	PRODUITS EXCEPTIONNELS	15.021.874	94
670	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	3.861.151	23.389.002	765	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	6.467.746	4.859.901
	IMPOT SUR LES EXCEDENTS			780	QUOTE-PART DANS LE RESULTAT		
				781	D'ENTREPRISE MISES EN EQUIVALENCE		
				782	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	-16.053.892	-40.770.177
690	TOTAL DES CHARGES	843.271.429	737.661.589	790	Part du Groupe		
					Part des intérêts minoritaires		
					TOTAL DES PRODUITS	843.271.429	737.661.589

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE SALLY
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	ACTIF	N			N-I	CODES	PASSIF	MONTANTS	
		BRUT	AMT/PROV	NET				N	N-1
010	CAISSE	3.302.800	0	3.302.800	11.793.410	300	DETTES A L'EGARD DES INSTITUTIONS FINANCIERES	0	0
014	CREANCES SUR INSTITUTIONS FINANCIERES	3.474.518.565	0	3.474.518.565	3.496.182.971	310	- A vue	0	0
015	- A vue	2.387.587.880	0	2.387.587.880	2.696.850.094	311	- Trésor public, CCP	0	0
016	- Banque centrale					312	- Autres institutions financières	0	0
017	- Trésor public, CCP					320	- A terme	0	0
018	- Autres institutions financières						Dettes rattachées	0	0
019	- A terme	995.000.000	0	995.000.000	775.000.000	330	DETTES A L'EGARD DES MEMBRES OU BENEFICIAIRES	4.834.733.672	4.370.842.596
030	CREANCES SUR LES MEMBRES	91.930.685	0	91.930.685	24.332.877	331	- Comptes d'épargne à vue	501.497.564	458.662.571
035	OU BENEFICIAIRES	1.628.932.048	43.679.517	1.585.252.531	1.055.473.588	332	- Comptes d'épargne à terme	4.199.340.052	3.804.665.107
037	- Autres Concours aux membres bénéficiaires ou clients	11062.431	0	11062.431	14.845.484	334	- Autres dettes à vue	0	1.600
051	- Crédits ordinaires	1.617.869.617			1.040.628.104	335	- Autres dettes à terme	133.896.056	107.513.318
100	- crédit bail - et opérations assim					345	- Autres passifs	10.441.979	89.590.108
110	- Titres de placement					350	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	11.830.847	13.585.795
120	IMMOBILISA. FINANCIERES	2000 000	0	2 000 000	1 000 000	355	ECART D'ACQUISITION	0	0
140	IMMOBILI. INCORPORELLES	3.668.587	0	3.668.587	3.668.587	360	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	0	0
145	IMMOBILI. CORPORELLES	245.788.051				362	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	335.398.173	250.348.306
150	ACTIONNAIRES, ASSOCIES					365	PROVISION REGLEMENT	0	0
155	OU MEMBRES					370	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	17.719.239	17.719.239
160	Autres actifs	87.500	0	87.500	189.000	375	FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	86.200.200	48.942.000
165	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	5.833.646	0	5.833.646	48.759.589	380	CAPITAL	0	0
	ECART D'ACQUISITION					385	PRIMES LIEES AU CAPITAL	0	0
							Reserves consolidées, écart de revaluation, écart de conversion, différences sur titres mis en équivalence	6.287.058	6.287.058
						390	Part du groupe	0	0
						391	Part des intérêts minoritaires	0	0
						392	Report a nouveau (+/-)	-101.852.875	-10.394.621
						400	Excedent ou déficit de l'exercice (+/-)	-52.703.583	-91.458.255
						420	Part du groupe	0	0
						421	Part des intérêts minoritaires	0	0
250	TOTAL ACTIF	5.364.131.197	216.076.487	5.148.054.710	4.695.462.226	450	TOTAL DU PASSIF	5.148.054.710	4.695.462.226

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE SALY
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	CHARGE	MONTANT		CODES	PRODUITS	MONTANTS	
		N	N-I			N	N-I
600	INTERETS ET CHARGES ASSI	247.572.891	139.958.207	700	INTERETS ET PRODUITS ASSI	212.319.020	169.175.706
601	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des institutions financières	0	0	701	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les institutions financières	56.896.438	24.332.877
602	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des membres bénéficiaire ou clients	247.572.891	139.958.207	702	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les membres, bénéficiaires ou clients	152.691.885	142.638.962
605	- Autres intérêts et charges assim.	0	0	704	- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	0	0
607	CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0	705	- Autres intérêts et produits assi	2.730.697	2.203.867
608	COMMISSIONS	0	0	707	PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
609	CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0	708	COMMISSIONS	74.874.428	75.419.557
610	- Charges sur titres de placement	0	0	709	PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0
611	- Charges sur opérations de change	0	0	710	- Produits sur titres de placement	0	0
612	- Charges sur opéra. de hors bilan	0	0	711	- Dividendes et produits assimilés	0	0
613	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés	151	105	712	- Produits sur opérations de change	0	0
615	charges diverses d'exploitation financière	0	0	713	- Produits sur opérations de hors bilan	0	0
620	ACHATS DE MARCHANDISES	0	0	714	Produits sur prêt et titres émis subordonnés	0	0
621	STOCKS VENDUS	101.500	161.000	715	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION FINANCIERE	107.695.584	17.345.332
622	VARIATIONS POSITIVES DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0	720	MARGES COMMERCIALES	198.302	314.548
630	FRAIS GENERAUX D'EXPLOI.	147.789.804	152.977.911	721	VENTES DE MARCHANDISES	0	0
631	- Frais de personnel	38.650.079	44.762.739	722	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	215
632	- Autres frais généraux	109.139.725	108.215.172	730	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	0	0
640	DOTATIONS AUX AMORTIS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	7.288.644	8.217.113	740	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	0	0
645	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCE SUR CREANCES ET DU HORS BILAN	121.202.484	117.593.354	745	REPRISES SUR PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CR SOLDE EN BENEFICE DES CORRECT. DE VALEUR SUR CREAM. ET DU HORS BILAN	100.836.396	105.280.101
650	EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS. GENE.	0	0	750	EXCEDENT DES REPRISES SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX PRODUITS EXCEPTIONNELS	0	0
655	CHARGES EXCEPTIONNELLES	35.598.429	36.446.196	755	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	0	48.048
660	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	1.090.548	5.329.736	760	QUOTE-PART DANS LE RESULTAT D'ENTREPRISE MISES EN EQUIVALENCE	12.017.139	1.642.075
670	IMPOT SUR LES EXCEDENTS	0	0	765	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	-52.703.582	-91.458.255
				780	Part du Groupe		
				781	Part des intérêts minoritaires		
690	TOTAL DES CHARGES	560.644.451	460.683.622	782	TOTAL DES PRODUITS	560.644.451	460.683.622
				790			

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE SAINT-LOUIS
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	ACTIF	N			CODES	PASSIF	MONTANTS	
		BRUT	AMT/PROV	NET			N	N-1
010	CAISSE	52.565.650	0	52.565.650	300	DETTES A L'EGARD DES INSTITUTIONS FINANCIERES	144.358.865	349.104.796
014	CREANCES SUR INSTITUTIONS FINANCIERES	342.341.904	0	342.341.904	310	- A vue	0	0
015	- A vue	115.808.480	0	115.808.480	311	- Trésor public, CCP	0	0
016	- Banque centrale				312	- Autres institutions financières	144.358.865	349.104.796
017	- Trésor public, CCP				320	- A terme	0	0
018	- Autres institutions financières	0	0	0		Dettes rattachées	0	0
019	- A terme	205.000.000	0	205.000.000	330	DETTES A L'EGARD DES MEMBRES OU BENEFICIAIRES	3.077.784.534	3.188.266.899
	CREANCES RATACHEES	21.533.424	0	21.533.424	331	- Comptes d'épargne à vue	1.024.850.471	1.070.582.726
030	CREANCES SUR LES MEMBRES	3.797.147.914	275.966.135	3.521.181.779	332	- Comptes d'épargne à terme	2.019.900.934	2.093.817.117
	OU BENEFICIAIRES				334	- Autres dettes à vue	0	6.000
035	- Autres Concours aux membres bénéficiaires ou clients	44.416.734	0	44.416.734	335	- Autres dettes à terme	33.033.129	23.861.056
037	- Crédits ordinaires	3.752.731.180	275.966.135	3.476.765.045	345	- Autres passifs	28.876.424	68.473.113
051	- crédit bail- et opérations assim				350	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	19.257.517	19.884.759
100	- Titres de placement				355	ECART D'ACQUISITION	0	0
110	IMMOBILISA. FINANCIERES	5.000.000	3.000.000	2.000.000	360	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	0	0
120	IMMOBILISA. FINANCIERES				362	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	338.048.807	283.006.512
	MISES EN EQUIVALENCE				365	PROVISION REGLEMENT	0	0
140	IMMOBILI. INCORPORELLES	6.347.036	0	6.347.036	370	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	0	0
145	IMMOBILI. CORPORELLES	301.272.168	261.398.890	39.873.278	375	FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	48.354.960	48.354.960
150	ACTIONNAIRES, ASSOCIES				380	CAPITAL	254.070.000	195.595.000
	OU MEMBRES				385	PRIMES LIEES AU CAPITAL	0	0
155	Autres actifs	0	0	0		Reserves consolidées, écart de revaluation, écart de conversion, différences sur titres mis en équivalence	37.061.353	37.061.353
160	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	311.500	0	311.500	390	Part du groupe	0	0
165	ECART D'ACQUISITION	11.430.321	0	11.430.321	391	Part des intérêts minoritaires	0	0
					392	Report des intérêts (+/-)	82.664.181	145.738.004
					400	Excédent ou déficit de l'exercice (+/-)	-54.425.173	-63.073.823
					420	Part du groupe	0	0
					421	Part des intérêts minoritaires	0	0
250	TOTAL ACTIF	4.516.416.493	540.365.025	3.976.051.468	450	TOTAL DU PASSIF	3.976.051.468	4.272.411.573

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE SAINT-LOUIS
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	CHARGE	MONTANT		CODES	PRODUITS	MONTANTS	
		N	N-1			N	N-1
600	INTERETS ET CHARGES ASSI	80.492.757	87.540.146	700	INTERETS ET PRODUITS ASSI.	446.822.655	436.087.909
601	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des institutions financières	24.637.368	44.139.714	701	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les institutions financières	12.266.301	6.638.630
602	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des membres bénéficiaire ou clients	55.855.389	43.400.432	702	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les membres, bénéficiaires ou clients	422.776.098	418.314.484
605	- Autres intérêts et charges assim.	0	0	704	- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	0	0
607	CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0	705	- Autres intérêts et produits assi	11.780.256	11.134.795
608	COMMISSIONS	0	0	707	PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
609	CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0	708	COMMISSIONS	176.853.187	185.543.254
610	- Charges sur titres de placement	0	0	709	PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0
611	- Charges sur opérations de change	0	0	710	- Produits sur titres de placement	0	0
612	- Charges sur opéra. de hors bilan	0	0	711	- Dividendes et produits assimilés	0	0
613	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés	197	276	712	- Produits sur opérations de change	0	0
615	charges diverses d'exploitation financière	0	0	713	- Produits sur opérations de hors bilan	0	0
620	ACHATS DE MARCHANDISES	0	0	714	Produits sur prêt et titres émis subordonnés	25.371.336	15.053.173
621	STOCKS VENDUS	0	500.500	715	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION FINANCIERE	0	977.834
622	VARIATIONS POSITIVES DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0	720	MARGES COMMERCIALES	0	0
630	FRAIS GENERAUX D'EXPLOI.	401.154.821	444.735.602	721	VENTES DE MARCHANDISES	0	0
631	- Frais de personnel	93.197.601	85.733.100	722	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	387	175
632	- Autres frais généraux	307.957.220	359.002.502	730	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	0	0
640	DOTATIONS AUX AMORTIS ET AUX PROVISIONS	11.875.585	10.702.692	740	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	566.763.396	461.334.235
645	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCE	749.529.970	579.871.937	745	REPRISES SUR PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CR	0	0
650	SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR	0	0	750	SOLDE EN BENEFICE DES CORRECT. DE VALEUR SUR CREA. ET DU HORS BILAN	0	0
655	EXCEDENT DES DOTATIONS	48.365.981	31.092.485	755	EXCEDENT DES REPRISES SUR LES REPRISES DU FONDS	19.906.670	512
660	CHARGES EXCEPTIONNELLES	5.099.431	11.414.960	760	POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	6.375.935	3.787.682
670	Pertes sur exercices antérieurs	0	0	765	PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	0	0
	IMPOT SUR LES EXCEDENTS	0	0	780	QUOTE-PART DANS LE RESULTAT	0	0
		0	0	781	D'ENTREPRISE MISES EN EQUIVALENCE	0	0
		0	0	782	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	-54.425.176	-63.073.824
		0	0		Part du Groupe	0	0
		0	0		Part des intérêts minoritaires	0	0
690	TOTAL DES CHARGES	1.296.518.742	1.165.858.598	790	TOTAL DES PRODUITS	1.296.518.742	1.165.858.598

22 septembre 2018

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

1417

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE SEDHIOU
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	ACTIF	N			CODES	PASSIF	MONTANTS	
		BRUT	AMT/PROV	NET			N	N-1
010	CAISSE	28.210.350	0	28.210.350	300	DETTES A L'EGARD DES INSTITUTIONS FINANCIERES	414.167.324	490.147.186
014	CREANCES SUR INSTITUTIONS FINANCIERES	0	0	0	310	- A vue	305.147.047	281.390.434
015	- A vue	0	0	0	311	- Trésor public, CCP	0	0
016	- Banque centrale	0	0	0	312	- Autres institutions financières	109.020.277	208.756.752
017	- Trésor public, CCP	0	0	0	320	- A terme	0	0
018	- Autres institutions financières	0	0	0		Dettes rattachées	0	0
019	- A terme	0	0	0	330	DETTES A L'EGARD DES MEMBRES BENEFCIAIRES	1.217.274.917	1.195.584.078
030	CREANCES SUR LES MEMBRES OU BENEFICIAIRES	2.155.159.301	0	2.155.159.301	331	- Comptes d'épargne à vue	191.975.069	182.082.283
035	- Autres Concours aux membres bénéficiaires ou clients	33.863.829	0	33.863.829	332	- Comptes d'épargne à terme	1.017.897.839	1.003.634.037
037	- Crédits ordinaires	2.121.295.472	23.860.068	2.097.435.404	334	- Autres dettes à vue	16.500	0
051	- crédit bail- et opérations assim				335	- Autres dettes à terme	7.385.509	9.867.758
100	- Titres de placement				345	- Autres passifs	16.902.352	13.766.121
110	IMMOBILISA. FINANCIERES	250 100 000	100 000	250 000 000	350	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	11.585.601	9.437.374
120	IMMOBILISA. FINANCIERES				355	ECART D'ACQUISITION	0	0
140	MISES EN EQUIVALENCE				360	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	0	0
145	IMMOBIL. INCORPORELLES	1.409.247	0	1.409.247	362	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	4.933.801	0
150	ACTIONNAIRES, ASSOCIES	192.673.611	134.305.908	58.367.703	365	PROVISION REGLEMENT	0	0
155	OU MEMBRES				370	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	25.901.123	25.901.123
160	Autres actifs	100.400	0	100.400	375	FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	62.900.000	28.494.000
165	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	1.596.314	0	1.596.314	380	CAPITAL	0	0
170	ECART D'ACQUISITION				385	PRIMES LIEES AU CAPITAL	0	0
						Reserves consolidées, écart de revaluation, écart de conversion, différences sur titres mis en équivalence	79.741.764	68.523.240
					390	Part du groupe	0	0
					391	Part des intérêts minoritaires	0	0
					392	Report à nouveau (+/-)	515.084.736	451.513.101
					400	Excédent ou déficit de l'exercice (+/-)	122.491.629	74.790.158
					420	Part du groupe	0	0
					421	Part des intérêts minoritaires	0	0
					422			
0	TOTAL ACTIF	2.629.249.223	158.265.976	2.470.983.247	450	TOTAL DU PASSIF	2.470.983.247	2.358.156.381

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE TAMBACOUNDA COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	ACTIF	N		N-1	CODES	PASSIF	MONTANTS	
		BRUT	AMT/PROV				N	N-1
010	CAISSE	29.338.300	0	48.819.715	300	DETTES A L'EGARD DES INSTITUTIONS FINANCIERES	0	0
014	CREANCES SUR INSTITUTIONS FINANCIERES	1.269.671.606	0	1.189.961.558	310	- A vue	0	0
015	- A vue	882.907.222	0	882.907.222	311	- Trésor public, CCP	0	0
016	- Banque centrale				312	- Autres institutions financières	0	0
017	- Trésor public, CCP				320	- A terme	0	0
018	- Autres institutions financières	0	0	0		Dettes rattachées	0	0
019	- A terme	350.000.000	0	350.000.000	330	DETTES A L'EGARD DES MEMBRES/BENEFICIAIRES	2.731.104.413	2.745.888.608
	CREANCES RATACHEES	36.764.384	0	36.764.384	331	- Comptes d'épargne à vue	451.890.486	485.041.272
030	CREANCES SUR LES MEMBRES	2.250.328.463	50.762.096	2.282.658.870	332	- Comptes d'épargne à terme	2.255.183.767	2.231.952.778
	OU BENEFICIAIRES				334	- Autres dettes à vue	0	0
035	- Autres Concours aux membres bénéficiaires ou clients	32.881.553	0	42.364.835	335	- Autres dettes à terme	24.030.160	28.894.558
037	- Crédits ordinaires	2.217.446.910	50.762.096	2.240.294.035	345	- Autres passifs	24.970.236	37.079.583
051	- crédit bail- et opérations assim				350	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	21.369.479	34.064.144
100	- Titres de placement				355	ECART D'ACQUISITION		
110	IMMOBILISA. FINANCIERES	233 100 000	5 100 000	1 000 000	360	PROVISIONS POUR RISQUES	3.358.500	3 358 500
120	IMMOBILISA. FINANCIERES				362	ET CHARGES	22.122.989	0
	MISES EN EQUIVALENCE				365	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	0	0
140	IMMOBIL. INCORPORELLES	1.497.969	0	1.497.969	370	PROVISION REGLEMENT		
145	IMMOBIL. CORPORELLES	285.131.208	217.808.448	76.666.019	375	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	37.417.310	37.417.310
150	ACTIONNAIRES, ASSOCIES				380	FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	156.685.000	71.806.000
155	OU MEMBRES				385	CAPITAL	0	0
160	Autres actifs	70.000	0	70.000		PRIMES LIEES AU CAPITAL		
165	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	25.199.488	0	26.651.425	390	Reserves consolidées, écart de réévaluation, écart de conversion, différences sur titres mis en équivalence	82.871.814	82 871 814
	ECART D'ACQUISITION				391	Part du groupe	0	0
					392	Part des intérêts minoritaires	0	0
					400	Report à nouveau (+/-)	614.839.597	626.345.101
					420	Excédent ou déficit de l'exercice (+/-)	125.927.152	-11.505.504
					421	Part du groupe	0	0
					422	Part des intérêts minoritaires	0	0
250	TOTAL ACTIF	4.094.337.034	273.670.544	3.627.325.556	450	TOTAL DU PASSIF	3.870.666.490	3.627.325.556

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE TAMBACOUNDA
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	CHARGE	MONTANT		CODES	PRODUITS	MONTANTS	
		N	N-1			N	N-1
600	INTERETS ET CHARGES ASSI	60.471.248	54.906.434	700	INTERETS ET PRODUITS ASSI.	321.027.241	316.364.769
601	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des institutions financières	391.338	19.678.199	701	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les institutions financières	20.942.466	11.449.315
602	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des membres bénéficiaire ou clients	60.079.910	35.228.235	702	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les membres, bénéficiaires ou clients	295.273.658	300.126.506
605	- Autres intérêts et charges assim.	0	0	704	- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	0	0
607	CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0	705	- Autres intérêts et produits assi	4.811.117	4.788.948
608	COMMISSIONS	0	0	707	PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
609	CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0	708	COMMISSIONS	126.947.858	136.652.517
610	- Charges sur titres de placement	0	0	709	PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0
611	- Charges sur opérations de change	0	0	710	- Produits sur titres de placement	0	0
612	- Charges sur opéra. de hors bilan	0	0	711	- Dividendes et produits assimilés	0	0
613	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés	0	0	712	- Produits sur opérations de change	0	0
615	charges diverses d'exploitation financière	2.553	2.362	713	- Produits sur opérations de hors bilan	0	0
620	ACHATS DE MARCHANDISES	0	0	714	Produits sur prêt et titres émis subordonnés	0	0
621	STOCKS VENDUS	0	255.500	715	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION FINANCIERE	37.080.163	5.168.090
622	VARIATIONS POSITIVES DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0	720	MARGES COMMERCIALES	0	499.174
630	FRAIS GENERAUX D'EXPLOI.	264.828.794	341.000.124	721	VENTES DE MARCHANDISES	0	0
631	- Frais de personnel	65.480.867	70.995.227	722	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0
632	- Autres frais généraux	199.347.927	270.004.897	730	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	0	0
640	DOTATIONS AUX AMORTIS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	16.229.160	18.560.843	740	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	0	0
645	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCE SUR CREANCES ET DU HORS BILAN	168.857.023	147.265.132	745	REPRISES SUR PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CR	149.801.900	132.854.634
650	EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS. GENE.	0	0	750	SOLDE EN-BENEFICE DES CORRECT. DE VALEUR SUR CREAN. ET DU HORS BILAN	0	0
655	CHARGES EXCEPTIONNELLES	27.587.427	25.890.319	755	EXCEDENT DES REPRISES SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	0	0
660	Pertes sur exercices antérieurs	6.301.057	16.534.824	760	PRODUITS EXCEPTIONNELS	31	5.231
670	IMPOT SUR LES EXCEDENTS	0	0	765	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	35.347.221	1.365.619
690	TOTAL DES CHARGES	544.277.262	604.415.538	780	QUOTE-PART DANS LE RESULTAT	125.927.152	-11.505.504
				781	D'ENTREPRISE MISES EN EQUIVALENCE		
				782	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)		
					Part du Groupe		
					Part des intérêts minoritaires		
				790	TOTAL DES PRODUITS	544.277.262	604.415.538

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE THIAROYE
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017
(en francs CFA)

CODE	ACTIF	N			CODES	PASSIF	MONTANTS	
		BRUT	AMT/PROV	NET			N	N-1
010	CAISSE	70.410.175	0	70.410.175	300	DETTES A L'EGARD DES INSTITUTIONS FINANCIERES	0	0
014	CREANCES SUR INSTITUTIONS FINANCIERES	2.997.342.479	0	2.997.342.479	310	- A vue	0	0
015	- A vue	2.997.342.479	0	2.997.342.479	311	- Trésor public, CCP	0	0
016	- Banque centrale				312	- Autres institutions financières	0	0
017	- Trésor public, CCP				320	- A terme	0	0
018	- Autres institutions financières	0	0	0		Dettes rattachées	0	0
019	- A terme	0	0	0	330	DETTES A L'EGARD DES MEMBRES OU BENEFICIAIRES	4.704.217.194	4.124.980.950
	CREANCES RATACHEES	0	0	0	331	- Comptes d'épargne à vue	1.496.516.644	1.224.712.744
030	CREANCES SUR LES MEMBRES	2.476.422.819	70.871.077	2.405.551.742	332	- Comptes d'épargne à terme	3.176.394.955	2.872.760.937
	OU BENEFICIAIRES				334	- Autres dettes à vue	0	5.500
035	- Autres concours aux membres bénéficiaires ou clients	16.029.755	0	16.029.755	335	- Autres dettes à terme	31.305.595	27.501.769
	- Crédits ordinaires	2.460.393.064	70.871.077	2.389.521.987	345	- Autres passifs	22.240.744	44.591.494
	- crédit bail- et opérations assim				350	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	9.729.850	10.386.260
051	- Titres de placement				355	ECART D'ACQUISITION		
100	IMMOBILISA. FINANCIERES	2.000.000	0	2.000.000	360	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	40.000	40.000
110	IMMOBILISA. FINANCIERES				362	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	38.930.918	19.046.510
120	IMMOBILISA. FINANCIERES				365	PROVISION REGLEMENT	0	0
	MISES EN EQUIVALENCE				370	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	0	0
140	IMMOBILI. INCORPORELLES	3.611.983	0	3.611.983	375	FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	36.616.554	36.616.554
145	IMMOBILI. CORPORELLES	285.457.143	247.669.668	37.787.475	380	CAPITAL	171.893.000	95.413.000
150	ACTIONNAIRES, ASSOCIES	0	0	0	385	PRIMES LIEES AU CAPITAL	0	0
155	OU MEMBRES					Reserves consolidées, écart de revaluation, écart de conversion, différences sur titres mis en équivalence	99.514.407	96.574.867
160	Autres actifs	91.000	0	91.000	390	Part du groupe	0	0
	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	10.718.204	0	10.718.204	391	Part des intérêts minoritaires	0	0
165	ECART D'ACQUISITION				392	Report à nouveau (+/-)	420.522.561	403.865.165
					400	Excédent ou déficit de l'exercice (+/-)	23.807.830	19.596.937
					420	Part du groupe	0	0
					421	Part des intérêts minoritaires	0	0
					422			
250	TOTAL ACTIF	5.846.053.803	318.540.745	5.527.513.058	450	TOTAL DU PASSIF	5.527.513.058	4.851.111.737

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE THIAROYE
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	CHARGE	MONTANT		CODES	PRODUITS	MONTANTS	
		N	N-1			N	N-1
600	INTERETS ET CHARGES ASSI	64.632.562	63.297.883	700	INTERETS ET PRODUITS ASSI.	316.911.798	309.587.666
601	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des institutions financières	801.790	14.226.596	701	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les institutions financières	0	0
602	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des membres bénéficiaire ou clients	63.830.772	49.071.287	702	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les membres, bénéficiaires ou clients	312.005.877	305.060.062
605	- Autres intérêts et charges assim.	0	0	704	- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	0	0
607	CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0	705	- Autres intérêts et produits assi	4.905.921	4.527.604
608	COMMISSIONS	0	0	707	PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
609	CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0	708	COMMISSIONS	185.312.546	191.596.893
610	- Charges sur titres de placement	0	0	709	PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0
611	- Charges sur opérations de change	0	0	710	- Produits sur titres de placement	0	0
612	- Charges sur opéra. de hors bilan	0	0	711	- Dividendes et produits assimilés	0	0
613	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés	0	0	712	- Produits sur opérations de change	0	0
615	charges diverses d'exploitation financière	305	381	713	- Produits sur opérations de hors bilan	0	0
620	ACHATS DE MARCHANDISES	0	0	714	Produits sur prêt et titres émis subordonnés	0	0
621	STOCKS VENDUS	0	560.000	715	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION FINANCIERE	29.220.481	16.845.817
622	VARIATIONS POSITIVES DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0	720	MARGES COMMERCIALES	0	1.094.080
630	FRAIS GENERAUX D'EXPLOI.	322.986.657	367.166.439	721	VENTES DE MARCHANDISES	0	0
631	- Frais de personnel	82.133.879	80.987.991	722	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0
632	- Autres frais généraux	240.852.778	286.178.448	730	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	0	0
640	DOTATIONS AUX AMORTIS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	10.032.857	11.422.668	740	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	0	0
645	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCE SUR CREANCES ET DU HORS BILAN	254.928.231	246.163.634	745	REPRISES SUR PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CR SOLDE EN BENEFICE DES CORRECT. DE VALEUR SUR CREA. ET DU HORS BILAN	190.924.471	230.900.621
650	EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS. GENE.	0	0	750	EXCEDENT DES REPRISES SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	0	0
655	CHARGES EXCEPTIONNELLES	47.017.381	33.078.388	755	PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	272	6.679
660	Pertes sur exercices antérieurs	1.697.496	9.996.289	760	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	2.733.750	1.250.862
670	IMPOT SUR LES EXCEDENTS	0	0	765	QUOTE-PART DANS LE RESULTAT D'ENTREPRISE MISES EN EQUIVALENCE	0	0
690	TOTAL DES CHARGES	701.295.489	731.685.682	780	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	23.807.829	19.596.936
				781	Part du Groupe		
				782	Part des intérêts minoritaires		
				790	TOTAL DES PRODUITS	701.295.489	731.685.682

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE THIES
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017
(en francs CFA)

CODE	ACTIF	N		N-1		CODES	PASSIF	MONTANTS	
		BRUT	AMT/PROV	NET	NET			N	N-1
010	CAISSE	26.623.185	0	26.623.185	50.422.170	300	DETTES A L'EGARD DES INSTITUTIONS FINANCIERES	0	229.026.556
014	CREANCES SUR INSTITUTIONS FINANCIERES	3.606.688.622	0	3.606.688.622	3.445.681.371	310	- A vue	0	0
015	- A vue	3.606.688.622	0	3.606.688.622	3.445.681.371	311	- Trésor public, CCP	0	0
016	- Banque centrale					312	- Autres institutions financières	0	229.026.556
017	- Trésor public, CCP					320	- A terme	0	0
018	- Autres institutions financières	0	0	0	0		Dettes rattachées	0	0
019	- A terme	0	0	0	0	330	DETTES A L'EGARD DES MEMBRES BENEFICIAIRES	5.519.118.854	5.109.545.136
030	CREANCES SUR LES MEMBRES OU BENEFICIAIRES	3.104.986.359	51.010.572	3.053.975.787	3.144.792.114	331	- Comptes d'épargne à vue	967.152.963	845.440.618
035	- Autres Concours aux membres bénéficiaires ou clients	23.257.331	0	23.257.331	20.293.053	332	- Comptes d'épargne à terme	4.440.635.942	4.200.686.267
037	- Crédits ordinaires	3.081.729.028	51.010.572	3.030.718.456	3.124.499.061	334	- Autres dettes à vue	0	0
051	- crédit bail- et opérations assim					335	- Autres dettes à terme	111.329.949	63.418.251
100	- Titres de placement					345	- Autres passifs	21.618.460	9.438.818
110	IMMOBILISA. FINANCIERES	303.100.000	5.100.000	298.000.000	1.000.000	350	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	17.068.531	22.319.440
120	IMMOBILISA. FINANCIERES					355	ECART D'ACQUISITION	0	0
140	MISES EN EQUIVALENCE	568.878	0	568.878	568.878	360	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	0	0
145	IMMOBIL. INCORPORELLES	195.136.611	143.615.015	51.521.596	53.479.932	362	EMPRUNTS ET TITRES EMISS SUBORDONNES	0	0
150	ACTIONNAIRES, ASSOCIES OU MEMBRES	0	0	0	0	365	PROVISION REGLEMENT	0	0
155	Autres actifs	259.500	0	259.500	63.000	370	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	33.876.069	33.876.069
160	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	50.357.119	0	50.357.119	43.532.085	375	FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	114.334.000	81.906.500
165	ECART D'ACQUISITION					380	CAPITAL	0	0
250	TOTAL ACTIF	7.287.720.274	199.725.587	7.087.994.687	6.739.539.550	385	PRIMES LIEES AU CAPITAL	0	0
							Reserves consolidées, écart de revaluation, écart de conversion, différences sur titres mis en équivalence	150.648.090	138.970.271
						390	Part du groupe	0	0
						391	Part des intérêts minoritaires	0	0
						392	Report à nouveau (+/-)	1.102.778.941	1.036.604.632
						400	Excédent ou déficit de l'exercice (+/-)	128.551.742	77.852.129
						420	Part du groupe	0	0
						421	Part des intérêts minoritaires	0	0
						422			
						450	TOTAL DU PASSIF	7.087.994.687	6.739.539.551

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE THIES
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	CHARGE	MONTANT		CODES	PRODUITS	MONTANTS	
		N	N-1			N	N-1
600	INTERETS ET CHARGES ASSI	185.268.238	151.935.164	700	INTERETS ET PRODUITS ASSI.	399.465.776	422.876.714
601	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des institutions financières	13.026.048	37.732.558	701	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les institutions financières	0	0
602	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des membres bénéficiaire ou clients	172.242.190	114.202.606	702	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les membres, bénéficiaires ou clients	394.482.656	418.276.099
605	- Autres intérêts et charges assim.	0	0	704	- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	0	0
607	CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0	705	- Autres intérêts et produits assi	4.983.120	4.600.615
608	COMMISSIONS	0	0	707	PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
609	CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0	708	COMMISSIONS	185.982.019	208.164.525
610	- Charges sur titres de placement	0	0	709	PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0
611	- Charges sur opérations de change	0	0	710	- Produits sur titres de placement	0	0
612	- Charges sur opéra. de hors bilan	0	0	711	- Dividendes et produits assimilés	0	0
613	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés	0	0	712	- Produits sur opérations de change	0	0
615	charges diverses d'exploitation financière	96	152	713	- Produits sur opérations de hors bilan	0	0
620	ACHATS DE MARCHANDISES	0	0	714	Produits sur prêt et titres émis subordonnés	0	0
621	STOCKS VENDUS	3.500	514.500	715	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION FINANCIERE	74.688.173	16.903.322
622	VARIATIONS POSITIVES DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0	720	MARGES COMMERCIALES	6.838	1.005.186
630	FRAIS GENERAUX D'EXPLOI.	263.967.671	333.074.439	721	VENTES DE MARCHANDISES	0	0
631	- Frais de personnel	53.714.042	57.631.571	722	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0
632	- Autres frais généraux	210.253.629	295.442.868	730	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	0	0
640	DOTATIONS AUX AMORTIS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	6.915.598	6.580.147	740	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	0	0
645	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCE	139.470.402	130.199.448		REPRISES SUR PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CR	107.574.670	122.677.351
650	SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN	0	0	745	SOLDE EN BENEFICE DES CORRECT. DE VALEUR SUR CREAN. ET DU HORS BILAN	0	0
655	EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS. GENE.	49.738.279	45.637.895	750	EXCEDENT DES REPRISES SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	0	0
660	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	1.302.629	12.005.397	755	PRODUITS EXCEPTIONNELS	1.415.877	48.281
670	IMPOT SUR LES EXCEDENTS	0	0	760	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	6.084.802	4.293.891
690	TOTAL DES CHARGES	646.666.413	699.947.142	765	QUOTE-PART DANS LE RESULTAT D'ENTREPRISE MISES EN EQUIVALENCE	0	0
				780	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	128.551.742	77.852.128
				781	Part du Groupe		
				782	Part des intérêts minoritaires		
				790	TOTAL DES PRODUITS	646.666.413	698.117.142

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE YEUMBEUL
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	ACTIF	N		N-1		CODES	PASSIF	MONTANTS	
		BRUT	AMT/PROV	NET	NET			N	N-1
010	CAISSE	67.941.710	0	67.941.710	104.153.915	300	DETTES A L'EGARD DES INSTITUTIONS FINANCIERES	0	0
014	CREANCES SUR INSTITUTIONS FINANCIERES	3.631.478.772	0	3.631.478.772	3.355.183.943	310	- A vue	0	0
015	- A vue	3.587.277.128	0	3.587.277.128	3.313.928.053	311	- Trésor public, CCP	0	0
016	- Banque centrale					312	- Autres institutions financières	0	0
017	- Trésor public, CCP					320	- A terme	0	0
018	- Autres institutions financières	0	0	0	0	330	DETTES RATTACHEES	0	0
019	- A terme	40.000.000	0	40.000.000	40.000.000	330	DETTES A L'EGARD DES MEMBRES BENEFCIAIRES	5.385.866.284	5.193.675.670
030	CREANCES SUR LES MEMBRES	4.201.644	0	4.201.644	1.255.890	331	- Comptes d'épargne à vue	1.570.672.746	1.454.753.276
035	OU BENEFCIAIRES	2.707.842.359	101.675.853	2.606.166.506	2.653.335.310	332	- Comptes d'épargne à terme	3.781.769.059	3.697.280.217
037	- Autres Concours aux membres bénéficiaires ou clients	21.450.774	0	21.450.774	24.711.008	334	- Autres dettes à vue	0	0
051	- Crédits ordinaires	2.686.391.585	101.675.853	2.584.715.732	2.628.624.302	335	- Autres dettes à terme	33.424.479	41.642.177
100	- crédit bail- et opérations assim					345	- Autres passifs	30.304.729	109.250.843
110	- Titres de placement	2.000.000	0	2.000.000	1.000.000	350	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	18.644.140	126.170.691
120	IMMOBILISA. FINANCIERES					355	ECART D'ACQUISITION		
140	IMMOBILISA. FINANCIERES	3.241.483	0	3.241.483	3.241.483	360	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		0
145	IMMOBILISA. FINANCIERES	336.032.475	0	336.032.475	38.788.222	362	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	432.895.095	336.465.034
150	ACTIONNAIRES, ASSOCIES					365	PROVISION REGLEMENT		
155	OU MEMBRES	0	0	0	0	365	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		0
160	Autres actifs	7.000	0	7.000	7.000	370	FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	47.802.229	47.802.229
165	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	8.367.823	0	8.367.823	7.850.345	375	CAPITAL	231.714.000	129.018.000
165	ECART D'ACQUISITION					380	PRIMES LIEES AU CAPITAL	0	0
50	TOTAL ACTIF	6.756.911.622	408.613.806	6.348.297.816	6.163.560.218	385	Reserves consolidées, écart de réévaluation, écart de conversion, différences sur titres mis en équivalence	42.798.460	42.798.160
						390	Part du groupe	0	0
						391	Part des intérêts minoritaires	0	0
						392	Report à nouveau (+/-)	178.379.592	200.072.765
						400	Excédent ou déficit de l'exercice (+/-)	-20.106.413	-21.693.173
						420	Part du groupe	0	0
						421	Part des intérêts minoritaires	10	0
						422			
						450	TOTAL DU PASSIF	6.348.297.816	6.163.560.219

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE YEUMBEUL
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	CHARGE	MONTANT		CODES	PRODUITS	MONTANTS	
		N	N-1			N	N-1
600	INTERETS ET CHARGES ASSI	78.883.945	71.730.390	700	INTERETS ET PRODUITS ASSI.	376.155.204	385.550.612
601	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des institutions financières	0	7.075.458	701	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les institutions financières	2.393.425	1.255.890
602	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des membres bénéficiaire ou clients	78.883.945	64.654.932	702	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les membres, bénéficiaires ou clients	366.296.786	377.758.916
605	- Autres intérêts et charges assim.	0	0	704	- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	0	0
607	CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0	705	- Autres intérêts et produits assi	7.464.993	6.535.806
608	COMMISSIONS	0	0	707	PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
609	CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0	708	COMMISSIONS	222.861.293	239.293.455
610	- Charges sur titres de placement	0	0	709	PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0
611	- Charges sur opérations de change	0	0	710	- Produits sur titres de placement	0	0
612	- Charges sur opéra. de hors bilan	0	0	711	- Dividendes et produits assimilés	0	0
613	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés	0	0	712	- Produits sur opérations de change	0	0
615	charges diverses d'exploitation financière	495	817	713	- Produits sur opérations de hors bilan	0	0
620	ACHATS DE MARCHANDISES	0	0	714	Produits sur prêt et titres émis subordonnés	0	0
621	STOCKS VENDUS	0	297.500	715	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION FINANCIERE	42.990.865	20.925.448
622	VARIATIONS POSITIVES DE STOCKS DEMARCHANDISES	0	0	720	MARGES COMMERCIALES	0	581.230
630	FRAIS GENERAUX D'EXPLOI.	398.976.365	478.184.352	721	VENTES DE MARCHANDISES	0	0
631	- Frais de personnel	102.076.138	109.830.421	722	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0
632	- Autres frais généraux	296.900.227	368.353.931	730	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	0	0
640	DOTATIONS AUX AMORTIS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	13.758.342	18.867.797	740	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	0	0
645	SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN	326.375.528	271.654.372	745	REPRISES SUR PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CR	217.923.602	240.670.234
650	EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS, GENIE.	0	0	750	SOLDE EN BENEFICE DES CORRECT. DE VALEUR SUR CREAM. ET DU HORS BILAN	0	0
655	CHARGES EXCEPTIONNELLES	62.620.759	58.106.010	755	EXCEDENT DES REPRISES SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	0	0
660	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	8.475.414	12.799.308	760	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	1.126.891	113.690
670	IMPOT SUR LES EXCEDENTS	0	0	765	QUOTE-PART DANS LE RESULTAT D'ENTREPRISE MISES EN EQUIVALENCE	7.926.580	2.812.704
690	TOTAL DES CHARGES	889.090.848	911.640.546	780	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	-20.106.413	-21.693.173
				781	Part du Groupe		
				782	Part des intérêts minoritaires		
				790	TOTAL DES PRODUITS	889.090.848	911.640.546

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE ZIGUINCHOR

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

(en francs CFA)

CODE	ACTIF	N			CODES	PASSIF	MONTANTS	
		BRUT	AMT/PROV	NET			N	N-1
010	CAISSE	33.533.450	0	33.533.450	300	DETTES A L'EGARD DES INSTITUTIONS FINANCIERES	0	72.680.183
014	CREANCES SUR INSTITUTIONS FINANCIERES	3.097.108.635	0	3.097.108.635	310	- A vue	0	0
015	- A vue	2.975.554.115	0	2.975.554.115	311	- Trésor public, CCP	0	0
016	- Banque centrale				312	- Autres institutions financières	0	72.680.183
017	- Trésor public, CCP				320	- A terme	0	0
018	- Autres institutions financières					Dettes rattachées	0	0
019	- A terme	110.000.000	0	110.000.000	330	DETTES A L'EGARD DES MEMBRES BENEFICIAIRES	4.855.540.597	4.754.778.974
030	CREANCES SUR LES MEMBRES OU BENEFICIAIRES	11.554.520	0	11.554.520	331	- Comptes d'épargne à vue	552.191.170	479.646.041
035	- Autres Concours aux membres bénéficiaires ou clients	2.590.681.358	61.130.189	2.529.551.169	332	- Comptes d'épargne à terme	4.242.393.834	4.200.472.714
037	- Crédits ordinaires	24.156.874	0	24.156.874	334	- Autres dettes à vue	0	0
051	- crédit bail- et opérations assim.	2.566.524.484	0	2.566.524.484	335	- Autres dettes à terme	60.955.593	74.660.219
100	- Titres de placement				345	- Autres passifs	17.577.035	8.178.543
110	IMMOBILISA. FINANCIERES	7 100 000	5 100 000	2 000 000	350	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	14.021.736	14.145.868
120	IMMOBILISA. FINANCIERES				355	ECART D'ACQUISITION		
140	IMMOBILI. INCORPORELLES	489 160	0	489 160	360	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		0
145	IMMOBILI. CORPORELLES	162.561.671	109.918.762	52.642.909	362	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	9.481.842	18.869.805
150	ACTIONNAIRES, ASSOCIES				365	PROVISION REGLEMENT	0	0
155	OU MEMBRES				370	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		0
160	Autres actifs	0	0	0	375	FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	32.704.604	32.704.604
165	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	24.030.300	0	24.030.300	380	CAPITAL	149.308.000	95.481.500
	ECART D'ACQUISITION				385	PRIMES LIEES AU CAPITAL		0
						Reserves consolidées, écart de revaluation, écart de conversion, différences sur titres mis en équivalence	65.364.915	65.364.915
					390	Part du groupe	0	0
					391	Part des intérêts minoritaires	0	0
					392	Report à nouveau (+/-)	583.835.795	602.150.619
					400	Excédent ou déficit de l'exercice (+/-)	11.521.099	-18.314.825
					420	Part du groupe	0	0
					421	Part des intérêts minoritaires	0	0
250	TOTAL ACTIF	5.915.504.574	176.148.951	5.739.355.623	450	TOTAL DU PASSIF	5.739.355.623	5.646.040.186

CREDIT MUTUEL DU SENEGAL DE ZIGUINCHOR **BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017**

(en francs CFA)

CODE	CHARGE	MONTANT		CODES	PRODUITS	MONTANTS	
		N	N-1			N	N-1
600	INTERETS ET CHARGES ASSI	167.265.276	126.065.159	700	INTERETS ET PRODUITS ASSI.	336.287.372	352.396.939
601	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des institutions financières	4.322.434	15.564.690	701	- Intérêts et produits assimilés sur les institutions financières	6.581.918	3.616.438
602	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des membres bénéficiaire ou clients	162.942.842	110.500.469	702	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur les membres, bénéficiaires ou clients	324.561.423	342.457.232
605	- Autres intérêts et charges assim.	0	0	704	- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	0	0
607	CHARGES SUR CREDIT-BAI ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0	705	- Autres intérêts et produits assi	5.144.031	6.323.269
608	COMMISSIONS	0	0	707	PRODUITS SUR CREDIT-BAI ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
609	CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0	708	COMMISSIONS	143.509.175	157.654.408
610	- Charges sur titres de placement	0	0	709	PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES	0	0
611	- Charges sur opérations de change	0	0	710	- Produits sur titres de placement	0	0
612	- Charges sur opéra. de hors bilan	0	0	711	- Dividendes et produits assimilés	0	0
613	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés	526	0	712	- Produits sur opérations de change	0	0
615	charges diverses d'exploitation financière	0	0	713	- Produits sur opérations de hors bilan	0	0
620	ACHATS DE MARCHANDISES	0	0	714	Produits sur prêt et titres émis subordonnés	0	0
621	STOCKS VENDUS	0	329.000	715	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION FINANCIERE	75.832.417	19.288.430
622	VARIATIONS POSITIVES DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0	720	MARGES COMMERCIALES	0	642.772
630	FRAIS GENERAUX D'EXPLOI.	279.474.245	345.825.710	721	VENTES DE MARCHANDISES	0	0
631	- Frais de personnel	77.264.067	75.733.697	722	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0
632	- Autres frais généraux	202.210.178	270.092.013	730	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	0	0
640	DOTATIONS AUX AMORTIS ET AUX PROVISIONS	11.846.327	12.106.954	740	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	0	0
645	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCE	146.388.505	111.423.911	745	REPRISES SUR PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CR	111.448.601	99.551.136
650	SUR CREANCES ET DU HORS BILAN	0	0	750	SOLDE EN BENEFICE DES CORRECT. DE VALEUR SUR CREAN. ET DU HORS BILAN	0	0
655	EXCEDENT DES DOTATIONS	55.034.645	42.490.067	755	EXCEDENT DES REPRISES SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	0	0
660	SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS. GENE.	1.282.933	13.926.949	760	PRODUITS EXCEPTIONNELS	3.181.816	25.565
670	CHARGES EXCEPTIONNELLES	0	0	765	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	2.554.176	4.293.675
680	Pertes sur exercices antérieurs	0	0	780	QUOTE-PART DANS LE RESULTAT D'ENTREPRISE MISES EN EQUIVALENCE	11.521.100	-18.314.825
690	IMPOT SUR LES EXCEDENTS	661.292.457	652.167.750	781	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	661.292.457	652.167.750
690	TOTAL DES CHARGES	661.292.457	652.167.750	782	Part du Groupe	661.292.457	652.167.750
690	TOTAL DES CHARGES	661.292.457	652.167.750	790	Part des intérêts minoritaires	661.292.457	652.167.750
690	TOTAL DES CHARGES	661.292.457	652.167.750	790	TOTAL DES PRODUITS	661.292.457	652.167.750